PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

16e ANNEE N° 1 (Nouvelle série)

SOMMAIRE

EDITORIAL :
Devant la crise aggravée de l'impérialisme.

NOTES EDITORIALES :
La Conférence du Caire.
Les documents de Moscou.
L'épuration du Parti ouvrier polonais
Perspectives britanniques.

S. SANTEN
La révolution indonésienne en marche.

FRED ALLER
La décomposition du stalinisme en Allemagne orientale.

V. I. LENINE
Que sont les soviets ?

JACQUES PRIVAS
Où en est le M.N.A. ? (La révolution algérienne).

HECTOR LUCERO
Les mineurs boliviens s'attaquent au gouvernement réactionnaire de Siles.

M. K.
Le MAPAM face à une ouverture du Parti El Baath de Syrie.

LIVIO MAITAN
Togliatti revient trente ans en arrière.

PIERRE FRANK
Les anciennes voies du réformisme et la voie révolutionnaire du socialisme.

E. GERMAIN
Sociologie de la classe possédante américaine.

MICHEL PABLO
Vingt ans de la IVe Internationale

P. RICHARDS
En souvenir d'un anniversaire.

Documents. — Déclaration du Secrétariat International sur le limogeage du maréchal Joukov.

Les livres. — Lettre polonaise sur la misère intellectuelle en France, de D. Mascolo - Memorandum au Comité central, d'Imre Nagy.

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale : Ceylan - Chine - France - Chili - Syrie - Egypte - Etats-Unis.

Janvier 1958
(1er trimestre 1958)

16e ANNEE N° 1 (Nouvelle série)

SOMMAIRE

EDITORIAL :
Devant la crise agravée de l'impérialisme 1

NOTES EDITORIALES :
La Conférence du Caire 5
Les documents de Moscou 6
L'épuration du Parti ouvrier polonais 9
Perspectives britanniques 10

S. SANTEN
La révolution indonésienne en marche 12

FRED ALLER
La décomposition du stalinisme en Allemagne orientale 20

JACQUES PRIVAS
Où en est le M.N.A. ? (La révolution algérienne) 26

HECTOR LUCERO
Les mineurs boliviens s'attaquent au gouvernement réactionnaire de Siles 31

M. K.
Le MAPAM face à une ouverture du Parti El Baath de Syrie 34

LIVIO MAITAN
Togliatti revient trente ans en arrière 37

PIERRE FRANK
Les anciennes voies du réformisme et la voie révolutionnaire du socialisme 46

E. GERMAIN
Sociologie de la classe possédante américaine 52

MICHEL PABLO
Vingt ans de la IVe Internationale (I) 61

V. I. LENINE
Que sont les soviets ? 69

P. RICHARDS
En souvenir d'un anniversaire 71

DOCUMENTS :
Déclaration du Secrétariat International sur le limogeage du maréchal Joukov 73

LES LIVRES :
Lettre polonaise sur la misère intellectuelle en France, de D. Mascolo Memorandum au Comité central, d'Imre Nagy 75

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE :
Ceylan - Chine - France - Chili - Syrie - Egypte - Etats-Unis 78

JANVIER 1958

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous

IVe INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IVe Internationale

Editorial

Devant la crise aggravée de l'impérialisme

La situation internationale n'a cessé d'évoluer dans le sens que nous indiquions en octobre (1). Le capitalisme mondial est insensiblement entré dans une conjoncture économique et politique grave. Le début d'une « récession », d'un recul économique, est maintenant généralement admis. Les informations, les témoignages se succèdent à une cadence accélérée, illustrant ce recul et faisant part des sérieuses inquiétudes qui règnent quant à l'avenir dans les milieux capitalistes.

Aura-t-on cette fois simplement une « récession » à l'exemple de celles de 1949-1950 et de 1953-1954, ou une crise plus importante — telle est la seule question qui préoccupe maintenant ces milieux.

La « récession » est déjà marquée tout d'abord aux Etats-Unis. Entre août et décembre 1957, la production industrielle a baissé de 4 %, et le chômage total a atteint le chiffre de quatre millions environ. L'industrie de l'acier travaille actuellement aux environs de 60 % de sa capacité, les autres industries aux environs de 80 %. L'activité commerciale des chemins de fer et autres transports terrestres a diminué de 15 % environ.

On prévoit que le nombre de chômeurs atteindra 5 millions en février.

Les entreprises se proposent de réduire les dépenses d'investissements au cours de l'année 1958 dans une proportion qui sera, dans l'ensemble, de 7 % par rapport à l'année 1957. Dans le secteur manufacturier cette chute des dépenses sera d'un montant global de 16 %, la seule industrie de l'automobile se proposant de réduire ses dépenses en 1958 de 30 %.

Le *boom* des dernières années avait été pour beaucoup facilité par le stockage chez les producteurs. On assiste actuellement à une légère diminution de celui-ci qui, aussi longtemps qu'il continuera, ne pourra exercer qu'une influence régressive.

---

(1) *Voir éditorial de* Quatrième Internationale, octobre-novembre 1957.

La récession commencée aux Etats-Unis coïncide cette fois avec le début de récession de toute l'économie capitaliste. Le taux de production de la plupart des pays industriels continue à baisser, ainsi que celui des investissements. Le chômage a de nouveau tendance à enfler, y compris récemment en Allemagne.

D'autre part, du fait de la baisse des prix des matières premières et du manque de dollars et de marks, plusieurs pays, y compris à leur tour les Etats-Unis et l'Allemagne, verront leurs exportations décliner. Les restrictions d'importations déjà décidées par des pays comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Chili, l'Inde, l'Indonésie, etc., se répercuteront sur les possibilités d'exportation des pays industriels.

Le système de financement à crédit des transactions commerciales, qui a énormément facilité le *boom* ces dernières années, peut devenir dans ces conditions un autre goulot d'étranglement de l'expansion et accentuer la « récession ».

A partir d'un certain moment, l'interaction sur le plan international des facteurs tels que le déclin de la production, le chômage, la restriction des importations, la dévaluation monétaire, peut provoquer un déséquilibre plus profond qui cette fois précipiterait une véritable crise.

Le monde capitaliste est incontestablement actuellement devant une telle éventualité. Naturellement, il commence à réagir et les moyens ne lui font pas complètement défaut. Sa principale réaction s'exerce dans le sens maintenant coutumier de l'élargissement des dépenses budgétaires, principalement celles d'ordre militaire.

C'est le cas typique des mesures « anti-crise » que l'on prépare maintenant aux Etats-Unis. Pour mieux les situer, il faut cependant insister sur la coïncidence avec la crise politique internationale dans laquelle l'impérialisme s'est trouvé non moins subitement plongé à la suite des succès de l'économie et de la technique soviétiques et de la nouvelle avance de la révolution coloniale. Il suffit de relever les mots et les expressions employés par la presse et les porte-parole de l'impérialisme pour mesurer la stupéfaction, la démoralisation, la panique qui ont littéralement envahi ces milieux depuis le triomphe des spoutniks, les événements d'Indonésie et la Conférence du Caire.

Pour la première fois dans son histoire, la grande presse capitaliste des Etats-Unis est obligée de reconnaître que la « foi » dans la « suprématie » et la « toute-puissance » des Etats-Unis en tout domaine est irrévocablement enterrée.

La modification du rapport de force global, qui est la résultante de l'ensemble des changements intervenus depuis la deuxième guerre mondiale, ne s'est révélée avec éclat, aux yeux de l'impérialisme, qu'à la suite d'une performance technique de l'U.R.S.S. incarnant sa capacité de frapper désormais mortellement le cœur même de la puissance impérialiste.

Les commissions se succèdent actuellement aux Etats-Unis pour stimuler, pour imposer un redressement rapide de la politique amollie de l'administration Eisenhower, dans le sens d'un effort militaire supplémentaire capable de rattraper l'avance prise par l'U.R.S.S. Il est significatif que l'idée dominante dans les milieux impérialistes, aussi bien des Etats-Unis que des autres pays capitalistes, n'est nullement celle d'un « Munich » avec le Kremlin, mais du rétablissement au plus vite d'une « position de force » ramenant « l'équilibre ».

Cette conclusion se dégage clairement de ce qu'on connaît jusqu'à maintenant du *Rapport Gaither* ainsi que du *Rapport Rockefeller* aux Etats-Unis, et des propos tenus dernièrement par Macmillan et les milieux de l'O.T.A.N. Indépendamment des propos défaitistes, tenus ici et là; indépendamment même des projets de certains compromis sur le désarmement et de nouveaux pourparlers avec le Kremlin — qui sont inévitables — l'effort *pratique* de l'impérialisme se fait dans la direction d'un renforcement militaire considérable de ses positions affaiblies.

Aux Etats-Unis, les rapports cités préconisent une augmentation minimum du budget militaire d'environ 3 à 4 milliards de dollars pour les cinq années à venir, consacrés principalement au développement des fusées offensives et défensives. Et la *National Planning Association* n'hésite pas à affirmer que la santé « robuste » de l'économie américaine peut très bien supporter des dépenses militaires de l'ordre de 25 % par an, soit de 10 milliards de dollars!

Le nouveau budget des Etats-Unis consacrera de toute manière une importante augmentation des dépenses militaires, « l'économie des fusées » venant d'autant plus providentiellement aider à enrayer le développement de la « récession ».

L'effet économique de cette mesure, ainsi que d'une nouvelle « libéralisation » possible du crédit, peut naturellement, dans le cas précis des Etats-Unis, donner encore certains résultats, vu l'ampleur de ces moyens.

Mais, à notre avis, il est peu probable que ces mesures suffisent actuellement à contrebalancer efficacement les causes nationales et internationales qui déprime l'économie capitaliste, et à éviter qu'un recul plus profond et plus durable que par le passé ne se développe de toute manière.

D'autre part, le risque de voir l'inflation s'accentuer aux Etats-Unis ne pourrait être combattu que si l'Etat appliquait cette fois une sévère politique « d'austérité », privant les Américains non seulement de leurs postes de télévision « dorés » mais également d'une partie de leur « beurre », et aggravant au lieu d'alléger leur taxation.

Tel est d'ailleurs déjà l'avis du *New-York Times* (31 décembre 1957).

Du reste, la politique d'une plus grande « austérité » pour les masses est la panacée contre la crise commencée — que la bourgeoisie préconise et s'efforce de pratiquer un peu partout.

L'aggravation des luttes sociales, dans ce contexte, est naturellement inévitable. Les masses, dans les mois et les années à venir, si elles veulent préserver les acquis des quelques années de « bonne » conjoncture, doivent se préparer à lutter avec acharnement pour que la bourgeoisie ne puisse pas surmonter à leurs frais la crise qui a commencé.

Cette lutte coïncidera du reste, par la force des choses, avec la lutte contre les préparatifs accélérés de guerre, contre le nouvel enflement des budgets militaires, contre la généralisation de l'armement atomique, contre la construction des rampes de lancement, contre la multiplication des bases militaires, contre l'augmentation des effectifs et autres projets de l'O.T.A.N., qui ont été discutés, approuvés et qui sont maintenant en voie d'exécution.

Car telles sont en réalité, camouflées sous les phrases hypocrites des pourparlers pour le « désarmement » et la « paix », les intentions et même les décisions *pratiques* de l'impérialisme face au « défi » que lui lancent l'U.R.S.S. et la révolution coloniale.

La politique confusionniste, opportuniste, du Kremlin sert malheureusement comme toujours cette action de l'impérialisme. Loin de pousser à fond ses avantages manifestes du point de vue supériorité militaire et supériorité du rapport de forces global pour propager la révolution mondiale, le Kremlin ne mise essentiellement que sur les antagonismes interimpérialistes et la collaboration avec une partie de la bourgeoisie métropolitaine et coloniale pour préserver la « paix » et le *statu quo*.

Cette politique correspond naturellement à la nature de la bureaucratie soviétique, caste privilégiée conservatrice, hostile aux initiatives révolutionnaires autonomes des masses, et qui ne pourrait envisager de nouvelles conquêtes révolutionnaires que dans les cas strictement contrôlés par des appareils à sa dévotion.

Certes les succès de l'économie et de la technique soviétiques, les progrès de la révolution coloniale, l'affaiblissement et la crise manifestes de l'impérialisme, ainsi qu'une certaine stabilisation à l'intérieur du camp soviétique, lui inspirent actuellement une plus grande audace dans sa politique étrangère. Ce qui explique par exemple sa rupture des pourparlers sur le

désarmement et son attitude à la Conférence du Caire préconisant aux peuples d'Afrique et d'Asie la nationalisation des entreprises impérialistes. Mais ces audaces ne dépassent pas les limites d'une collaboration de classe au service d'une politique de préservation de la « paix » dans le *statu quo*.

Il serait d'autre part exagéré de considérer que les succès des spoutniks effacent les difficultés réelles dans lesquelles le Kremlin se débat toujours. Si on ne vit pas seulement de pain, on ne vit pas non plus seulement avec des spoutniks. La fierté nationale, justifiée, ne peut à la longue faire oublier aux masses soviétiques le prix du bien-être matériel et de la liberté, d'autant plus accessibles et nécessaires aujourd'hui que l'U.R.S.S. donne la preuve d'un très haut niveau d'évolution économique et culturelle.

Le pouvoir de Khrouchtchev, consolidé en tant que pouvoir du secrétariat et du Presidium — ayant presque fusionnés — sur le Parti, et du Parti sur tous les secteurs et toutes les forces de la vie soviétique, n'est pas moins en lutte contre les puissants milieux dirigeants de la bureaucratie soviétique qu'il a successivement éliminés, contre les difficultés économiques provenant de la décentralisation et de la récolte défavorable de 1957, contre la tension non apaisée dans les Démocraties populaires, en Allemagne, en Tchécoslovaquie, en Hongrie et même à nouveau en Pologne, contre la multiplication d'obligations économiques contradictoires pesant sur l'économie soviétique: aide à la Chine et aux autres « démocraties », aide aux pays coloniaux et dépendants, améliorations sensibles promises aux masses soviétiques.

Combien de temps l'éclat du puissant bouclier que constituent les spoutniks empêchera-t-il de voir les nouvelles lézardes du pouvoir de Khrouchtchev, et la crise de rebondir ?

L'évolution prise récemment par la science et la technique pose effectivement l'humanité devant un danger mortel. Le pouvoir collectif de l'homme sur la nature a acquis des proportions insolites, qui dépassent de très loin l'entendement, la compréhension, de l'homme individuel.

Seule une structure sociale harmonieuse pourrait digérer de manière fantastiquement heureuse et aussi sans dangers ces nouveaux pouvoirs merveilleux de l'homme. C'est d'ailleurs en cela que consiste la nécessité maintenant plus impérieuse que jamais d'une telle organisation harmonieuse de la société, l'organisation socialiste, et demain communiste, de l'humanité.

Pour le moment, nous sommes placés devant ce que nombre de savants appellent « l'ère du presse-bouton automatique ». C'est-à-dire que la technique de la guerre va disposer bientôt d'armes d'un effet de destruction colossale, maniées de manière automatique.

L'ère de l'envoi et de la riposte *automatique* des fusées par des appareils électroniques directeurs, propulseurs et détecteurs a commencé. Derrière ce quasi-automatisme se trouvent naturellement des hommes, mais des hommes isolés, individuellement ou par petits groupes, spécialistes militaires du maniement des appareils offensifs et défensifs automatiques des fusées, plus que jamais coupés du contrôle démocratique de la société, et même de sa direction politique.

Dans ces conditions, la possibilité d'une « erreur » fatale augmente de manière terrifiante.

C'est le cri d'alarme lancé par des savants comme le Dr. Pickering de l'Institut de Technologie de Californie, et le Dr. Rabi qui fait partie de la commission Gaither.

Face à ce danger très réel, quelle est la réponse ?

Si l'impérialisme s'oriente pratiquement — comme nous venons de le voir — vers l'intensification de ses préparatifs militaires afin de « rattraper » l'U.R.S.S., si en réalité cette course risque de se perpétuer, l'équilibre étant constamment ruiné par la dynamique du développement des uns et des autres (et avant tout par celle de l'économie soviétique et de la Révolution), si par conséquent même le *statu quo* est en fait un contre-sens, si la réalité est caractérisée non pas par une « coexistence » statique mais par une dynamique qui altère constamment les rapport établis sur tous les plans et qui ne peut déboucher que sur l'élimination d'un système par l'autre, *il ne reste d'une façon réaliste qu'à créer les conditions du plus grand affaiblissement possible de l'impérialisme.*

Seul l'affaiblissement de celui-ci peut produire une situation dans laquelle soit il hésiterait à faire usage de ses armes, soit il serait amené à livrer une bataille dans des conditions permettant d'espérer son désarmement rapide.

Or le seul moyen d'affaiblissement efficace de l'impérialisme, en dehors de l'action des masses aux Etats-Unis même, est la propagation de la Révolution mondiale gagnant successivement les pays de tous les continents et particulièrement ceux de l'Europe, de l'Asie, de l'Amérique latine, de l'Afrique. Privé de bases dans ces régions, l'impérialisme américain se sentirait privé de tout espoir de gagner, y compris par « l'attaque surprise » de la « guerre préventive » que caressent nombre de personnes aux Etats-Unis, membres ou non de ces commissions à la Gaither, Rockefeller, etc.

Ce moyen est d'autre part le plus économique car, dans la révolution d'un pays, les armes atomiques ont peu de place et l'intervention de l'impérialisme américain avec ces armes est infiniment plus difficile.

La coïncidence actuelle entre le début de la crise économique et la plus grave crise de confiance en lui-même de l'impérialisme offre les meilleures chances au prolétariat métropolitain et aux peuples coloniaux pour développer la plus grande activité révolutionnaire. Dans le cas où la « récession » s'amplifierait, le retournement de la situation, brusque, violent, aussi bien dans les métropoles accoutumées depuis quelques années déjà à l'euphorie, que dans les pays coloniaux et dépendants, mis devant une crise littéralement catastrophique, créérait des conditions exceptionnellement favorables pour la lutte en faveur de gouvernements ouvriers et paysans et la libération nationale et sociale des peuples coloniaux. D'autant plus que la récession s'amplifierait dans les conditions d'un rapport de forces global plus défavorable que jamais à l'impérialisme, constatation que les masses réalisent déjà. En même temps, naturellement, ces dangers n'échapperont pas à l'impérialisme.

Ainsi s'ouvre à nouveau une nouvelle période critique qu'il faut s'efforcer de conclure par de nouvelles victoires révolutionnaires importantes, précisément afin de limiter les dangers de guerre atomique. Les perspectives n'ont jamais été meilleures pour un tel objectif. C'est à la tendance marxiste-révolutionnaire d'orienter les grandes luttes à venir, vers une issue victorieuse, en œuvrant partout à la constitution du plus large *front ouvrier* possible, dirigé vers la constitution de *gouvernements ouvriers et paysans*, les seuls garants d'une paix véritable en cet âge atomique à la fois fantastiquement grandiose et terrifiant, selon l'issue du combat social en cours.

La Conférence du Caire

Cinq cents délégués et observateurs de 49 pays ont assisté à la deuxième conférence de « Bandoeng » qui s'est tenue en décembre au Caire. Cette fois-ci il ne s'agissait plus de représentants des gouvernements afro-asiatiques, mais simplement des peuples de ces continents. L'intérêt et le retentissement de la conférence n'en ont pas été moindres pour autant.

Au contraire. Dans un sens, la conférence du Caire est allée beaucoup plus loin que la première conférence afro-asiatique, en formulant des idées beaucoup plus précises en ce qui concerne une lutte efficace contre l'impérialisme.

Indiquons-en les principales : L'idée de la nationalisation des entreprises étrangères, qui constituent dans la plupart de ces pays l'épine dorsale de leur économie, nationalisation sans laquelle il est impossible d'avancer sur la voie d'une véritable industrialisation ; l'idée d'une entraide économique et commerciale ; l'idée de l'aide économique et technique que ces pays peuvent maintenant trouver du côté de l'U.R.S.S. et d'autres Etats ouvriers ; l'idée d'une action plus efficace en faveur de la révolution algérienne.

La conférence fut incontestablement un stimulant puissant pour le développement de la lutte anti-impérialiste non seulement dans les pays encore directement colonisés

comme l'Algérie, le Kenya, l'Afrique du Sud, le Kamerun, Chypre, etc., mais également dans les pays où subsistent encore de très importantes séquelles économiques et autres de l'impérialisme.

Le climat international actuel a énormément favorisé l'éclosion et la propagation de telles idées parmi les nombreux représentants afro-asiatiques qui ont assisté à la conférence : le succès de la nationalisation du Canal de Suez et de la lutte anti-impérialiste du peuple égyptien ; l'héroïque défense de la révolution algérienne ; l'occupation des entreprises hollandaises par les masses indonésiennes ; les succès retentissants de l'économie et de la technique soviétiques ; la crise sans précédent de l'impérialisme américain et mondial.

Les audaces que le Kremlin s'est permises cette fois-ci en préconisant l'idée des nationalisations, reprise et développée par les Syriens et en faisant miroiter son aide économique et technique « désintéressée » et « inconditionnelle » ont naturellement beaucoup contribué au climat combatif de la conférence. Ces audaces du Kremlin s'expliquent par la supériorité acquise jusque dans le domaine strictement militaire, à la suite du succès des spoutniks, et également par l'audience favorable que son aide trouve actuellement auprès des bourgeoisies coloniales.

Le Kremlin joue actuellement à fond la carte de l'alliance avec la bourgeoisie coloniale, la poussant, l'aidant dans la voie de l'indépendance politique et économique par rapport à l'impérialisme. Naturellement on ne saurait que féliciter le Kremlin d'une telle attitude si elle ne comportait pas la subordination du prolétariat dans les pays coloniaux à la politique des classes dirigeantes de ces pays.

Une telle attitude ne peut que freiner le développement de la révolution sociale dans ces pays et même provoquer des défaites, et des retournements en définitive en faveur de l'impérialisme. On le voit déjà assez bien, aussi bien dans le cas de la Syrie où le Parti communiste est à la droite du Parti socialiste El Baath, dans la lutte sociale, que dans le cas de l'Egypte et de l'Indonésie où les Partis communistes, par peur de combattre les représentants politiques de la bourgeoisie de ces pays, alliés au Kremlin, font peser sur le mouvement ouvrier et la révolution de ces pays les pires dangers.

Le Kremlin pense pouvoir manœuvrer la bourgeoisie coloniale à travers des accords de type « Front populaire », mais en réalité, aussi longtemps que cette politique empêche les masses d'agir de manière autonome et de rompre de fait l'alliance avec la bourgeoisie, cette politique ne fait que le jeu propre de cette dernière.

La conférence du Caire s'est terminée en laissant en place un secrétariat permanent dans lequel l'U.R.S.S. est représentée. C'est là un succès incontestable de la politique du Kremlin. Mais, encore une fois, s'il s'agit de doubler le « Mouvement de la paix » agissant plus particulièrement dans les pays capitalistes d'un front avec la bourgeoisie coloniale, baillonnant le mouvement communiste autonome des pays coloniaux et dépendants, on ne fabrique ainsi que des instruments de la politique extérieure du Kremlin et non de la révolution.

Et, cependant, jamais les conditions objectives n'ont été meilleures pour de nouveaux succès rapides de la révolution anti-impérialiste et sociale. Les masses sentent partout que le rapport de forces vient de se détériorer encore plus gravement pour l'impérialisme, et qu'il est possible de tout oser.

On peut s'attendre que, malgré les freins mis à leur action par le Kremlin, les masses coloniales, interprétant à leur manière la tenue et le message de la conférence du Caire, ne tardent pas à remporter de nouvelles victoires sur le front à la fois anti-impérialiste et social en Indonésie, en Algérie, dans le Moyen-Orient, en Afrique tropicale, en Amérique latine.

Les documents de Moscou

A l'occasion du 40e anniversaire de la Révolution d'Octobre se sont trouvés réunis à Moscou tous les dirigeants des partis qui sont liés à la bureaucratie soviétique ainsi que des représentants de la Ligue des communistes yougoslaves, Tito s'étant cependant découvert un lumbago qui l'a rendu incapable de bouger au lendemain de l'affaire Joukov. De ces rencontres sont sortis deux documents, l'un un « Manifeste pour la paix » signé par tous les partis présents, l'autre une « Déclaration des représentants de 12 pays socialistes ».

Le premier de ces documents est l'expression de la politique du Kremlin sous sa forme la plus générale et, peut-on dire, la plus vulgaire. C'est un appel à tous les hommes de bonne volonté, s'adressant nommément aussi bien aux ouvriers et aux paysans qu'aux « commerçants et industriels ». Il sera aussi peu efficace que l'est la politique des post-staliniens.

L'autre document donne une ligne sur toutes les questions, y compris celles qui intéressent les P.C. des pays capitalistes, lesquels, nous dit-on, se prononceront eux-mêmes ; il est en premier lieu à destination intérieure, avec pour objet de fixer une ligne commune de ces partis et aussi des autres partis dans le monde après les secousses et les divergences qui les avaient marqués à partir du 20e Congrès et surtout lors des événements de Pologne et de Hongrie.

On y annonce l'identité de vues et l'unanimité des participants. La version officielle ne peut cependant pas déceler que la Ligue des communistes yougoslaves avait des divergences qui ne lui permirent pas de signer la déclaration la plus importante. En outre, des informations de plus en plus nombreuses font mention de discussions qui entraînèrent des conflits assez sérieux. Par exemple sur la question algérienne, de vifs accrochages se sont produits entre certains P.C. — dont celui d'Italie — et le P.C.F. qui fut soutenu par Khrouchtchev. De même entre la Pologne et la Chine sur la place de l'U.R.S.S. dans la coalition des Etats ouvriers.

Une certaine unité de vues entre bureaucrates de tous les pays a été établie à la fois en mettant en avant tous les côtés opportunistes du 20e Congrès (qui ne soulevaient d'ailleurs pas entre eux de difficultés majeures) et en opérant d'une façon générale une retraite sur un certain nombre des points de la « déstalinisation » qui soulevèrent des divergences.

Les signataires se présentent comme les représentants des « pays socialistes » ; ceci signifie qu'ils parlent à la fois comme chefs d'Etat et comme dirigeants de partis. Bureaucrates et de mentalité bureaucratique, ils subordonnent le parti à l'Etat, et la politique du prolétariat aux contingences de la diplomatie soviétique et des Etats ouvriers. Que celle-ci cherche à mettre en mauvaise posture la politique internationale de l'impérialisme, qu'elle cherche à gagner du temps, à dissocier dans la mesure du possible les divers éléments au sein de la coalition capitaliste il n'y aurait aucune objection à cela si la politique des partis communistes ne s'alignait automatiquement sur cette diplomatie et si elle ne transformait ces manœuvres en un but illusoire. « A l'heure actuelle — lit-on dans la déclaration — les forces de paix sont devenues si puissantes qu'il est effectivement possible d'empêcher la guerre comme l'a confirmé la mise en échec des plans impérialistes en Egypte. » Qui ne se souvient qu'une des forces qui a pesé sur les impérialistes français et anglais dans l'affaire d'Egypte, ce sont les Etats-Unis, moteur de tout le monde capitaliste dans la préparation à la guerre ?

Sous prétexte que la lutte pour la paix — et non la lutte pour le socialisme — est « la tâche primordiale » des partis communistes, ceux-ci sont invités à dresser partout les plus larges « fronts », y compris avec la bourgeoisie, dite « nationale » ou « moyenne » selon les pays, contre les monopoles, et notamment contre les monopoles américains. Alors que le marxisme montre dans la lutte des classes le principal moteur du développement de la société, les bureaucrates proposent la collaboration des classes pour maintenir le statu quo.

En même temps qu'ils préconisent ce statu quo, ils laissent entendre aux ouvriers qu'ils parviendront quand même au socialisme « d'une manière pacifique », et grâce à une « solide majorité parlementaire » à « faire du Parlement, instrument au service des intérêts de la classe bourgeoise, l'instrument du peuple travailleur ».

Cette orientation platement réformiste trouve son expression suprême dans le silence quasi total que fait la déclaration sur la lutte de la révolution algérienne, pointe avancée de la lutte des peuples coloniaux. Toute la politique du P.C.F. basée sur cette orientation a laissé sans aide de la classe ouvrière française les masses algériennes. Et si le capitalisme français montre tant d'acharnement à défendre ce qui pour lui est « des départements français », on peut imaginer qu'une « solide majorité parlementaire » n'est pas pour lui faire renoncer à sa domination sur toute la société.

Là où il fallait réaligner les bureaucrates, c'était avant tout en ce qui concerne la situation dans les Etats ouvriers et les rapports entre ceux-ci. Le résultat est un assouplissement des rapports entre Etats ouvriers, et au contraire une position plus rigide sur l'attitude envers les masses dans chaque Etat.

Sur le plan des rapports entre Etats ouvriers, on trouve des formules générales sur l'entraide, l'égalité complète, etc., qui ne comportent aucune condamnation explicite du passé stalinien. D'ailleurs les grands champions de « la critique et l'autocritique » qui ont signé ce document se sont abstenus de tout ce qui pourrait ressembler de près ou de loin à une « autocritique ». Mais, tout en affirmant l'égalité complète entre les Etats ouvriers, le document parle du camp socialiste « avec à sa tête l'Union soviétique ». Autrement dit, si tous les Etats sont égaux, certains Etats sont plus égaux que d'autres... Le rôle dirigeant de la bureaucratie soviétique reste donc reconnu, même s'il s'exerce d'une façon plus souple que du temps de Staline. De toute façon, les Yougoslaves ont certainement refusé de signer ce document entre autre à cause de cette formulation dont les implications politiques sont grandes.

Les révolutions polonaise et hongroise ont montré le haut degré de tension des rapports établis entre les gouvernements et les masses, et pas seulement dans ces deux Etats ouvriers. Sur ce sujet, Gomulka au 9e Plenum et Mao Tse Tung dans son discours sur la « rectification » et les « contradictions dans le peuple » et entre les gouvernés et les gouvernants dans l'Etat ouvrier avaient été plutôt loin : l'un n'avait-il pas légitimé le soulèvement de Poznan et l'autre le droit de grève ? Non seulement il n'est pas question de cela, mais on est tout à l'opposé dans le document où on lit : « Dans les Etats socialistes les masses travailleuses jouissent de libertés et de droits démocratiques véritables... ». « Dans les pays socialistes, là où la classe ouvrière a pris le pouvoir, les partis communistes et ouvriers, qui ont toutes les possibilités de nouer les liens les plus étroits avec les larges masses, doivent s'appuyer sans cesse, dans toute leur activité, sur ces dernières, faire de l'édification et de la défense du socialisme la cause des millions de travailleurs profondément conscients d'être les maîtres du pays. Les mesures prises ces dernières années par les Etats socialistes en vue d'élargir la démocratie socialiste et de stimuler la critique et l'auto-

rité, revêtent une grande importance pour l'accroissement de l'activité, de l'initiative et de la cohésion des larges masses populaires, pour la consolidation du régime socialiste et l'intensification de l'édification socialiste ».

Ces formules volontairement vagues, ne disent absolument rien sur les « mesures », sur les crises qui aboutissent à des explosions révolutionnaires ; et bien entendu rien ne se trouve sur le droit des masses à déterminer, à définir l'orientation de la société, de son économie et de sa politique intérieure et extérieure. Ceci est toujours une affaire réservée au sommet, le document se bornant à spécifier que la manière de manier les masses ne peut plus être celle du temps de Staline.

« La critique et l'autocritique » sont des termes abstraits si la critique et l'autocritique ne s'expriment pas sous une forme organisée. Dans le document de Moscou, il n'est nullement question de cela. Par contre, l'accent y est mis sur la « lutte contre le révisionnisme », le document ajoutant aussi le dogmatisme, mais d'une manière toute formelle. Le « révisionnisme », ce ne sont pas surtout ces formulations confuses, révisionnistes, qui ont effectivement été exprimées après le 20e Congrès ; c'est bien plutôt celles qui avaient un contenu précis, dangereux pour la bureaucratie. Ainsi, Gomulka qui, voici un an, était la bête noire des bureaucrates s'est retrouvé avec eux pour interdire, sous prétexte de « révisionnisme », le journal « Po Prostu » non pas quand il ouvrait ses colonnes à des formules erronées mais quand il se prononça pour « tout le pouvoir aux conseils ouvriers ».

Dans le document rédigé à Moscou, capitale de l'Union soviétique, les SOVIETS sont une manifestation d'opportunisme qui devient encore plus intolérable quand on prétend faire d'eux les organismes de base du pouvoir ouvrier. Sur la question des conseils, même sous la forme encore timide et bureaucratisée qu'ils ont en Yougoslavie, le silence est complet. A peu près à la même époque, le Conseil suprême de l'Union soviétique invitait les syndicats soviétiques à avoir plus d'activité, à s'intéresser davantage au bien-être des travailleurs. Le cloisonnement par industrie des syndicats et leurs objectifs plus délimités paraissent moins dangereux aux bureaucrates que les conseils, avec tout le potentiel et les traditions qu'ils portent en eux.

Mais, conseils ouvriers ou syndicats, tous ces organismes — comme toute autre forme d'organisation — n'auront aucune vitalité, aucune floraison aussi longtemps que les conditions premières de la démocratie ouvrière n'existeront pas, et ces conditions se résument en dernière analyse au droit à la pluralité des partis ouvriers dans la société de transition, droit qui garantit aussi le droit aux tendances dans le parti.

Les bureaucrates signataires du document de Moscou sont si pénétrés de leur conception du parti unique et monolithique qu'ils n'ont pas vu que cette conception va directement à l'encontre de la politique qu'ils préconisent d'autre part envers les partis socialistes quand ils écrivent dans leur document : « Qu'il s'agisse... de la lutte pour la conquête du pouvoir et pour l'édification du socialisme, les Partis communistes sont pour la coopération avec les partis socialistes ». Mais que signifie pour eux la « coopération » après la conquête du pouvoir ? La fusion obligatoire dans un parti unique et monolithique ? Si ce n'est pas cela, alors cela veut dire la reconnaissance explicite du droit à la pluralité des partis ouvriers.

N'espérons évidemment pas que les bureaucrates, élevés à l'école de Staline, tourneront sur ce point qui reste le pivot du maintien de leur autorité sur la classe ouvrière et sur la société. On a pu le voir en Hongrie pendant les quelques jours où les Conseils ouvriers tendaient à se fédérer et reconnaissaient le droit aux divers courants ouvriers de s'organiser et de se manifester. On l'a vu aussi en Pologne, où le Parti unifié se montre de plus en plus un conglomérat de plusieurs courants et où la direction Gomulka, après avoir été contrainte à vivre avec cet état de fait s'efforce de refaire un parti bureaucratisé monolithique. Le droit à plusieurs courants ouvriers de se confronter au sein de la classe ouvrière, c'est aussi le droit à la classe ouvrière de choisir et de décider, c'est la fin du règne de la bureaucratie. On comprend qu'après des hésitations et oscillations de certains d'entre eux, sous le choc des événements, les signataires du document de Moscou se soient entendus sur ce point. Il est tout à fait normal que ce soient les plus endurcis et les plus expérimentés dans le pouvoir bureaucratique — les dirigeants soviétiques — qui, tout en sachant faire des concessions parfois avec audace dans certains domaines, ont été les plus fermes et sur la question du monolithisme du parti et sur la question des conseils ouvriers.

Le document signé à Moscou marque un succès pour la direction Khrouchtchev, après le 20e Congrès et ce qui s'ensuivit, après les éliminations de Molotov-Malenkov... et celle de Joukov. C'est un succès qui a été emporté dans l'euphorie du 40e anniversaire et du lancement des spoutniks. Mais c'est un succès dans l'appareil et rien de plus. Le document ne répond à aucune des questions fondamentales qui bouleversent la bureaucratie et les hommes à son service. Depuis la mort de Staline, ses successeurs ont à diverses reprises tenté d'établir une ligne d'arrêt sur laquelle ils espéraient tenir contre les forces qui les assaillent. Et chaque fois ils ont échoué ; quelques mois passaient et à nouveau surgissait une crise. On peut être certain qu'il en sera de même à l'avenir. On pourrait même dire que ce qui s'est passé dans les quatre dernières années a surtout débroussaillé le terrain de presque tous les personnages laissés par la période de Staline, et que maintenant ne doivent pas tarder à venir sur la scène les forces sociales, et en premier lieu la classe ouvrière, dont on n'avait vu jusqu'à présent que les effets sur la bureaucratie.

Messieurs les bureaucrates ont dans leur document dénoncé « l'assertion absurde sur une prétendue « crise du communisme ». Ils n'arrêteront pas par leurs incantations la crise qui mine leur pouvoir et qui prépare le renouveau le plus resplendissant du communisme.

L'épuration du Parti ouvrier polonais

En Pologne, l'épuration du Parti communiste bat maintenant son plein. Enquêtant dans les usines, les bureaux, les quartiers, les villages, les commissions de vérification passent au crible les membres du Parti, selon la ligne et les critères mis en avant dans le rapport de W. Gomulka au 10e Plenum du Comité central du POUP (24-26 octobre 1957).

C'est dans ce rapport que Gomulka, se référant à la situation présente dans le Parti, alors qu'agissent en son sein des cercles révisionnistes, des groupes sectaires et dogmatiques et que, à leurs côtés, des personnes fortuites freinent la politique du Parti, a recommandé de reporter la tenue du congrès fixé antérieurement pour décembre 1957 à une date ultérieure. C'est dans ce même rapport que Gomulka a donné le signal et la ligne de l'épuration du Parti.

Il a longuement parlé de la situation de celui-ci, des différentes catégories de ses membres et de la nécessité d'y rétablir le « monolithisme idéologique ». Son raisonnement était grosso modo le suivant : l'unité du Parti est mise en cause par son « trouble idéologique » dont le principal responsable est le groupe des « révisionnistes », ainsi que les « éléments troubles, démagogues, hypocrites », accusés « d'organisations de grèves et de la formulation des revendications démagogiques ».

Ces groupes n'ont pas de place dans le Parti, ainsi que certains autres éléments « carriéristes », « corrompus », etc., a déclaré Gomulka. Le Parti, a-t-il estimé, s'est trop enflé d'éléments en réalité peu attachés au « socialisme », et il s'agit maintenant en l'épurant de ramener ses effectifs actuels de 1.300.000 membres environ à la moitié « constituée de membres conscients, combatifs, dévoués entièrement à la cause du Parti ».

Que le Parti polonais, comme tous les Partis communistes grandis à l'ombre de Staline se soit enflé d'éléments ayant peu de rapports avec le socialisme, c'est parfaitement exact. Que, dans la tourmente de la « déstalinisation », des tendances droitières et même ouvertement révisionnistes du marxisme soient apparues, c'est également vrai. Mais si ce que Gomulka appelle pudiquement le « dogmatisme », c'est-à-dire le stalinisme, ne se soigne pas effectivement par le « révisionnisme », ce dernier non plus ne se soigne pas par le bureaucratisme paternaliste « éclairé » que représente Gomulka. Ses sermons moralisateurs sur la conduite des membres du Parti cachent difficilement le vide d'une politique concrète et correcte.

Seule la libre discussion idéologique dans les partis qui se dégagent du stalinisme orthodoxe peut venir à bout du « révisionnisme » et du « dogmatisme », en cristallisant sur une plate-forme politique claire une aile, une tendance majoritaire véritablement marxiste-révolutionnaire. Tandis que l'intervention de Gomulka est une tentative de rétablir le monolithisme dans son Parti, sur la base de sa propre ligne, qui est celle du « titisme », du bureaucratisme paternaliste « éclairé », c'est-à-dire en définitive une version de politique idéologiquement stalinienne, appliquée de manière plus souple, sans intervention directe de la police.

Les points cardinaux de l'idéologie stalinienne qui a nourri aussi bien les Khrouchtchev que les Thorez et les Gomulka, sont les suivants : en matière de démocratie socialiste, le monopole politique du parti unique ; en matière de démocratie intérieure du parti, la conception du monolithisme, qui aboutit à la dictature de fait du secrétariat sur le parti ; en matière de politique ouvrière internationale, la politique d'Etat, vue plus particulièrement à travers les intérêts de la bureaucratie soviétique qui contrôle l'Etat en U.R.S.S.

Gomulka n'a pas su sortir de ce cercle idéologique d'essence stalinienne. Sous la poussée énorme des masses polonaises en octobre-novembre 1956, il fut obligé de reconnaître l'existence de fait des tendances idéologiques dans le Parti, des embryons de pouvoir soviétique dans le pays, et de tenir tête dans une certaine mesure au pouvoir du Kremlin à ce moment en crise profonde. Mais depuis, la marée des masses se retirant, Gomulka est retombé progressivement dans l'ornière stalinienne version « titiste ».

Il est maintenant pour le « monolithisme » dans le Parti, ce qui signifie la mort de toute vie politique et idéologique et l'incapacité de formuler une réponse politique correcte aux problèmes du pays. Des Conseils ouvriers, aspiration des masses à la construction d'un nouvel appareil d'Etat de forme soviétique, Gomulka n'a retenu que leur fonction en tant que nouveaux organismes bureaucratisés, appendices des syndicats, qui contribuent « à l'accroissement de la production dans de nombreux établissements de travail ».

Quant à la politique étrangère, il est devenu un porte-parole supplémentaire des slogans du Kremlin sur la « coexistence pacifique », et tout le reste du fatras stalinien en cette matière.

Mais sa « victoire » ne pourra pas être complétée avant que l'épuration du Parti en cours ne lui assure une incontestable majorité conformiste. Le danger, cependant, existe que les « commissions de vérification » soient dominées ici et là non pas par des « gomulkistes », c'est-à-dire des centristes situés entre le « révisionnisme » et le « dogmatisme », mais par des « dogmatistes » 100 %, c'est-à-dire des staliniens purs, des natoliniens authentiques.

Dans ce cas Gomulka deviendra un prisonnier encore plus docile du Kremlin. Ce danger est d'autant plus grand que les ouvriers industriels, qui ne forment que

39,5 % environ du Parti, sont parmi les plus touchés par l'épuration, quittant souvent d'eux-mêmes le Parti. C'est là un signe de leur démoralisation.

Nous avons appris que des militants communistes, ouvriers, étudiants, intellectuels, parmi ceux qui en octobre-novembre 1956 ont le plus lutté pour la victoire de Gomulka, sont maintenant expulsés du Parti et même de leur travail.

Gomulka pourra dire que ce sont là des excès des « natoliniens » ayant pris en mains ici et là la campagne de l'épuration. Mais, en réalité, dans la mesure où lui-même a déclenché la lutte principale contre les éléments ouvriers, étudiants et intellectuels de gauche du Parti et du pays, accusés délibérément et sans distinction de « révisionnisme », il a détruit sa propre base tant soit peu « indépendante ».

C'est à une gauche conséquente, marxiste-révolutionnaire, de préparer patiemment, tenacement, la victoire complète de la nouvelle phase inévitable de la révolution politique en Pologne, qui mûrit actuellement sur les déceptions et l'expérience accumulées par le gomulkisme.

Perspectives britanniques

Deux facteurs de la situation britannique ont fait impression sur tout commentateur sérieux. Le déclin spectaculaire des votes tories a été enregistré dans 20 élections partielles. Le Labour Party n'a pas réussi à récolter la moisson que le gouvernement conservateur a semée.

Des demandes d'augmentations de salaires pour compenser la montée du coût de la vie ont rencontré une résistance dans les secteurs les plus importants. Le rejet par le ministère de la Santé de l'augmentation aux travailleurs du Service national de Santé accordée par la Commission Whitley de la fonction publique a donné aux employeurs privés le ton pour se tenir fermes contre les revendications de salaires. La petite retraite qui a été effectuée récemment n'invalide pas le tableau général de la résistance aux protestations de la classe ouvrière face à la montée du coût de la vie, tempérée par des concessions secondaires.

La loi sur les loyers, ouvertement en faveur des propriétaires, a été suivie par le projet sur les autorités locales et la mesure pour arrêter les prêts aux autorités locales relativement à des articles spécifiques de dépense en faveur d'un « block grant » (allocation globale), dont l'effet sera de réduire les sommes dépensées par les autorités locales pour l'éducation. L'élévation du taux bancaire à 7 % dans un effort pour arrêter l'inflation a pour résultat une réduction des investissements de capitaux dans l'industrie, ce qui à son tour empêchera un accroissement de la production. Cela se reflète déjà dans une élévation du nombre des chômeurs, qui, quoiqu'encore faible, est le plus marqué dans l'industrie lourde.

Contre ces mesures, les ouvriers réagissent à leur façon. Le refus des travailleurs des bus de Londres de soumettre leur revendication d'une augmentation de 25 shillings à l'arbitrage, contre « l'avis » de la direction du Syndicat des Transports, a été suivi par une masse de revendications dans d'autres industries. En particulier le bâtiment, doublement frappé à la fois par les débauchages saisonniers et la récession qui se développe, a vu croitre les exigences pour une action militante.

La bureaucratie syndicale n'a donné satisfaction à aucune de ces demandes. Au fur et à mesure que la crise se développe et avant qu'un gouvernement travailliste ne soit instauré, il ne peut y avoir de doute que les dirigeants du Trade Union Congress recourront à toute sorte de démagogie « gauchiste » sans scrupule afin de conserver leur emprise sur la base. Cependant, dans la situation immédiate, le désir de la « firme » Cousins-Tewson-Williamson est de retenir les ouvriers et de poursuivre la politique de « paix industrielle » et de « médiation » entre le patronat et les travailleurs. Dans les cercles du Trade Union Congress, l'esprit d' « homme d'Etat » est encore à l'ordre du jour.

Sur le plan politique, l'aspect le plus notable des récentes élections partielles a été le fait que le vote Labour n'a pas augmenté dans la même mesure que le mécontentement et les désillusions dans la politique du gouvernement. Le soi-disant « renouveau libéral » est le résultat direct de la faillite de la direction du Labour à présenter une claire réponse à toutes les questions se posant réellement aux électeurs de la classe ouvrière et des classes moyennes : l'assaut de la crise, la crainte de la guerre nucléaire, les loyers, l'éducation, les pensions.

Pendant des mois, les dirigeants travaillistes, face à de nombreuses occasions de chasser les tories du pouvoir, ont choisi de mener un pseudo-combat sur des questions telles que la réforme de la Chambre des Lords. Le mécontentement des syndiqués de base se reflète ainsi dans une colère grandissante des militants des sections politiques du L.P. Privés de direction depuis la défection de Bevan au Congrès de Brighton (beaucoup, à vrai dire, ont momentanément démissionné du parti en raison de la profondeur de leur déception), ils recherchent une claire réponse aux problèmes qui les préoccupent.

« Tribune », sous la direction de Michel Foot, jadis lieutenant de Bevan, est resté dans l'équivoque sur toutes les questions cruciales. Dans un article modérément critique de son ancien leader, Foot a contesté la ligne en politique extérieure mise en avant par Bevan à Brighton. Cependant, le journal continue de publier des contributions régulières de son vieil héros, en même temps qu'il « dirige de derrière » assidument tout nouveau développement économique ou politique.

Légèrement plus à gauche, un nouveau regroupement a réuni les partisans centristes de « Victory for Socialism » et du « Movement for Colonial Freedom » avec « University and Left Review », soutenus principalement par d'anciens membres du Parti communiste qui se dirigent maintenant en direction d'un réformisme de gauche. Ce regroupement, essentiellement passager et formé d'éléments se déplaçant dans de nombreuses directions qui se rencontrent en un point d'intersection, offre un terrain fertile pour les membres du Labour Party qui présentent une solution marxiste claire.

Non moins significatif est le développement qu'a noté le correspondant politique de l' « Observer » dans son numéro du 15 décembre, d'un ressentiment de la part des élus syndicaux du groupe parlementaire du Labour Party en face des « activités fractionnelles » de la coterie exclusive de Gaitskell, occupée à couver ses « nouvelles pensées » dans les salons abrités des « sommets » intellectuels de Hampstead.

Tous ces traits augurent une différenciation certaine dans les rangs du Labour Party. Le rythme de celle-ci sera conditionné par la proximité ou non des élections générales que les commentateurs conservateurs les plus rusés conseillent au gouvernement de « brusquer » en mars ou avril. Si cela avait effectivement lieu, les craquements dans l'édifice du Labour seraient rafistolés, mais pour s'agrandir dramatiquement avec la venue au pouvoir d'un gouvernement social-démocrate. Mais si le point mort électoral actuel continue, les fissures pourraient s'approfondir dans les mois à venir, seulement pour être temporairement obscurcies par les slogans généraux de « gauche » avec le début de la crise.

C'est seulement avec la venue au pouvoir du prochain gouvernement travailliste que toute l'ampleur tempétueuse de la crise intérieure du L.P. se déchainera. Si la gauche révolutionnaire fait correctement son travail dans les mois à venir, elle recevra alors sa récompense.

S. SANTEN

La révolution indonésienne en marche

« C'est l'influence des idées de Tan Malakka et de Trotsky dans le P.K.I. (Parti Communiste Indonésien) qui ont conduit à la situation actuelle », telle est l'explication des événements révolutionnaires qui sont en train d'ébranler l'Archipel, donnée par un dirigeant catholique à Radio-Hilversum. A côté des nombreuses déclarations hystériques et stupides qu'on trouve dans la presse hollandaise, cette allocution radiodiffusée contient — il faut le reconnaître — en tout cas un effort sérieux de comprendre ce qui se passe.

En même temps, ne nous faisons pas d'illusions sur le « trotskysme » des dirigeants staliniens en Indonésie. Mille fois ils ont agi et ils agissent contre les intérêts de la Révolution indonésienne, ils ont trahi et freiné, ils ont propagé le « front populaire » avec les partis bourgeois, se sont prononcés en faveur d'un gouvernement de coalition, et — en même temps — ont tâché et tâchent encore de soumettre le P.K.I. à la politique bourgeoise de Sukarno.

S'il agissent maintenant (sans doute de manière contradictoire et pleine de dangers pour la Révolution), il faut en donner tout l'honneur aux masses révolutionnaires qui les poussent, les obligent à bouger et qui — surtout et avant tout — agissent elles-mêmes, remplies d'initiatives, d'esprit révolutionnaire, de haine contre les impérialistes hollandais qui les ont exploitées si longtemps et si impitoyablement. Il faut ajouter que les militants communistes, la base et les cadres moyens du P.K.I. et du S.O.B.S.I., la grande Centrale ouvrière indonésienne, n'ont rien de l'esprit bureaucratique des Aidit et Cie. Ils se trouvent en tête ; maintenant, ce sont eux qui ont pris l'initiative d'occuper les usines, les plantations, les banques, les bateaux. Les plus conscients d'entre eux, il n'y a pas de doute, sont enflammés par l'audace révolutionnaire de Tan Malakka, par les idées de la révolution permanente de Léon Trotsky.

Cela explique le débordement rapide et massif de l'action antiimpérialiste initiale du gouvernement. Il faut ajouter que, par cette action, Sukarno, en tant que représentant de la bourgeoisie nationale, a pris des risques incalculables pour l'existence même du régime bourgeois en Indonésie. Un Nasser a pu nationaliser le Canal de Suez, chasser les Anglais et les Français, sans perdre le contrôle des masses en action, grâce au niveau encore bas de politisation des masses égyptiennes, et — on peut le dire maintenant — grâce au caractère « limité » de son action en ce qui concerne les conséquences directes pour le régime bourgeois en Egypte.

Chasser les propriétaires des entreprises et des plantations hollandaises en Indonésie, c'est vraiment autre chose. Cela met tout de suite à l'ordre du jour la question : qui en sera le maître ? Le gouvernement ? C'est très douteux qu'un gouvernement bourgeois (et surtout un gouvernement si faible) soit en état de réaliser des nationalisations d'une telle ampleur, en plaçant l'épine dorsale de l'économie du pays sous son propre contrôle. La « manœuvre » devient encore plus douteuse quand on tient compte des masses en mouvement, qui ont une toute autre conception de ce que signifie l'expulsion des Hollandais. Ce n'est pas par hasard que le gouvernement déclare, jour après jour, qu'il n'a pas l'intention de nationaliser la majorité des possessions hollandaises, qu'il les fait occuper par l'armée pour éviter une occupation par les ouvriers, etc. Sans doute, son jeu est compliqué. Les usines et les plantations sont un bon gage pour mettre à la raison les impérialistes hollandais en ce qui concerne l'Irian occidental (Nouvelle-Guinée). En même temps, la nationalisation des transports (surtout du trafic maritime, si important pour garantir et renforcer l'unité de toutes les îles d'Indonésie sous un gouvernement central — 70 % de ce trafic étant encore contrôlé par le K.P.M. hollandais) est devenue une nécessité brûlante pour lui. En outre, aucun gouvernement indonésien ne peut faire face aux problèmes les plus élémentaires aussi longtemps que

les banques se trouvent aux mains des impérialistes (une des très grandes banques hollandaises, la Nederlandche Handel Maatschappij, s'occupant toujours de 70 % des transactions financières indonésiennes !). Même si le gouvernement Djuanda nie maintenant vouloir nationaliser les banques hollandaises en Indonésie, il est très probable que cette nationalisation se trouve dans son programme.

Mais qu'en est-il en ce qui concerne le reste, en réalité le principal, les entreprises et les plantations ? La quasi-totalité des entreprises sont possession impérialiste, avec une grande influence d'impérialistes « étrangers », c'est-à-dire surtout américains et anglais, à côté des Hollandais. 75 % des plantations se trouvent encore aux mains des impérialistes hollandais. Selon des calculs indonésiens, 1,5 milliard de dollars sont toujours investis par les Hollandais en Indonésie. Un porte-parole du gouvernement Djuanda a déclaré que, même si son gouvernement voulait nationaliser toutes les possessions hollandaises (mais il ne le veut pas, a-t-il ajouté aussitôt...), il ne disposerait pas de l'argent pour les indemnisations (Het Vrije Volk, 9 déc.). Et nationaliser sans indemnisation, ça serait du communisme...

Mais, il est clair en même temps qu'aucun gouvernement indonésien ne peut plus fonctionner aussi longtemps que la quasi-totalité de l'économie est entre des mains impérialistes. La « perspective » de la bourgeoisie nationale indonésienne dans cette situation est, il n'y a pas de doute — on peut le sentir à chaque information contradictoire et ambiguë de sa part — d'obtenir une participation plus grande dans l'économie. Bien entendu en propriété privée. A ce sujet elle compte sur la « souplesse » de son gouvernement, demain...

ET LES MASSES...

Heureusement, les masses en marche, surtout les ouvriers des grandes villes de Java, ont une autre conception de la question de savoir qui doit être maître des entreprises, des banques, de la flotte, des plantations. Ce sont eux qui ont, avec une audace extraordinaire, pris l'initiative des occupations, pas d'une manière individuelle, mais au nom du SOBSI, leur grande Centrale syndicale. Ils l'ont fait pacifiquement là où c'était possible, en plaçant le drapeau rouge à côté du drapeau rouge-blanc, les couleurs nationales. Ils ont su livrer bataille là où c'était nécessaire, comme cela s'est produit à Bandung où, selon des informations du « Volkskrant » du 10 décembre, une lutte armée s'est livrée entre les troupes du Masjumi réactionnaire et les masses « communistes ». Et même maintenant où le gouvernement — débordé et effrayé par l'action des masses — a interdit les occupations et donné le pouvoir à l'armée pour « protéger la propriété », « à Djakarta les communistes continuent à hisser les drapeaux rouges sur des entreprises hollandaises... Aujourd'hui le bureau principal de Philips à Djakarta et celui de la Société d'Assurances Nillmij ont été « expropriés » par le personnel indonésien sous la direction de fonctionnaires syndicaux « communistes » (Volkskrant, 11 décembre). Le « New York Times » du 8 décembre informe :

« **Les mouvements des ouvriers à Jakarta, dans toute la mesure où on a pu le déterminer, furent faits sans la sanction du gouvernement et en opposition aux déclarations du Premier ministre Djuanda, du chef d'état-major de l'armée, le général Abdul Haris Nasution, et d'autres hauts fonctionnaires gouvernementaux selon lesquelles de telles mesures étaient inadmissibles et rendaient leurs participants susceptibles de sévères pénalités... Les trois banques hollandaises ici, la Nederlands Trading Society, l'Escompto et la Netherlands Commercial Bank, furent prises par les délégués. Ils lurent une proclamation devant leurs camarades enthousiastes et ensuite devant les administrateurs hollandais, disant que la saisie se faisait au nom de l'Association des ouvriers indonésiens et que les banques deviendraient propriété de la République indonésienne.** »

Selon d'autres informations, la direction de l'armée n'ose pas — dans une bonne série de cas — « protéger » des entreprises déjà occupées par les ouvriers.

Et l'action ne se limite pas à Java. Suivant le « New York Herald Tribune » du 16 décembre : « **des ouvriers du SOBSI, centrale syndicale dominée par les communistes prirent des boulangeries et magasins hollandais à Java et les banques à Bornéo. Hier (14 décembre), le pays se calmait après toute une série de rumeurs sur la déposition du Président Sukarno** ». Le « New York Times » du même jour informe que « **de Palembang, capitale du Sud-Sumatra, est venu un rapport selon lequel les forces de sécurité ont arrêté un nombre d'ouvriers appartenant à la centrale syndicale contrôlée par les communistes pour avoir pris une « action arbitraire » contre trois propriétés hollandaises. 37 drapeaux rouges hissés par les ouvriers devant les maisons occupées par les employeurs hollandais furent confisqués, ajoute le rapport** ».

Het Algemeen Handelsblad du 21 décembre parle « **d'une situation d'anarchie à Bali** ». Le directeur d'une société de plantations hollandaise, parti pour Singapour, a déclaré que « **à Atjeh et Deli, sur la**

côte orientale de Sumatra, les actions indonésiennes ne se dirigent pas seulement contre les sociétés hollandaises, mais aussi contre les autres sociétés occidentales, à savoir anglaises et américaines ». (Volkskrant, 18 décembre). Et, ce qui n'est pas moins significatif : « **A Kerema, Nouvelle-Guinée** australienne, **au cours du week-end de la semaine dernière des soldats ont engagé le combat avec la population indigène. Environ 20 personnes ont été blessées. Les luttes ont commencé quand une infirmière indigène déclara qu'elle avait été insultée** ». (Het Vrije Volk, 16 décembre).

En outre, ce qu'on a révélé beaucoup plus tard, c'est le fait qu'une lutte armée s'est livrée au nord de Sumatra en octobre dernier, où la ville de Pematang Siantar a été attaquée. A cause de cet événement le journal nationaliste **Suluh Indonesia** a écrit au début de novembre, « **que les communistes tâchent de faire du nord de Sumatra un deuxième Yenan, comme prologue à une prise de pouvoir dans tout l'archipel indonésien** ». « **Les communistes ont déjà tâché depuis longtemps** — selon le même journal — **de former une force armée afin de soutenir leurs demandes et aspirations politiques** ».

Il serait possible d'ajouter à toutes ces informations des informations sur des mouvements à Célèbes et dans d'autres îles. Il est clair, en tout cas, que **l'Indonésie tout entière est en mouvement.** La marche des masses est devenue irréversible — quoique le processus en reste contradictoire — et est déjà arrivée A LA DUALITE DE POUVOIR DANS UNE BONNE PARTIE DE L'INDONESIE, SURTOUT A JAVA. L'occupation des entreprises, des plantations, de la flotte et des banques par les masses n'a qu'une signification : **IL S'AGIT DU DEBUT CLASSIQUE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE. LA REVOLUTION INDONESIENNE EST EN TRAIN DE ROMPRE LES LIMITES DE LA REVOLUTION NATIONALE SOUS UNE DIRECTION NATIONALISTE BOURGEOISE. ELLE SE DEVELOPPE SELON LES LOIS DE LA REVOLUTION PERMANENTE. IL N'Y A PAS D'AUTRE SOLUTION A L'IMPASSE COMPLETE DANS LAQUELLE SE TROUVAIT LA REVOLUTION INDONESIENNE DEPUIS LONGTEMPS.**

L'ATTITUDE DE L'IMPERIALISME HOLLANDAIS

Oui, l'impasse complète, il n'y a pas d'autre expression pour la situation dans laquelle se sont trouvés les camps en lutte : l'impérialisme hollandais, la bourgeoisie nationale d'Indonésie et les masses indonésiennes.

On peut s'étonner de la stupidité de l'impérialisme hollandais, qui risque tout pour ne pas perdre une partie, l'Irian occidental. Le même impérialisme — dit-on — qui a été si « habile » à « donner » l'indépendance politique à l'Indonésie, pour ne pas perdre ce qui est essentiel : ses possessions. L'affaire n'est pas si simple. Les impérialistes hollandais ont mené deux guerres coloniales successives avant de se faire mettre à la raison par les masses indonésiennes. Si — contrairement à l'impérialisme français en Algérie — ils ont « compris » assez vite, c'est grâce à leur faiblesse qui n'a pas laissé d'autre solution.

Quand le gouvernement hollandais a transmis la souveraineté à l'Indonésie, en 1949, il a fait une exception pour l'Irian occidental. Ce n'était pas par hasard. L'odeur du pétrole a joué un rôle, bien sûr. Mais ce qui a été plus essentiel (à côté des rêves d'une nouvel empire pour l'avenir), c'était la nécessité de maintenir une forte position pour veiller aux intérêts impérialistes conservés en Indonésie.

C'est la peur de perdre ce « gendarme », cette « garantie » contre la perte de tout, qui a inspiré l'attitude « ferme » de l'impérialisme hollandais, malgré les rapports de forces complètement en faveur de l'Indonésie. O, ironie splendide de l'Histoire ! Grâce à leur « prévoyance » de ne pas « donner » l'Irian occidental, grâce à leur peur pour leurs possessions, les malheureux sont en train de tout perdre, tandis qu'ils se maintiennent encore (pour combien de temps ?) dans l'Irian occidental...

Dans cette impasse où se trouve l'impérialisme hollandais, « l'honneur » est revenu à un « socialiste », le Premier ministre Drees, ce digne collègue de Guy Mollet, de s'adresser à l'OTAN pour obtenir de l'aide. « Les conséquences économiques dont la Hollande fait l'expérience dans les événements en Indonésie pourraient influencer la contribution hollandaise à l'OTAN », a déclaré ce M. Drees le 17 décembre (Het Vrije Vilk, 18 décembre). Et ces gentlemen parlent de « chantage » de la part de l'Indonésie...

La tragi-comédie ne serait pas complète si, dans cette situation, les staliniens hollandais ne se proclamaient pas les sauveurs des intérêts « nationaux ». Ils se sont déclarés il est vrai pour la liberté de l'Irian occidental. Mais avec quelle argumentation ? « Il s'agit du fait que les relations avec l'Indonésie, qui sont indispensables pour notre pays, et bien plus encore se trouvent mises en jeu en raison de la politique de Luns : conserver l'Irian occidental ». (De Waarheid 12 décembre).

Mais ne nous occupons plus, pour le moment, de ces misérables qui ne savent que souiller la lutte libératrice des peuples indonésiens et la solidarité socialiste du prolétariat hollandais. Ils ne sont — eux aussi — qu'une expression de l'impasse

complète dans laquelle se trouve l'impérialisme hollandais. La perte de ses possessions en Indonésie, ce serait vraiment un coup mortel pour lui. La Révolution indonésienne menace maintenant directement l'existence d'un impérialisme qui, malgré sa petite taille, s'est toujours rangé parmi les impérialismes les plus « solides ».

LA BOURGEOISIE NATIONALE

L'impasse pour la direction nationaliste bourgeoise d'Indonésie n'était pas moins complète. Placée devant le fait que presque toute l'économie se trouvait aux mains des impérialistes, elle jouait un rôle de caractère complètement parasitaire. Sa corruption était proverbiale. Sans racines profondes dans l'économie nationale, elle n'a pu se maintenir que grâce à un jeu bonapartiste de grande envergure, d'une part en s'appuyant sur les forces semi-féodales proimpérialistes (entre autres par la coalition avec le Masjumi) pour pouvoir opprimer les masses, d'autre part en s'appuyant sur les masses (surtout à travers le PKI) pour ne pas être battue par les forces réactionnaires du Masjumi et se maintenir contre l'impérialisme. Ce jeu bonapartiste a pu prendre, en outre, des proportions extraordinaires et — si l'on veut — d'une nouvelle « qualité », grâce à la situation internationale, la bourgeoisie nationale pouvant profiter de la tension grandissante entre les deux « blocs » et — surtout — de l'aide des Etats ouvriers pour pouvoir être plus « ferme » contre l'impérialisme.

Cependant, dominée par la peur devant les masses, sa conduite a été d'une lâcheté sans comparaison, vue la faiblesse de l'impérialisme hollandais. Elle n'a pas eu le courage dans le passé de toucher aux propriétés hollandaises et si elle le fait maintenant c'est pour paralyser l'initiative des masses. Elle a laissé l'Irian occidental aux mains des Hollandais. Elle a toujours tâché de se concilier avec les forces semi-féodales, et leur a confié des postes dirigeants dans l'armée. Elle a compromis l'unité de la République par sa politique envers les divers peuples d'Indonésie, elle a encouragé les forces centrifuges en capitulant devant leurs rébellions inspirées par l'impérialisme et les semi-féodaux. Elle a opprimé les masses, déjà exploitées par les entreprises impérialistes, et elle a laissé les paysans sans terre. En respectant la propriété impérialiste, elle a été incapable de développer une économie indonésienne autonome d'aucune envergure.

Si, enfin, elle a perdu la confiance des masses, qui — surtout à Java — se sont tournées vers le PKI, elle peut dire, avec Ulenspiegel, qu'elle l'a bien mérité.

Placées devant la haine des masses, les classes dirigeantes de l'Indonésie se sont rapidement développées à droite. Il faut ajouter que Sukarno, représentant le plus conscient de la bourgeoisie nationale, habile comme toujours, a continué ses efforts pour utiliser le mouvement de masses dans son jeu multiple : envers l'impérialisme, envers les forces militaires semi-féodales et envers... les masses mêmes qui, à travers la politique du stalinisme, ont été prisonnières de lui.

Mais la situation s'avère intenable, les masses d'un côté passant à l'offensive — leur situation étant des plus misérable, les militaires de l'autre côté menaçant la position de Sukarno.

C'est dans cette situation que le gouvernement indonésien a mis la question de l'Irian occidental à l'ordre du jour. Par son action il espérait pouvoir unifier les forces centrifuges des classes dirigeantes, surtout les militaires, autour de son programme pour la libération de l'Irian occidental. En même temps il en espérait pouvoir donner quelque satisfaction au mouvement des masses sans faire face aux problèmes propres, réels, des masses. Il n'y a aucun doute à ce sujet. Dans une interview à « Het Vrije Volk » du 14 novembre 1957, Subandrio, ministre des affaires étrangères, a encore souligné expressivement :

« **NOTRE POLITIQUE INTERIEURE NE TOLERE PLUS LONGTEMPS CETTE IMPASSE. NOTRE ISOLATION SPIRITUELLE DE L'OCCIDENT DEVIENT TOUJOURS PLUS GRANDE.** »

Le développement a montré qu'il ne s'agissait pas seulement d'une menace pour impressionner l'assemblée des Nations Unies où l'affaire de l'Irian occidental avait été mise à l'ordre du jour par le gouvernement indonésien. La requête indonésienne de fixer des négociations entre l'Indonésie et la Hollande sur l'Irian occidental étant rejetée, l'impasse était complète pour le gouvernementi Djuanda. Ne voyant en outre aucune solution, il donna la parole à Sukarno, qui lança un appel pour chasser les Hollandais, avec comme dernier espoir de les mettre à la raison par la pression des masses.

LES MASSES ET LES RAPPORTS DE FORCE INTERNATIONAUX

Pour les masses la situation était intenable depuis longtemps, la misère les accompagnant chaque jour. Mais il faut comprendre que pour les masses indonésiennes la misère ne possède aucun secret. Elles la connaissent depuis des siècles. Les chiffres sur leur niveau de vie durant la domination impérialiste hollandaise révèlent une horreur permanente.

Dans une autre situation, elles l'auraient tolérée à nouveau, comme elles l'ont tolérée dans le passé. Si elles sont devenues cons-

cientes de l'impasse dans laquelle elles se trouvaient, c'est surtout grâce aux changements dans les rapports de force internationaux, au détriment de l'impérialisme, en faveur de la révolution. Et voici ce qui est un facteur nouveau dans la lutte révolutionnaire internationale : LES MASSES INDONESIENNES MARCHENT SURTOUT ET AVANT TOUT PARCE QU'ELLES SONT DEVENUES CONSCIENTES DES RAPPORTS DE FORCE INTERNATIONAUX EN LEUR FAVEUR.

Avant tout il y a la Révolution chinoise avec ses progrès permanents qui les inspira dès son début. Elles comparent et se demandent sans cesse : Pourquoi notre Parti Communiste ne suit-il pas l'exemple du Parti Communiste Chinois ? Le PKI leur a demandé de soutenir Sukarno, en propageant la formation d'un gouvernement de coalition des « Quatre Grands » (partis). Elles n'ont pas bien compris, mais elles ont eu patience, pour voir ce qui se passerait. Et elles ont fait l'expérience que cette politique du Parti les a amenées à une **impasse.** Les autres « Trois Grands » les ont attaquées, se sont tournés contre elles. Le Masjumi a été l'inspirateur des coups militaires ; le Parti National de Sukarno a fait des concessions aux militaires, sans faire aucune concession aux masses ; le Nahdatul Ulama, des petits paysans, a soutenu la formation d'un bloc anti-communiste.

Il y a eu la défaite de l'impérialisme en Corée, au Vietnam, mais surtout il y eu la défaite des impérialistes anglais et français en Egypte, la nationalisation du Canal de Suez devenant un fait. Et les masses ont compris la lâcheté de leur propre bourgeoisie nationale, qui n'a même pas eu le courage de chasser les faibles impérialistes hollandais de l'Irian occidental. Elles ont compris que les rapports de force internationaux NE TOLERENT PLUS la présence de l'impérialisme hollandais en Irian occidental. Cette compréhension a augmenté leur sentiment que la Révolution se trouvait dans une **impasse** dont — correctement — elles ont rejeté la faute sur le gouvernement.

Last but not least, il y a eu la présence des exploiteurs hollandais en Indonésie même, se maintenant dans « leurs » entreprises malgré l'indépendance nationale de l'Indonésie et bloquant chaque progrès de la Révolution et toute amélioration du niveau de vie des masses. Cependant, chaque effort pour mener la lutte contre cet obstacle a été paralysé par le P.K.I. Dans une période où les masses se sont tournées vers le P.K.I., où les succès électoraux du P.K.I. et les grèves massives, où la polarisation des forces révolutionnaires et des forces contre-révolutionnaires ont révélé la présence d'une situation prérévolutionnaire, Aidit, secrétaire général du P.K.I., a encore défendu (De Waarheid, 17 août 1957) « les méthodes parlementaires », pour arriver à « l'achèvement de la Révolution d'août (1945) » et, malgré l'expérience amère des masses avec les partis bourgeois et semi-féodaux (P.N.I., Masjumi et Nahdatul Ulama), Aidit propose « la formation d'un gouvernement de coalition nationale dans lequel les « Quatre Grands » et d'autres partis participent ». En Indonésie aussi, les « voies pacifiques », « la coexistence pacifique » ont été tout ce que le stalinisme a offert aux masses.

Aussi et surtout de ce point de vue, **l'impasse** pour les masses était complète. Il était clair pour tout ouvrier, la vie même le lui montrait, qu'aucun pas en avant de la Révolution, qu'aucune amélioration du niveau de vie n'était possible aussi longtemps que les entreprises, les plantations, se trouvaient dans les mains des impérialistes. Si les masses toléraient cette situation, c'est parce qu'elles traduisirent les thèses de la « coexistence pacifique » à leur propre manière : l'expropriation des entreprises impérialistes pourrait provoquer l'intervention militaire des impérialistes coalisés.

Encore une fois, ce sont les nouveaux rapports de force internationaux qui ont brisé cette peur. Les défaites de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale (pour ne pas parler des impérialistes anglais et français) ont laissé leurs traces dans la conscience des masses indonésiennes.

Ainsi, le correspondant Walter L. Briggs s'est senti obligé d'écrire dans le « New York Herald Tribune » du 18 décembre :

« **Le prestige américain, autrefois plus grand que celui de toute autre nation, parmi les Indonésiens a décru dans les récentes semaines et est maintenant au plus bas depuis que la République a obtenu son indépendance, selon l'opinion d'observateurs informés ici.**

« **Même les meilleurs amis des Etats-Unis parmi les Indonésiens — il y en avait beaucoup dans les cercles influents — ont exprimé la désillusion et le désappointement.**

« **Les observateurs qui suivent de près l'opinion publique indonésienne attribuent la perte de prestige des Etats-Unis aux événements suivants : la ségrégation scolaire, les incidents de Little Rock, le succès de l'U.R.S.S. dans la question du spoutnik et la neutralité américaine dans le conflit de l'Indonésie et de la Hollande sur la Nouvelle-Guinée hollandaise (Irian occidental)** ».

Il est bien compréhensible que, dans cette nouvelle situation, les masses aient perdu leur respect pour la « coexistence pacifique », qu'elles aient obligé le gouvernement à agir et, ce qui est plus important, qu'elles aient poussé leur propre parti, le P.K.I., et leurs syndicats, le SOBSI, à déborder rapidement les limites de l'action du gouvernement. Ce sont aux masses même, et à personne d'autre, que revient sans partage l'honneur d'avoir rompu **l'impasse complète** dans laquelle se trouvait toute la situation.

LE P.K.I. ET LA LUTTE DES MASSES

Selon toutes les informations, c'est surtout le SOBSI, la forte Centrale syndicale contrôlée par le P.K.I., qui s'est solidarisée avec l'initiative des masses pour occuper les entreprises, les plantations, les banques et la flotte. Le SOBSI, c'est le mouvement de masses le plus authentique en Indonésie. En ce qui concerne le P.K.I., il n'y a pas de doute qu'il s'est fait pousser par les masses, en propageant les occupations. Cependant, fidèle à sa politique opportuniste du passé, il n'élabore aucune perspective socialiste pour les masses en marche et ne défend les occupations que comme partie de la lutte pour « la libération de l'Irian occidental ». En même temps, il soumet cette action à celle du gouvernement. Nous traduisons de « De Waarheid », du 12 décembre :

« **Le Bureau Politique du P.K.I. a déclaré dans une résolution que, depuis l'échec des efforts indonésiens pour arriver, à travers l'O.N.U., à une solution pour la question de l'Irian occidental, le peuple indonésien est entré dans une nouvelle phase dans sa lutte pour l'Irian occidental.**

Cette nouvelle phase — selon le P.K.I. — « **n'est rien d'autre que ce qui a été indiqué par le gouvernement comme « l'autre chemin » pour la solution de la question de l'Irian occidental, en dehors de l'O.N.U. Notre action n'a pas pour but de nuire aux Hollandais en personne, mais de frapper le grand capital hollandais auquel le gouvernement hollandais permet de mener une politique colonialiste envers l'Irian occidental.**

« **Le P.K.I. souligne expressément que les ouvriers, les paysans et la jeunesse ont salué avec une grande sympathie l'appel du gouvernement à suivre « l'autre chemin ».**

« **Partout ils développent de grandes actions pour suivre le chemin indiqué par le gouvernement. Plusieurs entreprises du grand capital hollandais ont déjà été prises en régie par les ouvriers et parmi ces entreprises plusieurs ont déjà été officiellement prises en régie par le gouvernement.** »

Ces mots ambigus révèlent assez clairement le rôle du P.K.I. D'une part il se solidarise avec l'action des masses, d'autre part il la soumet au contrôle du gouvernement et accepte implicitement l'intervention du gouvernement pour terminer l'occupation des entreprises par les ouvriers.

« De Waarheid » poursuit :

« **Le P.K.I. déclare que, de cette manière, le gouvernement agit en accord avec sa propre position. Le gouvernement n'a pas encore fixé si ces mesures finiront avec la nationalisation ou bien la confiscation.**

« **Cela signifie que le gouvernement indonésien donne toujours l'opportunité aux Hollandais de réfléchir plus profondément sur la demande indonésienne envers l'Irian occidental, selon le P.K.I. Il ajoute que maintenant deux chemins sont ouverts pour la Hollande :**

1. Si la Hollande est prête à mener des négociations sur le transfert de l'Irian occidental sous les auspices de l'O.N.U., une indemnisation pourrait être donnée aux entreprises hollandaises qui ont été prises en régie, en accord avec les possibilités de l'Indonésie.

2. Si la Hollande refuse opiniâtrement de céder l'Irian occidental, cette attitude nuira aux capitalistes hollandais eux-mêmes, parce que, dans ce cas-là, les entreprises prises seront considérées comme confisquées, et aucune indemnisation ne sera payée.

« **Tout cela dépend maintenant de la Hollande. Le peuple indonésien est prêt à suivre un des deux chemins, dit le P.K.I.**

« **Le P.K.I. fait un appel au peuple, pour diriger toute sa force vers la réalisation de « l'autre chemin », indiqué par le gouvernement. Il souligne expressément la nécessité d'un commandement unique dans les actions contre le capital hollandais.** Ce commandement unique existe sous la forme d'un Comité d'Action pour la libération de l'Irian occidental, nationalement ainsi que dans les diverses régions. »

Ce Comité d'Action s'est trouvé sous la direction du ministre de l'information, Sudibjo, et a eu le caractère d'un « front populaire ». Sous la pression du mouvement de masses, surtout du SOBSI qui y a participé, son activité cependant, a débordé les limites de l'action gouvernementale. Entre temps ce Comité d'Action a été dissous.

« Désormais toutes les actions dans le cadre de la lutte pour la libération de l'Irian occidental seront dirigées par le conseil de la sécurité nationale sous la direction du Premier ministre même. Les membres de ce conseil sont trois vice-présidents, les chefs d'état-major des trois forces armées, le procureur général Suprapto et le chef de la police d'Etat, Sukanto. » (Alg. Handelsbl., 21 décembre).

Mais suivons à nouveau le texte, publié par « De Waarheid » :

« **Le P.K.I. fait un appel urgent au peuple pour résoudre vite les divergences d'opinion sur les méthodes de lutte contre le colonialisme hollandais par des négociations, pour que de cette manière l'unité dans le peuple et entre le peuple, le gouvernement et l'armée se renforce** (sic).

« **En même temps le P.K.I. fait un appel aux travailleurs, non seulement pour faire marcher les entreprises occupées, mais pour les faire fonctionner de manière encore plus disciplinée et meilleure et pour augmenter la production.**

« **LE GOUVERNEMENT DOIT NOMMER UNE DIRECTION CAPABLE ET PATRIOTIQUE POUR**

CES ENTREPRISES ET LES OUVRIERS DOIVENT SOUTENIR DE TOUTE LEUR FORCE CETTE DIRECTION, suivant le P.K.I. »

C'est dans cet appel final que la direction stalinienne du P.K.I. s'oriente directement contre les masses en action et contre la révolution même, en tâchant de remplacer le contrôle ouvrier des usines par le contrôle gouvernemental.

Selon le bureau de presse A.N.P. (Volkskrant, 10 décembre), la déclaration du P.K.I. contient encore le passage suivant:

« **Toutes les actions des ouvriers, des paysans et des organisations de jeunesse sont dirigées contre les capitalistes hollandais. Les autres pays capitalistes ne prennent pas une attitude hostile dans le conflit entre la Hollande et l'Indonésie sur l'Irian occidental. C'est pourquoi aucune action ne ne sera engagée contre les entreprises des capitalistes des autres pays.** »

Impressionné par les efforts du P.K.I. pour freiner le mouvement des masses, Tillman Durdin écrit dans le « New York Times » du 16 décembre :

« **Les éditoriaux dans le quotidien communiste « Hrian Rakjat » et des déclarations de leaders communistes ont exprimé l'approbation et le soutien pour la saisie des entreprises hollandaises et pour les autres mesures anti-hollandaises. Cependant les communistes ne semblent pas avoir joué un rôle dirigeant dans les mesures anti-hollandaises.** »

Et il ajoute ensuite :

« **Des membres d'orientation communiste du Conseil Consultatif National sont connus pour s'être prononcés effectivement avec force contre les saisies par les ouvriers et ont appelé de tels mouvements de « l'anarcho-syndicalisme » mal discipliné. Les communistes défendent un programme de prise ordonnée par le gouvernement telle que celui qu'il a maintenant mis en application.**

« **Des observateurs disent que la tactique communiste dans le mouvement anti-hollandais concorde avec la politique communiste actuelle de coopération avec des groupes et des individus non communistes. Les communistes indonésiens préfèrent laisser d'autres se trouver en avant aussi longtemps que les choses vont dans le sens qu'ils désirent.**

« **En outre, les communistes ont d'importantes raisons pour désirer jouer un rôle prudent à cette étape. En Indonésie comme ailleurs dans l'Asie non communiste, les communistes susciteraient de fortes peurs et réactions s'ils tentaient de dominer la politique indonésienne.** »

Ces longues citations ont été inévitables pour faire comprendre le rôle du P.K.I., qui a influencé grandement le développement après les premiers jours.

Dans la première phase des occupations d'entreprises, début classique de la révolution, les masses en action se sont tournées vers le P.K.I., surtout à travers le SOBSI. Une victoire rapide et presque « pacifique » de la révolution jusqu'au pouvoir ouvrier et paysan (surtout à Java) était possible, si le P.K.I., au premier moment poussé lui-même par l'élan des masses, n'avait pas tout fait pour châtrer l'action des masses en la subordonnant au contrôle du gouvernement. Si ce gouvernement en panique a été « sauvé », il le doit en premier lieu et surtout au P.K.I.

Placé devant la menace des masses, ce gouvernement a montré tout de suite les limites de son rôle « progressif » dans sa lutte contre l'impérialisme hollandais. Au moment même où la propriété privée fut menacée par les ouvriers (même s'il s'était agi des propriétés impérialistes hollandaises), les classes dirigeantes et le gouvernement se sont prononcés surtout et avant tout CONTRE L'ACTION DES MASSES. On a pu observer une polarisation immédiate de toutes les forces bourgeoises et semi-féodales. Sukarno, en tant que représentant de la bourgeoisie nationale, était prêt à aider une telle polarisation CONTRE-REVOLUTIONNAIRE, en préparant ses propres « vacances » en Inde. Comme Peron, il préféra « se sacrifier » (au moment même de sa lutte contre l'impérialisme !) que de contribuer à une victoire des masses autonomes.

Le même phénomène s'est produit sur l'échelle internationale, où les Nehru — au lieu de se prononcer contre l'impérialisme hollandais — dans la dernière phase de la révolution indonésienne se sont adressés au gouvernement indonésien avec des avertissements pour freiner le développement.

C'est seulement après la première phase de la révolution, après que le P.K.I. ait été capable de soumettre les masses au contrôle du gouvernement, que nous pouvons observer des changements importants dans l'attitude du gouvernement. En exploitant maintenant la peur que l'initiative des masses indonésiennes a causée auprès des impérialistes (et vraiment pas seulement auprès des impérialistes hollandais !) le gouvernement montre envers l'impérialisme un « courage » inconnu jusqu'ici. Il « nationalise » les eaux entre les îles de l'Archipel, il « occupe » lui-même des entreprises, il se dirige vers les Etats ouvriers pour l'achat d'armes. En même temps existent des symptômes que Sukarno d'une manière ou d'autre sera maintenu.

Il faut dire, que la bourgeoisie nationale a habilement profité de l'aide que le P.K.I. lui a accordée, en subordonnant les masses à nouveau à son contrôle. Si la concentration des forces contre-révolutionnaires, première réaction aux occupations des entreprises, avait continué de la manière initiale, c'est-à-dire si Djuanda ou Hatta ou Nasution au

nom de l'armée (ou une combinaison de ces hommes), en éliminant Sukarno, s'était dirigé directement et avec force contre le P.K.I., le Parti Communiste aurait été placé dans une situation semblable à celle du P.C. Chinois dans la période où, d'un côté sous la pression des masses, de l'autre forcé par l'intransigeance de Tchang Kai Chek, il fut obligé de continuer la lutte jusqu'à la victoire.

Il faut dire, en même temps, que toutes ces tendances restent encore présentes. La situation reste fluide et il serait ridicule de parler d'une certaine stabilisation sur une nouvelle base. Toute aggravation de la situation, soit de la part des masses qui s'opposent à la « désoccupation » des entreprises, soit de la part de l'armée, soit de la part du gouvernement, soit de la part de l'impérialisme, pourra mener immédiatement à des luttes massives.

Mais même si la bourgeoisie nationale, grâce à l'aide du P.K.I. peut « stabiliser » sa position pour le moment, et arriver à des succès dans la lutte contre l'impérialisme hollandais, tandis qu'elle réussit à subordonner les masses à nouveau, même dans ce cas imaginaire elle ne pourra résoudre aucun des problèmes qui ont conduit à **l'impasse complète.** Autrement dit, toutes les conditions pour un nouvel éclatement des luttes restent présentes.

LES PERSPECTIVES

Notre 5e Congrès Mondial, en discutant les progrès et la marche de la révolution coloniale mondiale, a donné une attention très sérieuse aux développements en Indonésie. En reconnaissant la situation indonésienne comme pré-révolutionnaire, il s'attendait à une explosion révolutionnaire dans des délais très courts (1).

Nous avons été les premiers et nous resterons les premiers à reconnaître les dangers du stalinisme pour le développement de la Révolution. Dans la situation actuelle en Indonésie, la politique opportuniste, empirique, du stalinisme contient mille dangers pour la marche de la Révolution. Les faits le prouvent à nouveau.

En même temps, à chaque aggravation de la situation, les masses auront la tendance à pousser le SOBSI et le P.K.I. plus loin. Beaucoup dépendra maintenant de l'audace, de la compréhension marxiste révolutionnaire des militants, des cadres moyens communistes. Nous nous sentons complètement solidaires d'eux, inspirés et enthousiasmés par leurs initiatives, par leur audace qui — nous l'espérons avec passion — ne feront pas halte devant les « tabous » des Aidit. Nous saluons les cadres trotskystes indonésiens qui se sont intégrés dans le P.K.I. avec la perspective correcte que la radicalisation des masses se réalisera surtout à travers le P.K.I. et le SOBSI. Que leurs succès soient en accord avec la grandeur des tâches à accomplir ! Que les masses communistes s'orientent rapidement envers ceux qui, dans leurs rangs, lèvent le drapeau du trotskysme, de la révolution permanente, fidèles à leur passé de révolutionnaires intransigeants, POUR LA VICTOIRE COMPLETE DE LA REVOLUTION INDONESIENNE.

---

(1) Contrairement à certains « orthodoxes » sectaires, l'Internationale ne s'est pas laissée fasciner par le caractère réactionnaire de la politique stalinienne, mais s'est orientée, avant tout, sur le dynamisme de la situation même, un dynamisme qui pousserait les masses, et à travers les masses le P.K.I. même, en contradiction avec l'ordre actuel en Indonésie. C'est ce qui s'est passé.

Fred ALLER

La décomposition du stalinisme en Allemagne orientale

L'article ci-dessous constitue la deuxième partie d'une étude du camarade F. Aller sur la situation dans la République démocratique allemande (D. D. R.), établie avant tout d'après les travaux d'une session du Comité Central du S.E.D. C'est la seconde fois que la direction publie un compte rendu de discussions intérieures, la première fois environ un an avant l'explosion des 16-17 juin 1953.

La première partie de l'étude était consacrée à la situation économique et mettait en avant le caractère de gravité qu'elle avait atteint. Il en résulte l'état de tension sociale que soulignent les pages que nous publions.

La décomposition progressive du cours stalinien du S.E.D. ne peut plus être voilée malgré une censure de presse des plus sévères exercée par le Bureau Politique, malgré tous les enjolivements des publications officielles, malgré la « documentation » insistant lourdement sur l'unité du Parti. Bien des signes indiquèrent, dès avant le 33e Plenum (16-19 octobre 1957), que la crise interne du S.E.D. avait progressé. C'est ainsi que furent publiées à intervalles réguliers, dans l'organe central du S.E.D. et dans les journaux de province du Parti, des correspondances de fonctionnaires responsables du Parti et de l'Etat qui, sous la rubrique « autocritique », laissaient apparaître les profonds bouleversements qui frappent le S.E.D. et auxquels, dans une mesure toujours plus forte, il aura à faire face. Le 33e Plenum a même désigné comme sa tâche primordiale le travail du Parti, l'amélioration qualitative du combat idéologique et politique et de sa direction.

Dans l'éditorial de « Neues Deutschland » sur le 33e Plenum l'auteur est contraint de faire l'aveu suivant :

« **Nos organisations du Parti, nos organes d'Etat doivent constamment élargir et consolider la liaison avec les masses. Une liaison solide et durable avec les masses, leur direction et leur organisation correctes ne sont toutefois possibles que si le marxisme-léninisme est introduit plus profondément dans les masses. Ceci est particulièrement valable pour les directions régionales du Parti...** »

Et plus loin :

« **Le Plenum attire l'attention sur la tâche importante de la consolidation des organisations de base, de l'élévation de leur rôle dirigeant dans leur domaine d'activité. Ceci n'est possible que si chaque membre du Parti est armé par la direction du Parti, par les discussions principielles dans des assemblées de membres, pour défendre sans hésitations, à l'entreprise comme au lieu d'habitation, la politique du Parti, convaincre les hommes et les enthousiasmer pour l'action socialiste commune en vue de la cause socialiste commune.** »

La publication des interventions dans la discussion du Plenum, d'abord tenue secrète, ne montre pas seulement la crise politique générale du S.E.D., mais éclaire aussi les effets de celle-ci jusque dans les rangs du C.C. Même ceux des membres du C.C. qui font aujourd'hui encore partie de l'aile Ulbricht sont forcés, dans la discussion avec les « mous » du C.C., de mettre en évidence la pression sociale.

Les discussions ont été particulièrement marquées par la volonté de l'aile Ulbricht d'obtenir une décision contre l'aile « libérale » du C.C. Au début de son rapport, Ulbricht pouvait constater triomphalement :

« **... Pour tous ceux qui n'ont pas pris au mot les résolutions du Comité Central de notre Parti et qui ont douté de l'évaluation que nous avons donnée de la situation et du rapport des forces, la visite de la délégation du Parti et du gouvernement soviétiques a fourni un éclairage impressionnant de la situation. Les négociations communes entre les délégations des Partis et des gouvernements de l'U.R.S.S. et de la D.D.R. n'ont pas seulement montré un accord complet sur toutes les questions abordées, mais ont conduit à un nouvel approfondissement des relations amicales entre nos Partis et nos peuples.** »

Un groupe important au sein du C.C. commence néanmoins à résister au cours dur d'Ulbricht. Cela ne peut manquer d'être significatif, si Selbmann et Dressel, qu'Ulbricht avait choisis comme boucs émissaires pour la stagnation de la production des biens de consommation, se défendent âprement. Laissons toutefois la parole aux orateurs de la discussion eux-mêmes, et laissons la décomposition du stalinisme ainsi rendue évidente, porter témoignage, par-delà le corps des fonctionnaires moyens, jusque dans les sommets de l'appareil du C.C.

Hilde Benjamin, ministre de la Justice :

« **Ici aussi il subsiste encore chez nos camarades juges un reste de l'incompréhension des discussions de l'année dernière, des conceptions mal comprises de la légalité dans l'intérêt de l'accusé, qui, à l'occasion, ont mené les juges à se lier les mains et à faire au libre déroulement des procès des concessions incompatibles avec les intérêts de notre Etat et la nécessaire partialité.** »

A la lecture de ces considérations on ne doit pas perdre de vue que les juges sont quasi exclusivement des fonctionnaires sélectionnés du S.E.D. On perçoit avec netteté la tendance au sein de la Justice à une opposition croissante contre la terreur stalinienne. De même le discours de Hanna Wolf, directrice de l'école supérieure du Parti appuie l'offensive d'Ulbricht :

« **Il est nécessaire de rendre clair qu'il ne peut y avoir dans notre Parti des camarades durs et des camarades mous, qu'il doit y avoir des camarades qui réalisent correctement et avec conviction personnelle la ligne marxiste-léniniste de notre Parti. Je veux dire qu'il ne doit plus se produire chez nous, dans le Parti, que certains camarades pensent devoir être de bons papas et pouvoir laisser à d'autres le soin de la rude explication. Je veux dire que cette pratique nous a nui et que certains camarades, à force de tactique et de diplomatie, ont oublié le but et le sens de notre politique.** »

Wengels, secrétaire régional du S.E.D. pour Berlin, avait montré « trop de compréhension » pour un directeur de section du Secrétariat qui s'est réfugié en Allemagne Occidentale. Voici les termes dans lesquels ladite Wolf polémique contre lui :

« **Pour commencer, le camarade Wengels m'a dit : c'est vous les fautifs, vous avez joué les inquisiteurs avec lui, vous l'avez traité comme un prisonnier de guerre. Je lui ai répondu : Tu parles comme Kontorowisz (1). Ensuite je suis d'avis que lorsqu'un camarade apprend que quelqu'un a fui la République, son premier réflexe doit être — il en est en tout cas ainsi chez moi — c'est un salaud, et ensuite je peux m'occuper de psychologie. Mais d'abord je dirai qu'il est un déserteur, un transfuge. Oui, de quel milieu vient cet homme ? Il était le dirigeant de la section culturelle à la direction régionale de Berlin.** »

Au cours de ses considérations ultérieures elle s'occupe de fonctionnaires dirigeants du S.E.D. qui laissent voyager leur femme en République Fédérale. Dans ce contexte, l'exemple est de signification secondaire ; l'important, c'est le fait qu'elle est obligée de parler de l'existence de membres du S.E.D. « mous » et « durs ».

« **Mais il s'agit là du cas de l'épouse d'un camarade qui fut le premier secrétaire de circonscription dans la région de Potsdam** (maintenant élève à l'école supérieure du Parti — note de l'auteur). **Il est allé au Comité Central, non pas chez nous, il savait que nous ne le permettrions pas. A la section des cadres du C.C., on a dit : en principe, il n'y a rien qui s'y oppose.**

Interruption d'Ulbricht : **Je ne comprends pas très bien, dans ce cas c'est la direction de l'école supérieure qui décide !**

— **C'est aussi ce que je voulais dire, mais il est bien connu que la Direction de l'école supérieure suit un cours « dur ».** (Rires.) **Et le camarade s'en est aperçu. Comme il voulait avoir l'autorisation, il n'est pas venu chez nous.**

Ulbricht : — **Cela veut dire qu'au siège du C.C. le cours est plus mou ?**

— **Ce n'est pas ce que je veux dire ; je dis seulement qu'il y a aussi au siège du C.C. des camarades qui évitent les discussions.** »

Au cours des derniers mois, le premier secrétaire régional du S.E.D. de Magdebourg, Pisnik, s'est fait remarquer dans les sommets du S.E.D. pour avoir rendu compte du véritable état d'esprit de la population. Il a longuement pris position à ce sujet dans une « considération critique du travail du Secrétariat du Parti de Magdebourg ». (« Neues Deutschland », septembre 1957.)

C'est à ce sujet qu'il est attaqué par Ulbricht et taxé « d'objectivisme ». Sa contribution, que voici, à la discussion donne toutefois à penser qu'il est décidé à garder aussi à l'avenir plus que d'autres fonctionnaires du sommet « la main sur le pouls des masses ». Dans son exposé il s'appuie sur

(1) Membre du P.C. allemand d'avant 1933, qui s'est enfui en Allemagne occidentale en 1957 (N. du trad.).

des citations de lettres et correspondances qu'il a reçues de la population et du Parti ; ainsi il mentionne, entre autres l'opinion d'un ingénieur sur la construction du socialisme en Allemagne Orientale :

« **Selon son opinion [de l'ingénieur], on doit mettre l'accent principal sur l'amélioration de l'organisation et moins sur de nouvelles expériences de base. D'autres membres de l'intelligentzia se sont exprimés de façon analogue. On devrait surmonter diverses difficultés que nous connaissons. On devrait rattraper plus vite l'Allemagne Occidentale, alors on pourrait avoir beaucoup plus de prise sur les gens.** »

« Exclamations : **Qu'entend-il par expérience ?**

« **Il veut dire, qu'étant donné ces difficultés, que nous sommes un petit Etat, que nous avons peu de matières premières, la question se pose s'il est** utile de construire déjà le socialisme dans de telles conditions, **ou si l'on ne devrait pas attendre** » (souligné par l'auteur).

« Exclamations : **Tu n'avais pas dit ça, tu avais oublié de dire ça.** »

Il faut apprécier les phrases de Pisnik qui suivent, sur la situation politique dans laquelle se trouve le S.E.D., plus franches qu'on n'en ait jamais entendues dans la bouche d'un membre du C.C. :

« **Récemment j'ai eu une conversation avec des jeunes de l'usine Ernst Thaelmann dont plusieurs jeunes sont partis en Allemagne Occidentale il y a quelques semaines. J'ai constaté au cours de cette conversation qu'on y était parfaitement au courant de la façon dont ces jeunes, émigrés en Allemagne de l'Ouest, vivent là-bas. Des lettres sont arrivées. J'ai remarqué l'effet important qu'avait cette affaire, de sorte qu'il y avait et qu'il y a chez ces jeunes cette opinion : ça va mieux de l'autre côté. Nous avons amené cette discussion sur les problèmes politiques, sur la perspective, etc. Nous avons remis une série de points à leur place. Mais je dois dire qu'à la fin non plus il n'y eut pas un état d'esprit foncièrement différent. Dans d'autres manifestations avec de vieux travailleurs, avec des paysans, avec des membres de l'intelligentzia, j'ai trouvé la même chose. Vraiment il y a beaucoup de choses qui ne marchent pas bien. Nous nous sommes débattus chez nous avec la critique des prix, mais longtemps nous n'avons pas pu être éclairés là-dessus, même les camarades responsables pour ces choses n'avaient pas les idées claires et nous donnaient des informations fausses.** »

Le fidèle acolyte d'Ulbricht, Karl Mewis, premier secrétaire de la région de Rostock, essaya de critiquer, dans l'esprit de son maître, les « faiblesses » de beaucoup de fonctionnaires, en déclarant :

« **Peut-on dire que le Parti se soit déjà imposé dans tous les domaines du développement économique ou de l'activité étatique ? Non, on ne peut pas le dire. Dans les discussions avec les forces qui résistent dans l'appareil d'Etat, qui font opposition dans l'économie, consciemment ou inconsciemment, est quand même posée la question : devons-nous ou pouvons-nous attendre jusqu'à l'unité allemande pour aller de l'avant dans la voie du socialisme ?**

Certains prétendent que nous ne pouvons pas continuer à édifier le socialisme chez nous si nous n'avons pas toute l'Allemagne. La question est posée : pouvons-nous atteindre le but si l'on tolère la résistance dans le Parti, si l'on ne mène pas à son terme la discussion idéologique ? Aussi bien ne peut-il tout de même pas être passé inaperçu par des camarades dirigeants que des idéologies étrangères subsistent chez beaucoup dans l'appareil d'Etat, à commencer par les conceptions selon lesquelles notre organisation étatique est quelque chose de semblable à l'économie de contrainte fasciste.

« **Cette intelligentzia technique, comme à Magdebourg par exemple, ces employés, on peut les gagner pour notre socialisme. Mais jusqu'ici, ils croient que nous ne sommes pas encore sérieux et croient qu'ils peuvent, eux, jouer sur les deux tableaux.** »

Le secrétaire à la culture du C.C., Paul Wandel, déposé par le C.C., est violemment attaqué par Mewis (apparemment — soit dit en passant — ce dernier est encore sous le coup de la menace d'Ulbricht, qui avait demandé sa tête dans les premières années d'après-guerre, parce que Mewis avait violemment désapprouvé le pacte Staline-Hitler dans l'émigration et s'était trouvé au bord de la rupture avec le P.C.) :

« **Un secrétaire du Parti doit être un camarade amical... déclare le camarade Wandel. Mais dans son cas je me demande s'il est devenu fatigué ou s'il a des faiblesses idéologiques ?** »

Abordant alors l'agriculture, Mewis continue à demander la collectivisation rapide, et accuse de ce point de vue les fonctionnaires de l'Etat et du Parti de sabotage. Avec véhémence, il constate à la fin de son exposé :

« **Il ne sert donc à rien de continuer à freiner. Mais il existe des freins jusqu'au Ministère, et en partie jusqu'au sein de la section agricole du C.C. J'ai discuté hier avec deux camarades qui feraient bien de se pénétrer de cette idée.** »

C'est dans le même sens que frappe le secrétaire régional de Francfort-sur-Oder, Gruenberg :

« **Une série de camarades, et cela jusque dans le bureau de la direction régionale, voulaient élever des poteaux indicateurs avec beaucoup de SI et de MAIS... Je le dis franchement, si nous ne parlons pas plus nettement de certaines questions, si nous ne demandons pas davantage de comptes aux directeurs des M.T.S. et les traitons libéralement, nous n'avancerons pas. Je pense que la conviction est une chose, mais la mise en cause de la responsabilité des fonctionnaires qui n'accomplissent pas les tâches et les résolutions en est une autre. Sous ce rapport, nous ne devrions pas être si faibles et ôter les gants de velours.** »

C'est au secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce et de l'Approvisionnement et membre du C.C., Dressel, qu'a été assigné par Ulbricht le rôle de bouc émissaire, aux côtés de Selbmann, pour la crise des approvisionnements en Allemagne Orientale. Dans sa contre-offensive, Dressel insiste, à l'aide d'une documentation très concrète, sur la situation catastrophique des approvisionnements et dévoile à cette occasion la dégénérescence de l'économie planifiée sous le stalinisme. Une fois de plus cette intervention prouve à quel point la résistance est forte parmi les cadres de fonctionnaires de l'Etat contre la primauté — insensée dans les conditions économiques de l'Allemagne de l'Est — de l'industrie lourde et la négligence des besoins des consommateurs. Les déclarations de Dressel ne sont pas les paroles désespérées d'un homme qui veut sauver sa tête ; Dressel passe à l'offensive contre la fraction Ulbricht du C.C., ce qui en fait le porte-parole de « l'aile libérale » :

« **Notre retard sur le Plan est de 36 % pour les tissages de coton, de 34 % pour les tissages de rayonne, 75 % pour les tissages de perlon... Et je pourrais allonger cette liste à volonté. Les camarades me diront : Oui, mais vous avez quand même exécuté votre plan, à 0,4 % près. Mais si aujourd'hui un travailleur du bâtiment veut avoir une culotte chaude, et que celle-ci n'est pas disponible à cause du non accomplissement du Plan, il n'achètera pas une éplucheuse de pommes de terre mécanique à la place, mais c'est son pantalon qu'il veut, et c'est là que surgissent ces choses. Et toutes les questions qui ont été traitées depuis le mois de mai de cette année avec des fonctionnaires dirigeants sont mises de côté, parce que, apparemment, ces questions d'approvisionnement ne jouent pas un rôle de premier plan... Il y a aussi des hausses de prix, et elles ne manquent pas. Chaque entreprise établit ses calculs d'après des coûts d'entreprise individuels. A cela s'ajoute que la rentabilité des entreprises se présente comme fonction du niveau des prix de vente, des prix industriels, qu'en l'occurrence l'entreprise a donc intérêt à élever ses prix le plus possible puisqu'ainsi elle obtient une plus grande rentabilité. La deuxième question, c'est que le camarade Rumpf, lorsque nous nous querellons sur les prix, défend toujours les intérêts du Ministère des Finances — c'est bien pour cela, d'ailleurs, qu'il est Ministre des Finances — et qu'il essaye d'augmenter les prix et non de les faire descendre.** »

Ulbricht : « **C'est vous qui avez élevé les prix et non pas Rumpf !** »

Oelssner : « **Ce sont les entreprises qui les ont élevés, et sans prix forts, nous ne pouvons avancer.** »

Dans la suite de son exposé, Dressel livre alors des données détaillées sur le désordre dans la planification et est interrompu par l'exclamation suivante : « Mais c'est là un chaos complet ! ».

Amené à parler de la situation des prix, Dressel déclare :

« **Nous avons une commission gouvernementale. Personne n'en a encore parlé aujourd'hui. Ceux-là ne disent rien non plus, parce que c'est le Ministère du Commerce et de l'Approvisionnement qui est responsable. Mais nous ne détenons que 5 % de toutes les marchandises à la fixation du prix, alors que 95 % partent directement de la production, et c'est là qu'on fixe leur prix. De cela on ne dit mot.**

« **Bien sûr, la commission gouvernementale prend des résolutions. Je ne m'esquive pas. Moi aussi j'y suis, dans cette commission. J'ai dit au camarade Ernst Lange** [Président de la Commission de Contrôle d'Etat — note de l'auteur] : **Camarade Lange, je ne suis pas mesquin... Mais je vous en prie, attaquez donc les problèmes de fond ! Depuis trois mois se trouve un projet à la direction du Parti, mais il n'est pas mis en discussion, ni soumis à décision... C'est aux camarades des Ministères d'industrie que cela s'adresse : ce n'est pas pour le ciel ou pour je ne sais quoi qu'ils produisent, mais c'est pour l'homme et il faut aussi qu'ils en tiennent compte.** »

A l'égard de la crise de l'idéologie stalinienne, de la résistance des intellectuels contre le régime, de la forme de cette résistance, c'est Rodenberg, directeur principal de la Defa qui prend position dans son intervention :

« **... Mais le danger de l'opportunisme et du libéralisme a deux aspects. Il existe l'opportunisme dans la théorie, là il est relativement facile à déceler et à pousser ad absurdum, mais il existe l'opportunisme, beaucoup plus dangereux, dans la pratique...**

Il y a de nos jours deux sortes de disciplines dans le Parti. Il y a la soumission et la non soumission aux statuts du Parti. Il y a des hommes qui croient être eux-mêmes le Parti ou être au-dessus du Parti. Je crois qu'il est nécessaire de développer de nouveau le langage simple du Parti. Avec ce langage, nous avons vécu et combattu. C'est un bon langage ; et il nous arrive d'avoir un langage qui ferait mieux dans un couvent de moines bouddhistes que dans notre Parti révolutionnaire. »

Exclamation de Fred Oelssner : « **Tu vas rire, mais là non plus ils ne le comprennent pas, j'y ai été.** »

« **C'est qu'il y en a beaucoup pour qui la D.D.R. est provisoirement une chose difficilement compréhensible... Il doit y avoir aussi quelque chose de cet ordre dans les milieux scientifiques et techniques. En effet,**

aujourd'hui, le danger principal n'est pas celui de l'embellissement et celui du schématisme et du dogmatisme ; ce profond pessimisme est plus dangereux, et dans la période actuelle, c'est le silence qui est le plus dangereux.

Je crois que c'est cela la maladie principale, le silence, Comment le surmonter ? C'est l'affaire de notre Parti, et principalement de surmonter le silence de ceux qui ont le plus à dire. C'était ainsi autrefois, et je le constate en feuilletant de vieilles revues de la littérature internationale. Les écrivains prenaient position sur tous les problèmes de la vie et sur chaque événement important. Mais depuis qu'il est advenu que les écrivains du club Petoefi se sont autorisés de ce droit et, se prenant pour des Cassandre, ont entamé une publicité pour la destruction du Parti, cela est devenu difficile. La question principale est : Où en est la liquidation de la pause ? ».

L'estimation de la situation chez les intellectuels, donnée par le membre du C.C., Will Bredel, est extrêmement intéressante :

« Camarades, ce que je dis maintenant n'est pas destiné à la publicité. Je le dis franchement et ouvertement. Dans la première moitié de l'année passée, les faits révélés m'ont été très pénibles. Certains de mes camarades de jeunesse [Harich, Janka, Just, etc. — note de l'auteur] **sont devenus les victimes tragiques de ces événements... Vinrent ensuite les événements d'Octobre en Pologne et en Hongrie. C'est vrai, chez beaucoup d'écrivains, les plaies à peine cicatrisées se rouvrirent brutalement...**

« Il y eut beaucoup de chancelants et pas seulement chez les plus jeunes, quoique chez ceux-ci en particulier. »

Le secrétaire du C.C., Hager, qui fut rudement critiqué par Ulbricht et Verner, recule pas à pas au cours de la discussion devant les attaques. Dans un dialogue avec Ulbricht et Verner, et malgré sa repoussante auto-flagellation, quelque chose perça quand même au sujet des effets du développement polonais sur l'intelligentzia de l'Allemagne de l'Est. Il était dit entre autres :

« Les membres et suppléants du C.C. savent très bien qu'à l'époque tu défendais [il s'agit de Hager] **le point de vue que l'Octobre polonais — je veux m'exprimer très prudemment et très correctement — nous apportait pour le moins des leçons importantes et positives. »**

A cela, Hager répond :

« Comment ai-je estimé la Pologne ? Je puis dire aujourd'hui qu'il y avait beaucoup de sentiment pur, sous l'impression des événements immédiats. Premièrement j'étais d'avis que la franchise avec laquelle le Parti de l'autre côté avait parlé des difficultés économiques était juste. Deuxièmement, j'étais d'avis que le Parti Ouvrier Polonais avait une bonne audience dans la classe ouvrière. Troisièmement, j'étais d'avis qu'il y avait en Pologne une grande volonté de lutte chez les membres du Parti. Cela m'a impressionné d'une façon extraordinaire. »

Contre le reproche de s'être élevé contre les groupes de combat qui devaient mater par la violence la protestation des étudiants de l'Université Humbold, Hager rétorque :

« Je ne me rendais pas compte s'il était juste dans cette situation, qu'un commandant de groupe de combat dise : Nous allons vous enfoncer le crâne !

Exclamations : — **On n'a pas dit : nous allons vous enfoncer le crâne, mais : nous allons te casser les os ! »**

⁂

Quelques remarques terminales :

1. Le dernier orateur du 33e Plenum fut Ulbricht. Etant donné les contre-attaques et le mécontentement massif, il dut se contenter d'une « intervention » dans laquelle il en appela à des menaces massives contre l'opposition au sein de l'organisme de direction. Il déclara entre autres :

« ... **Cependant, nous avons l'impression qu'on n'a pas tout exprimé dans la discussion. Il est inadmissible qu'on entende subitement à l'Ecole supérieure du Parti qu'il y a des doutes au sujet du rôle dirigeant du Parti... Là on chuchote, que se passe-t-il ? Si l'on se renseigne, il apparaît que des collaborateurs du C.C. y ont aidé.**

« ... **Il y a ensuite des problèmes au sujet de l'estimation du développement de la Pologne, certaines sympathies pour la liberté, telle qu'elle s'est développée à Varsovie. Le camarade Hager a parlé de cela avec franchise, mais d'autres non. Le secret reste donc, comment cela a-t-il circulé partout ? Apparemment il y a aussi des camarades de l'appareil central qui ont au moins nourri de telles conceptions...**

« **L'analyse du développement de groupements contre-révolutionnaires s'est avérée comme une question très compliquée. Pourquoi ? Parce qu'il existait ouvertement des opinions selon lesquelles il fallait d'abord apporter la preuve de ce développement de groupes contre-révolutionnaire** [allusion à Harich et aux étudiants de l'Université Humbold — note de l'auteur]...

« **Je ne citerai pas encore de noms maintenant. Si l'on en désire des noms, les intéressés pourront compléter mon rapport à la prochaine session du C.C.**

« **On a également défendu des conceptions révisionnistes, et chez quelques camarades il y a eu des vacillations. Jusqu'ici certains camarades pensaient qu'on pouvait pour ainsi dire passer à travers toute cette affaire avec un parapluie et éviter une autocritique. La dernière session du C.C. a montré que cela ne marche pas avec le parapluie. »**

Plus loin, amené à parler de la situation sans issue du Parti, Ulbricht déclara :

« Les expériences que nous avons faites au cours d'enquêtes dans les régions de Halle, Gera, Suhl, Dresde, Magdebourg et Schwerin, etc., montrent que l'on doit apporter un changement profond et une amélioration dans le travail du Parti. »

Mais la bravade d'Ulbricht est placée sur un terrain mouvant. Il est vrai qu'il a pu obtenir une unanimité « de principe » sur la nécessité d'élever les normes et de renforcer l'oppression de l'intelligentzia, mais sur le COMMENT et le JUSQU'OU, les esprits se sont partagés.

Entre temps, Ulbricht est allé à Moscou assurer ses arrières pour la reconstitution de sa puissance. Ainsi il convoqua par surprise et avant terme le C.C. pour la 34e session plénière. Cette tentative de mettre knock-out l'opposition interne du Parti resta toutefois sans aucun succès apparent. Il ne fit pas le rapport final qu'il avait annoncé sur les délibération du 33e Plenum, mais il le repoussa une nouvelle fois au 35e Plenum en janvier 1958.

La crise du S.E.D. continue. Un groupe à l'intérieur du C.C. a peur de suivre le retour d'Ulbricht au régime « dur ».

2. Dans l'intervalle, les difficultés économiques non seulement n'ont pas diminué, mais au contraire sont devenues encore plus fortes. La campagne de propagande, lancée à grand fracas, en faveur de l'émulation socialiste ne trouve ni écho ni soutien dans la classe ouvrière. En permanence, « Neues Deutschland » publie des articles qui doivent se plaindre amèrement de la désapprobation au sein des organisations d'entreprise des résolutions du 33e Plenum.

3. La crise permanente du stalinisme en Allemagne orientale a atteint un stade décisif. La phase de déclin se manifeste actuellement avec l'apparition de deux tendances au sein du Parti et de son sommet ; l'opposition des intellectuels continue à exister, comme cela ressort d'un rapport confidentiel du C.C., publié début décembre, au sujet des enquêtes sur la situation chez les intellectuels :

« On a constaté que les partisans du groupe Harich continuent toujours à poursuivre leur but sous le manteau et ne se conforment que de manière purement extérieure à la ligne artistique et idéologique prônée par le Parti... »

4. Il est vrai que la base de l'opposition qui s'est manifestée est plus profonde et plus claire que dans la période des 16-17 juin 1953 mais il importe de constater que, malgré son niveau plus élevé, une conception révolutionnaire claire n'a pas pu se développer.

5. L'une des raisons principales du fait que l'Opposition n'a pas encore porté, consiste en ceci : qu'il n'existe pas en D.D.R. de cadres révolutionnaires capables de montrer une issue à la résistance générale de la population, à l'opposition des intellectuels, à la pression de la classe ouvrière dans les entreprises et à la tendance qui se développe au sein du S.E.D. et du C.C.

6. L'étude et l'analyse de la situation objective de l'Allemagne Orientale justifient cependant le sain espoir que le développement de la crise sera l'une des prémisses de la création du facteur subjectif, dont l'adéquation à la situation sociale développera la force prolétarienne pour hâter la phase de déclin du stalinisme en D.D.R. et créer ainsi éventuellement une nouvelle base de départ pour la crise de l'ensemble du stalinisme.

De même avec la crise du S.E.D., mûrissent les conditions qui mèneront au renversement violent de la bureaucratie.

La révolution algérienne

Où en est le M. N. A. ?

par **Jacques PRIVAS**

Dans le numéro d'octobre 1955 de notre revue, nous avons donné un historique de la révolution algérienne et plus particulièrement du phénomène de la rénovation de la direction du mouvement des masses.

Depuis, le problème de la direction de la Révolution algérienne est devenu de plus en plus un sujet de préoccupations pour les ouvriers révolutionnaires aspirant à aider le peuple algérien et à comprendre son action et son évolution. Les difficultés croissantes de l'impérialisme français, l'extension de la Révolution sont parfaitement vus et compris. Ce qui demeure souvent obscur, c'est ce qui se passe au sein de la Révolution elle-même, les luttes de tendances, les regroupements, les positions politiques respectives, etc. L'ensemble de ces questions se rassemble autour de la lutte entre le Mouvement National Algérien (M.N.A.) et le Front de Libération Nationale (F.L.N.). Les événements de ces derniers mois ont même transformé cette préoccupation en inquiétude. Le développement des attentats entre travailleurs algériens en France, le passage du « général » M.N.A. Bellounis du côté de l'armée française étant les plus marquants de ces événements pour l'opinion révolutionnaire internationale.

Nous voulons dans les articles sur l'Algérie que nous publierons, aider à la clarification de ces problèmes. Nous examinerons d'abord l'évolution et les positions récentes du M.N.A., ensuite celles du F.L.N. et nous reprendrons à la fin l'ensemble de la question de la Révolution algérienne et de sa direction, afin d'en dégager les conclusions sur son caractère, sa dynamique, ses perspectives.

⁂

Le très sérieux « Economist » de Londres parle du M.N.A. comme du « **parti plus modéré de Messali Hadj** » (par rapport au F.L.N.). De même le non moins sérieux M. Sulzberger, dans le « New York Times » (qui a comparé le M.N.A. à Mikhaïlovitch dans la Révolution yougoslave). Le rôle de ces organes n'est pas de tromper les travailleurs, mais d'informer correctement la classe dirigeante. Ils peuvent naturellement se tromper. Mais Pineau se trompait-il aussi lorsqu'il déclarait le 4 février 1957 devant la Commission politique de l'Assemblée générale de l'O.N.U. : « **En quoi le M.N.A. se distingue-t-il du F.L.N. ? Il apparaît, à notre avis, plus occidental, plus réaliste, surtout plus indépendant, ce qui ne signifie pas que ses revendications soient moins vives** ».

Cet avis du ministre français des Affaires étrangères n'est pas infirmé mais, au contraire, confirmé par toutes les déclarations du M.N.A. Le 24 janvier 1957, Moulay Merbah, secrétaire général du M.N.A., adresse un télégramme au président Eisenhower : « **Le peuple algérien et Messali Hadj accueillent avec faveur votre politique sur le Moyen-Orient et l'approuvent comme une contribution généreuse et positive au bien-être, à la paix et à la liberté du peuple arabe... La véritable guerre coloniale qui se livre en Algérie affecte la sécurité de l'Europe occidentale du fait que 500.000 soldats français, dont 4 divisions de l'OTAN et des armements de l'OTAN y sont engagés** ». (« Le Monde ».)

Le 26 novembre 1957, Moulay Merbah adresse un aide-mémoire à M. Hammarskjoeld, secrétaire général des Nations Unies, dans lequel il déclare qu'il ne serait pas surprenant que la prolongation de la guerre en Algérie « **pousse le peuple algérien désespéré à se jeter dans les bras du communisme international** » (« Le Monde »).

Cette même orientation pro-occidentale anticommuniste se trouve rendue encore plus solennelle par les déclarations de Messali Hadj lui-même. Dans une interview au journal « Die Welt », de Hambourg, il dit : « **La guerre ne se terminera pas même si le gouvernement français envoie 500.000 soldats en Algérie. Si les Algériens n'ont pas l'indépendance, ceci aggravera le problème et mettra en danger la paix mondiale. L'Algérie deviendra un problème de sécurité pour l'alliance occidentale. Le monde entier sera éventuellement dressé contre l'alliance atlantique à cause de la politique française** ». Et plus nettement encore dans une interview à l'hebdomadaire socialiste « Demain » (26 juillet 1956) :

« **Il faut être atteint de cécité politique complète pour ne pas comprendre que la poursuite de la guerre en Algérie menace la paix et la sécurité en Méditerranée et soulève toutes sortes de difficultés internationales au sein de l'OTAN lui-même.**

C'est pourquoi nous sommes persuadés que la solution du problème algérien affermira la paix en Afrique du Nord, renforcera le camp de la liberté, consolidera l'amitié franco-islamique... L'Islam maghrébin évoluera en tenant compte de ses voisins occidentaux, de ses intérêts économiques et de ses rapports avec les Etats méditerranéens. »

Ces quelques citations permettent de dire qu'au moins en ce qui concerne le caractère « plus occidental » du M.N.A., Pineau ne se trompait pas. Mais on peut penser qu'il s'agit là d'une manœuvre pour exploiter les contradictions entre les impérialismes, afin d'amener les U.S.A. à faire pression sur l'impérialisme français pour qu'il arrête la guerre. Il est néanmoins étrange qu'un « parti révolutionnaire » (1) déclare que la doctrine Eisenhower est une contribution à la liberté du peuple arabe, et l'OTAN, le camp de la liberté. Mais si cela ne suffit pas à caractériser le M.N.A. comme « plus réaliste » et « **plus modéré** », il faut examiner les déclarations faites par le M. N.A. à l'égard de la France.

Dans un mémorandum du 15 juillet 1957, adressé à F. Dulles, le M.N.A. propose que toutes les fractions algériennes prennent l'engagement de négocier des accords « **garantissant les intérêts légitimes de la France, culturels, économiques et stratégiques** ».

Dans la même interview à « Demain », Messali Hadj déclarait :

« **Méditons sur l'exemple donné par le Pakistan et l'Inde : le Pakistan, cette grande puissance islamique, tout en jouissant de sa liberté et de son indépendance a conservé les liens de sympathie et des rapports d'intérêts avec la Grande-Bretagne.** »

Ce qu'il est difficile de ne pas appeler une solution « modérée » et même singulièrement modérée, pour un peuple qui combat depuis 3 ans pour son indépendance. Dans le même esprit, on peut relever la déclaration faite par le M.N.A. à « France-Observateur » en février 1956 :

« Question : **Comment vous proposez-vous de reconnaître les « droits légitimes » des « éléments nouveaux » dont vous admettez que votre pays « s'est enrichi » ?**

Réponse : **Nous les admettons dans notre famille avec les mêmes droits et les mêmes devoirs que les citoyens algériens... Nos principes directeurs dans ces problèmes relèvent de la démocratie et du désir d'éviter les heurts entre les éléments ethniques du pays.** »

Bien que nous aurons à y revenir, notons tout de suite comme élément de comparaison la réponse du F.L.N. à une question semblable, parue dans le même numéro de « France-Observateur » : « **Les biens des Européens, honnêtement acquis, seront respectés. Le gouvernement algérien se réservera cependant le droit, si l'intérêt général l'exige, de nationaliser par exemple les grands moyens de production qui sont aujourd'hui entre les mains d'une poignée de colonialistes. Il en sera de même de la question agraire. Aucun gouvernement algérien digne de ce nom ne tolèrera qu'une seule famille exploite des dizaines de milliers d'hectares, alors que l'immense majorité des Algériens végètent dans une misère sordide.**

Nous n'envisageons aucun statut privilégié pour les Français qui opteraient pour leur citoyenneté d'origine.

Ceux qui opteront pour la citoyenneté algérienne auront les mêmes droits et les mêmes devoirs... »

La manière du M.N.A. de décrire l'avenir des relations franco-algériennes, et du statut des colons n'est d'ailleurs que l'aboutissant d'une conception des buts de guerre qu'on peut difficilement ne pas qualifier au moins de « modérée ». En fait, c'est la recherche du compromis. A plusieurs reprises, le M.N.A. déclara qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit. Lors de la dernière session de l'O.N.U., « Le Monde » communiquait : « **Dans un communiqué publié à Londres un représentant du Mouvement National Algérien a déclaré que la fin du conflit algérien « ne peut être le résultat d'une victoire militaire.**

L'unique solution démocratique et juste, a-t-il ajouté, se trouve dans l'organisation d'élections libres sous le contrôle effectif des Nations Unies. »

La même idée est reprise le 7 novembre 1957 par « La Vérité » du groupe « trotskyste » Lambert, singulier défenseur inconditionnel du M.N.A. :

« **Militairement par suite de son isolement relatif essentiellement par rapport au prolétariat français... le peuple algérien ne peut remporter la victoire.**

... La direction du F.L.N., par son aventurisme, fournit indéniablement aux ultras teus les éléments politiques et psychologiques pour continuer la guerre colonialiste. »

De cette conception de l'impossibilité de remporter la victoire découle très logiquement l'idée d'un compromis que le M.N.A. formule : « Aix-les-Bains ou table ronde, cessez-le-feu sans préalable, élection sous contrôle international ». Le « sans préalable » est à noter, puisque d'abord le M.N.A. a déjà reconnu que la France verrait ses intérêts légitimes — culturels, économiques et stratégiques — garantis, qu'on évitera les « heurts » entre éléments ethniques et que Messali Hadj l'invite à méditer sur l'exemple du

(1) L'aile soi-disant « prolétarienne » et même « socialiste » de la Révolution algérienne, selon quelques singuliers « trotskystes » dont le sectarisme aussi virulent qu'infantile, consiste depuis des années à méconnaître le visage de la révolution, parce que sa direction n'est pas 100 % de pur sang « bolchevik ».

Pakistan. Ensuite, ce « sans préalable » n'est pas une revendication à l'égard de la France dont c'est précisément l'objectif. Et ceci est d'autant plus remarquable que le « préalable » du F.L.N. à un cessez-le-feu est la reconnaissance de l'indépendance algérienne par la France et que la « gauche » française, le roi du Maroc et Bourguiba lui demandent, avec insistance, précisément de l'assouplir ou de l'abandonner !

Bien entendu, les mouvements d'émancipation nationaux ont parfaitement le droit de considérer à tel ou tel moment qu'un compromis vaut mieux que la continuation de la guerre. Mais, concrètement, aujourd'hui quand le peuple algérien tout entier combat et refuse de cesser le feu sans avoir obtenu l'indépendance, il n'est pas erroné de dire que c'est une aile étrangement « modérée » qui proclame la victoire impossible et qu'il faut accepter quelque chose qui ressemble au fameux tryptique de Guy Mollet. N'est-ce pas une déclaration accablante que fit Messali Hadj dans la même interview à « Demain » en disant : « **Constatons que la motion finale** (du congrès de Lille du Parti Socialiste) **sans aller jusqu'à notre conception peut néanmoins être considérée comme un pas en avant vers la négociation** ».

N'est-ce pas « Demain » (organe socialiste qui passait pour exprimer le point de vue de Pineau) qui avait raison en présentant l'interview de Messali Hadj ainsi :

« **Mais l'opinion publique enregistrera avec intérêt qu'un de nos interlocuteurs possible de demain se prononce contre le parti unique..., demeure partisan d'un « Aix-les-Bains algérien » ouvert à toutes les tendances, ne pose aucun « préalable » ni au cessez-le-feu — ce qui est capital — ni à « l'Aix-les-Bains ». Enfin, l'idée d'un Commonwealth (entre la France et une Afrique du Nord fédérée) qu'il avait déjà opposée à celle de l'Union française dans un message à l'O.N.U. de 1948, mérite pour le moins réflexion.** »

Tout ceci est assez bien confirmé par le fait qu'en France les défenseurs du M.N.A. sont des personnalités comme Rous, Pivert, Hervé, des dirigeants réformistes de la Fédération de l'Education Nationale qui tous sont partisans d'un « compromis honorable » quand l'impérialisme français est en difficulté.

LES ATTENTATS EN FRANCE

Le problème des exécutions réciproques entre membres du M.N.A. et du F.L.N. dans l'émigration algérienne en France a particulièrement troublé l'opinion ouvrière internationale.

Nous répétons que nous réprouvons ces méthodes dans le mouvement révolutionnaire pour trancher les divergences politiques. Mais ceci ne peut remplacer l'essai de comprendre ce qui s'est passé réellement.

C'est dans ces derniers mois qu'une véritable campagne s'est développée en France dans la presse, les discours, etc., contre les attentats. Mais cette campagne visait avant tout le F.L.N. Plus particulièrement, ce sont les défenseurs temporaires ou permanents du M.N.A. qui ont jeté les foudres contre « **les gangsters du F.L.N.** ».

Or, ces exécutions duraient depuis le début de 1956 et même avant. Il est étrange que ces vertueux pourfendeurs de gangsters se soient tus pendant près de 2 ans. On est en droit de leur demander s'ils n'ont pas trouvé ces procédés inqualifiables seulement à partir du moment où les victimes en étaient **aussi** des membres du M.N.A.

En fait, la lecture de la presse montre que jusqu'en 1957, à chaque fois que l'appartenance politique de la victime était indiquée, c'était en général un membre du Front.

Dans une déclaration au Parlement, le Ministre de l'Intérieur Bourgès-Maunoury, lisant visiblement un rapport de police déclarait :

« **Les attentats se multiplièrent au cours de l'année 1956. Les victimes furent surtout des frontistes : 80 morts, principalement dans cette fraction, furent dénombrés dans cette période.**

« **Le F.L.N., déjà solidement établi, réagit dès le début de 1957 en ripostant aux attaques dont il était l'objet, ensuite, en accroissant son activité. Il entreprit lui-même une campagne terroriste pour tenter l'élimination définitive de son adversaire.**

« **Ces actions et réactions devinrent de plus en plus violentes et les deux partis nationalistes se livrèrent et se livrent aujourd'hui à une véritable lutte d'extermination réciproque sur notre territoire.** » (Bourgès-Maunoury, « Journal Officiel » du 12 novembre.)

De plus, et surtout il était de notoriété publique dans les milieux nord-africains jusque vers le milieu de 1956 que le F.L.N. en France cherchait à se procurer des armes pour se défendre, alors que les exécutions duraient depuis déjà près d'un an.

L'ensemble de ces faits permet de dire d'une façon formelle que ces méthodes ont été utilisées par le M.N.A., désireux de sauvegarder sa prédominance en France le premier. La campagne d'indignation qui déferla contre le F.L.N. n'a que peu à voir avec la morale prolétarienne : il s'agit d'une opération politique destinée à dresser l'opinion contre les Nord-Africains et, pour certains, spécifiquement contre le F.L.N., direction reconnue par les masses algériennes de leur Révolution.

C'est dans le même sens que la quasi unanimité de la « gauche » française a emboîté le pas au gouvernement lorsque celui-ci attribua au F.L.N. le massacre de Melouza. Alors que l'examen des faits montrait facilement qu'il y avait au moins des choses inexpliquées et littéralement troublantes sur le rôle joué par l'armée française et ses auxiliaires dans cette affaire (2).

(2) Voir « La Vérité des Travailleurs » (n° 65, juin 1957).

LE M.N.A. ET LE MOUVEMENT DES MASSES

Messali Hadj lançait, le 1er septembre 1957, un « appel au peuple algérien » pour que cessent les exécutions entre Algériens. Cet appel aurait certainement eu une signification toute différente s'il avait été publié au moins un an plus tôt **lorsque c'étaient les membres du F.L.N. qui en étaient essentiellement les victimes.** Le 1er septembre 1957, cet appel ne peut signifier qu'une chose — lorsque c'est l'organisation qui a commencé les hostilités qui le lance — c'est que cette organisation a perdu. De fait, toutes les informations émanant notamment des entreprises vont dans le même sens : la progressive disparition de l'influence de masse du M.N.A. dans l'émigration nord-africaine. Même dans le Nord et l'Est de la France et en Belgique, où cette influence subsistait encore il y a quelques mois, elle est en voie de disparition. Cette régression fut parallèle au développement de la révolution en Algérie.

Pour l'Algérie même, il ne fait plus aucun doute pour personne, que le M.N.A. n'y dirige plus d'opérations armées. De nombreux reportages sont publiés dans la presse allemande, américaine, anglaise, italienne sur les maquis algériens. Tous les décrivent dirigés par le Front. En France, seule la journaliste Claude Gérard décrivit un maquis M.N.A. — il semble bien que c'était celui dirigé par Bellounis. Déjà, en février 1956, lorsque le M.N.A. déclarait à « France-Observateur » : « **La grande majorité des combattants de l'Armée de Libération Nationale sont des militants du M.N.A. fidèles à Messali Hadj... La plupart de ces maquis sont sous la direction de chefs qui ne reconnaissent d'autre autorité que celle du M.N.A.** », c'était une exagération confinant au mensonge. Aujourd'hui, depuis le passage de Bellounis du côté des Français, il est impossible de trouver trace d'un seul maquis M.N.A., ni dans la presse internationale d'information, ni dans la presse pro-M.N.A.

La vérité est que le M.N.A. a cessé d'être une organisation dirigeante ou organisatrice de la Révolution algérienne qu'il n'a pas déclenchée. Celui qui ne voit pas cela ne voit pas la Révolution telle qu'elle est et s'en fabrique une dans son imagination. Il ne s'agit pas du tout pour nous d'idéaliser le F.L.N., de voir en lui, le parti bolchevik, etc. Mais c'est un fait fondamental de la situation de l'Afrique du Nord et de la Révolution : le F.L.N., qui a pris l'initiative de la lutte armée, est l'organisateur et le dirigeant du peuple algérien en lutte à l'étape présente. Le M.N.A., d'une part, n'occupe pas une telle place dans le mouvement des masses et, d'autre part, par ses positions « plus réalistes » se trouve **à droite** du F.L.N.

L'AFFAIRE BELLOUNIS

On sait qu'au début de décembre 1957 un « accord » signé entre un chef de maquis M.N.A. et l'armée française était rendu public. Il s'agit d'une trahison évidente de la Révolution algérienne. Elle tente de se camoufler sous les couleurs d'une action autonome contre le Front, mais elle est aussi peu autonome que ne l'était celle de Bao-Daï. Les déclarations de Bellounis sont d'ailleurs très claires :

« **Si l'on me reconnaissait comme représentant de l'armée nationale du peuple algérien et le Mouvement national algérien et Messali Hadj comme interlocuteur valable, je suis disposé à participer à la pacification de l'Algérie avec mon armée.** »

Il faut ajouter tout de suite que quelques jours après, pressé par ses protecteurs de l'armée française, il reniait le M.N.A.

Ses affiches disent :

« **Je déclare aujourd'hui solennellement que mon armée combat contre les forces anarchiques d'obédience étrangère représentées par le F.L.N. pour affranchir les populations de ce pays de leur domination cruelle. Mon but est essentiellement de permettre à chacun de s'exprimer librement le jour prochain où l'anéantissement du F.L.N. permettra au peuple d'Algérie de définir son destin dans un cadre harmonieux indissolublement lié à la France.**

J'ai entrepris cette lutte en étroite collaboration et amitié avec les autorités civiles et militaires de la France. Mon armée est engagée dans le combat qu'elle mène contre les égorgeurs frontistes qui n'épargnent ni femmes, ni enfants, ni vieillards.

Je suis un chef de guerre, je n'exclus pas les méthodes révolutionnaires. Mais l'administration n'est pas du ressort de mon armée, qui demeure celui de l'appareil administratif représenté par les autorités civiles françaises actuellement en place. »

Les autorités françaises lui fournissent du matériel et de l'armement pour la « protection » de « sa » zone. De plus, après Melouza, 300 « messalistes » vivant en France furent transportés officiellement en Algérie pour « venger leurs frères de Melouza », il apparaît maintenant qu'ils furent « livrés » à Bellounis.

On peut se tromper sur la tactique, on ne peut se tromper sur l'appréciation d'un passage aussi flagrant à la contre-révolution. Ce qui est un signe particulièrement grave de l'évolution du M.N.A. et de ses supporters, c'est qu'ils se sont tus et qu'ils se taisent sur cette affaire. L'argument qu'il s'agit d'un traître comme tous les mouvements en ont eu n'est guère valable, d'abord parce qu'il serait facile de le dire, ensuite parce qu'il ne s'agit pas d'un traître parmi d'autres, mais du chef du premier et dernier maquis M.N.A. important qui subsistait. Serait-ce un aboutissement trop poussé de la ligne du combat sur

deux fronts que son porte-parole « La Vérité » du groupe Lambert résumait ainsi : « **Les révolutionnaires conscients lutteront jusqu'au bout pour défendre contre les tueurs du F.L.N. les authentiques révolutionnaires algériens ?** ».

Le M.N.A. se contente de se taire. Mais ce qui est réellement extraordinaire, c'est qu'alors que tout le monde savait déjà en gros que Bellounis était passé aux Français, « La Vérité » écrivait le 14 novembre 1957 :

« **R. Barrat n'aurait pas rencontré Krim Belkacem et Ouamrane dans le maquis — lorsqu'il a fait son reportage en août 1955 — mais dans l'appartement d'une haute personnalité française. « Fins politiques ! » s'extasient les stalino-progressistes. » Mais que Bellounis rencontre un officier français, et ces vertueux personnages crient à la trahison.** »

Depuis, silence de leur part (3).

UN PARTI SOCIALISTE ?

« La Commune », de juin 1957 — journal d'une coalition centriste, truffée de quelques « trotskystes orthodoxes » — écrit sous le titre : « **Où sont les socialistes algériens** » ? :

Le M.N.A. est « socialiste, révolutionnaire, représenté par le chef du M.T.L.D., vieux militant ouvrier, rompu à la lutte de classe et formé dans les rangs du mouvement ouvrier français ».

« Il existe un mouvement de masse en Algérie : le M.N.A. Ce mouvement est le plus représentatif du peuple algérien. Il est essentiellement prolétarien, il a une doctrine socialiste bien établie, il contrôle la majeure partie des maquis, il est profondément démocratique et n'est inféodé à aucune puissance étrangère. »

« The Militant », déjà cité, écrit de son côté : « **La lutte entre le M.N.A. ouvrier et socialiste et le pro-capitaliste F.L.N.** » (30 décembre 1957).

« La Vérité » rapporte un discours de Gérard Bloch, déclarant :

« Les militants du Mouvement National Algérien de Messali Hadj... sont ce qui existe aujourd'hui de plus proche, comme parti de masse, de ce que fut l'authentique parti bolchevik de Lénine et Trotsky. »

On croit naturellement rêver ! (4)

Comment expliquer que ce parti authentiquement « révolutionnaire », presque « bolchevik », puisse régresser dans les masses, voir son maquis passer du côté de la contre-révolution précisément pendant le développement de la révolution. L'explication par la « campagne de silence » faite autour du M.N.A. et par la publicité faite autour du F.L.N. (qui est celle de « La Vérité ») ne pourrait jouer que pour la France. A moins d'avoir une idée très méprisante des masses algériennes qui abandonneraient une direction prolétarienne pour une direction bourgeoise.

L'explication est toute autre. Il est tout simplement ridicule de voir dans le M.N.A. une direction socialiste des masses. Le M.N.A. ayant manqué l'occasion de déclencher la lutte armée a depuis constamment régressé idéologiquement et numériquement et est actuellement de plus en plus coupé des masses, y compris dans la métropole. Pour remonter la pente et afin de montrer sa plus grande efficacité que le F.L.N. dirigeant de la lutte armée, il est entré dans l'engrenage des opérations de « manœuvre » à l'égard des impérialismes américain et français. Mais c'est là un jeu dangereux. Bientôt on ne voit plus exactement qui manœuvre et qui est manœuvré. Vraisemblablement que Bellounis aussi se croyait très fort. Il est allé plus vite et plus loin parce que la guerre a une logique plus acérée, celle de l'action.

L'impérialisme français ne s'y trompe pas. Lorsque Pineau insiste pour que le M.N.A. « plus réaliste » participe à d'éventuelles négociations, il sait qu'il tirera un bénéfice en opposant le M.N.A., même isolé, même devenu une secte, au F.L.N., même dirigeant de tout un peuple. Ce n'est sûrement pas pour d'autres raisons que l'impérialisme français a permis la tenue d'un congrès et d'un meeting légal lors de la fondation de l'U.S.T.A. (la centrale syndicale M.N.A.), ainsi que la présence de représentants de cette même U.S.T.A. à Bamako. Qui manœuvre l'autre ?

A suivre les déclarations pro-occidentales et anti-communistes, l'activité terroriste anti-F.L.N., la fin de Bellounis, les silences qui l'ont suivie, on ne peut s'empêcher de penser que Soustelle pourrait finir par avoir raison d'avoir déclaré : « Messali Hadj est ma dernière carte ».

Le 7 janvier 1958.

(3) « The Militant », du SWP aux Etats-Unis, qui s'efforce de minimiser cette affaire, affirme que le M.N.A. a désavoué Bellounis. Nous ne pouvons qu'espérer que sa bonne foi a été surprise (comme sur tant d'autres affirmations de ses articles) et lui demander de citer la source de son information.

(4) Il suffit d'ajouter en outre que le M.N.A., en commençant par l'habillement et les prières de son chef, se déclare « religieux », terminant nombre de ses tracts à ses frères musulmans, par des appels à l'aide et à la gloire d'Allah !

Hector LUCERO

Les mineurs boliviens s'attaquent au gouvernement réactionnaire de Siles

« Pour que les masses boliviennes puissent se sauver et vivre, il faut que le capitalisme soit terrassé en Bolivie ; par contre, pour que celui-ci puisse se survivre, c'est la révolution bolivienne qui devra succomber ».

C'est dans ces termes que s'est exprimé au Parlement un député mineur.

La rupture des masses avec le gouvernement réactionnaire de Siles, au service de l'impérialisme américain, s'exprime chez les mineurs qui constituent l'avant-garde la plus combattive et la plus décisive du prolétariat bolivien, par un raidissement préludant à un choc ouvert.

Après un an d'un plan économique dit plan « libéral », imposé au pays par l'impérialisme yankee, et qui a bloqué les salaires à des niveaux de misère, réduit les masses laborieuses à une détresse économique incroyable, et provoqué une baisse de la production, au moment où les couches réactionnaires et contre-révolutionnaires voyaient leurs positions politiques et économiques se renforcer, le gouvernement est venu devant le Parlement demander la reconduction pour un an des pouvoirs spéciaux afin de poursuivre l'application de ce plan.

Bien que celui-ci n'ait fait qu'empirer la crise économique déjà grave du pays, Siles et ses ministres ont fait état de cette crise et de ses très sombres perspectives pour demander la prorogation des pouvoirs spéciaux et affirmé qu'il n'y avait aucune autre alternative pour faire face à la situation !

Or la reconduction de ces pouvoirs signifiait pour les masses un nouveau blocage des salaires, avec par contre la liberté des prix, plus l'autorisation pour le patronat de congédier massivement les travailleurs. Elle signifiait en outre un pas en avant du gouvernement sur la voie de la liquidation des acquis de la révolution bolivienne pour parvenir à l'établissement d'une dictature féroce. S'il est vrai que, sur cette voie contre-révolutionnaire, le gouvernement Siles s'est trouvé encouragé par la couardise et l'attitude capitularde de la direction syndicale représentée par Lechin et C[ie] fuyant la lutte, il est non moins vrai que les calculs de Siles ont été jusqu'ici freinés par une résistance tenace, de plus en plus ouverte, des masses qui se manifeste par des grèves, des manifestations de rue, des décisions prises par les syndicats — tout cela obligeant les cadres moyens et plus proches de la base soumis à l'influence et au contrôle direct de la grande masse à se mettre en vedette dans la lutte.

La demande du gouvernement concernant les pouvoirs spéciaux devait se heurter à la résistance des masses et celle-ci, à son tour, se prolonger inévitablement jusque chez certains députés ouvriers, sensibles à la pression des masses, donc poussés à mener le combat contre l'équipe gouvernementale.

Venant au secours de Siles, le journal officieux **La Nacion** lança par la même occasion une grande campagne d'intimidation et de menace contre les leaders ouvriers qui viendraient à se solidariser avec le POR, dénoncé par le journal comme le seul parti s'opposant aux pouvoirs spéciaux. **La Nacion** alla même jusqu'à publier dans la première page d'un de ses numéros la photocopie d'une page de **Lucha Obrera**, organe du POR où s'étalait en grand titre : « A bas les pouvoirs spéciaux ! ».

Là, le gouvernement visait bien. En effet, le centre politique de l'opposition des travailleurs à la politique réactionnaires de Siles ne se trouve nullement dans la direction capitularde représentée par Lechin mais dans le POR, dont les vues révolutionnaires attirent l'attention des masses qui quittent par vagues successives les rangs du MNR, ainsi que celle de cadres combatifs du MNR qui, subissant la pression d'en bas, rompent avec le gouvernement en raison de son orientation pro-impérialiste.

Mais Siles n'a pas pu empêcher que la résistance des masses à ses plans ne fasse tache d'huile jusqu'au Parlement lui-même. Le Bloc mineur parlementaire, qui groupe six députés, est apparu à la chambre comme le porte-parole de cette opposition, et a gagné à cette cause

d'autres élus de la COB. Cependant, le parti qui a montré la politique prolétarienne pouvant faire échec aux plans de l'impérialisme en Bolivie, c'est le POR. C'est ainsi que quand le député mineur Armanda Morales est monté à la tribune pour s'opposer au nom des mineurs aux pouvoirs spéciaux et qu'il a déclaré rompre avec la politique réactionnaire de Siles, il a développé des arguments qui rejoignent point par point les idées et la politique du POR.

Après avoir reconnu la réalité de la situation catastrophique décrite par les rapporteurs du gouvernement, le député mineur rejeta l'idée qu'une telle situation soit due, comme certains voudraient le faire croire, à une « incapacité du pays » ou au « manque de discipline des ouvriers », car si incapacité il y a à sauver le pays du chaos et de la catastrophe, elle se trouve dans le régime capitaliste, que le gouvernement défend. Puis, l'orateur opposa aux chiffres se rapportant aux problèmes et aux difficultés rencontrés par le gouvernement et le patronat, les chiffres relatifs aux problèmes et aux difficultés économiques — dont aucun ministre n'avait parlé — des familles ouvrières. Chiffres en main, il démontra que celles-ci mangent — et mangent mal — une seule fois par jour et ne peuvent renouveler leurs habits parce qu'elles doivent destiner leurs maigres salaires à la nourriture. Mais en dépit de tout, elles soutiennent toujours la révolution bolivienne, alors que les nouveaux riches du MNR la trahissent et l'étranglent.

Il démontra comment avec un tel niveau de vie, c'est-à-dire de faim et de misère, imposé aux masses, celui de la production ne peut pas ne pas baisser ; comment le plan économique dicté par l'impérialisme américain avait comporté une redistribution du revenu national en ce sens qu'on a arraché aux couches pauvres ce qu'on a donné aux riches ; comment une telle situation ne peut que s'aggraver davantage avec le blocage des salaires, la montée des prix et un chômage galopant.

Le député mineur combattit l'argumentation des ministres capitalistes selon laquelle on ne pouvait relever les salaires sans une augmentation préalable de la production, et montra comment relever ceux-ci tout en évitant les nouvelles émissions de papier-monnaie, à savoir par une redistribution du revenu national découlant de mesures et de plans économiques qui réduiraient la part que reçoivent les classes possédantes et relèveraient celle des travailleurs. D'ailleurs, ajoute-t-il, seule une telle redistribution, représentée en partie par un relèvement des salaires, peut relever le niveau de la productivité, chose qui s'avère impossible avec les salaires de misère actuels.

Il a ensuite dénoncé la gabegie et le gaspillage du gouvernement capitaliste dans le maintien d'une bureaucratie aussi bien étatique que syndicale, d'une armée, des nouveaux riches, etc., qui lui sont fidèles. Il dénonça le plan de stabilisation économique, dont le caractère était également politique et avait été « élaboré » par l'impérialisme « pour balayer la révolution bolivienne ». Puis il s'insurgea contre les attaques dont était victime le mouvement ouvrier, contre les saisies répétées du journal du POR **Lucha Obrera** et autres journaux ouvriers alors que la presse réactionnaire jouissait d'une entière liberté. Quant aux pouvoirs spéciaux, Siles les veut, dit le député mineur, « pour les utiliser contre le mouvement ouvrier, terrasser la révolution, finir avec nos conquêtes, et parvenir ainsi à une véritable stabilisation capitaliste défendue par un gouvernement fort qui se serait érigé sur le dos des ouvriers et des paysans ».

En demandant les pouvoirs spéciaux et en affirmant péremptoirement que son plan économique était le seul possible, le gouvernement avait menacé de démissionner si on les lui refusait. Au nom des mineurs, le député Morales répondit qu'il relevait ce défi, et il ajouta : « Ce n'est pas le pays qui a fait faillite, c'est son régime capitaliste... Hors le capitalisme et rompant avec le capitalisme, il y a une autre politique : la politique ouvrière assurant une stabilisation économique qui ferait supporter les frais de la crise aux riches. C'est la seule issue pour sauver la révolution bolivienne, arrivée au bord de la défaite et de la débâcle par la faute de la politique du gouvernement actuel ».

Rejoignant toujours les vues politiques du POR, il proposa un plan ouvrier de stabilisation économique comportant des mesures anticapitalistes audacieuses, plan qui effectivement ne pourrait être appliqué par Siles mais par un autre gouvernement. Et, répondant à la menace du gouvernement de démissionner, le député s'écria : « Cette attitude a posé la question de fond, la question-clé pour la Bolivie : Qui gouverne le pays et pour qui ? En proposant son plan économique, et en menaçant de démissionner si on ne l'adopte pas, le gouvernement entend gouverner le pays pour le profit des capitalistes et des riches. Nous, mineurs, en proposant notre plan économique, relevons le défi du gouvernement. Si le gouvernement n'est pas disposé à accepter le plan ouvrier, qu'il se démette ; nous, les travailleurs, constituerons notre propre gouvernement et prouverons que nous sommes plus capables pour diriger le pays que ne le sont les capitalistes ».

Le discours du député Morales fut continuellement gratifié d'interruptions même calomnieuses de la part d'un public composé de policiers et d'employés du gouvernement qui se voyaient encouragés par l'attitude passive du président de la chambre à leur égard. Leurs provocations arrivèrent à un point tel qu'un autre député mineur fit savoir à la présidence que si elle persistait dans une telle passivité, le groupe des députés mineurs se rendrait personnellement à la tribune du public pour y imposer de l'ordre. Saisi par la peur, les policiers se turent aussitôt.

Le discours d'Armando Morales avait effrayé la majorité siliste. Aussi elle fit approuver une motion-baillon pour clore le débat et empêcher l'intervention des

autres députés ouvriers. Ceux du Bloc mineur, suivis d'autres élus de la COB, quittèrent la salle en guise de protestation. Mais les pouvoirs spéciaux demandés par le gouvernement furent adoptés par un vote majoritaire.

Cependant, ce qui se passait à ce moment au parlement n'était qu'un faible prélude de ce qui allait se passer hors de ses murs. Quelques jours après, les ouvriers du textile de La Paz se mirent en grève contre les menaces de chômage. De leur côté, réunis dans une assemblée nationale élargie tenue à Potosi, les mineurs adoptèrent une motion qui approuvait le comportement de leurs élus parlementaires et, par 70 voix contre 10, se déclarèrent contre les pouvoirs spéciaux du gouvernement, scellant de cette façon leur rupture avec celui-ci. L'assemblée de Potosi avait été précédée d'un défilé des mineurs dans les rues, suivis de toute la population. Y ont pris part 20.000 personnes environ. A l'heure où j'écris, l'assemblée est toujours réunie et continue la discussion dans un climat de combattivité extraordinaire. On s'attend à l'adoption de nouvelles résolutions pour l'action, parmi lesquelles la lutte pour le relèvement des salaires, passant outre au blocage de ceux-ci prévu dans le plan Siles (1). Le journal officieux du gouvernement sue la rage et accuse le POR de diriger les débats de l'assemblée de Potosi, du fait que celle-ci s'achemine effectivement vers les vues politiques et le programme des trotskystes.

La révolution bolivienne est arrivée maintenant au moment où sa direction petite bourgeoise et capitaliste se dispose à l'étrangler après avoir complètement capitulé devant l'impérialisme. Mais il y a aussi la résistance héroïque des masses qui, sentant ce danger, tournent le dos à cette direction et se préparent à l'attaquer en dépit de la haute bureaucratie ouvrière qui refuse toujours de combattre. Les travailleurs, qui luttent pour sauver leur révolution, se rendent compte qu'il n'y a d'autre voie pour y réussir que la destruction du capitalisme et la constitution du gouvernement ouvrier et paysan. C'est dans cette voie que la réalité objective pousse les masses, les mineurs en tant qu'avant-garde et des cadres combatifs qui ne se résignent pas à la capitulation des sommités bureaucratiques. Et c'est dans cette voie que les uns et les autres trouvent que, pour organiser la nécessaire lutte pour la construction d'un gouvernement ouvrier et paysan, il n'y a d'autre direction que celle du POR, ni d'autre programme que le sien.

De la conjonction des désirs et des aspirations des masses et de l'action audacieuse et responsable du POR pour les organiser, surgira, à la prochaine étape, le pouvoir ouvrier en Bolivie. Les tentatives de Siles pour établir une dictature contre-révolutionnaire seront ainsi mises en échec.

---

(1) L'assemblée de Potosi a effectivement décidé à **l'unanimité** l'organisation de la lutte pour l'augmentation des salaires (N. D. L. R.)

Israël dans le Moyen-Orient

Le MAPAM face à une ouverture du Parti El Baath de Syrie

par **M. K.**

La situation de tension permanente entre Israël et les pays de l'Orient arabe ainsi que de guerre froide et chaude entre eux ne connaîtra jamais de fin par l'intervention des puissances mondiales. L'impérialisme occidental ainsi que l'Union soviétique agissent conformément aux besoins empiriques de leur diplomatie et de leur stratégie. Toute cette région est pour les deux un domaine vital où leurs oppositions ont abouti, au cours des derniers dix-huit mois, plusieurs fois à des situations qui menèrent presque à la troisième guerre mondiale.

Cette situation ne peut être surmontée par le statu quo des rapports sociaux et politiques au sein de l'Orient arabe. La révolution coloniale qui a commencé ne peut arriver à un développement progressif que par l'unification de l'Orient arabe et exige une transformation sociale: tous les éléments réactionnaires, particularistes, restant à mi-chemin ou moins loin encore, tous les éléments de domination qui subsistent dans les pays arabes et qui sont prêts à tout instant à se mettre à la solde de telle ou telle puissance mondiale sont un obstacle sur le chemin. En d'autres termes, seuls le mouvement et l'action socialistes des masses arabes elles-mêmes peuvent réaliser les tâches démocratiques et nationales de toute cette région. C'est seulement sur cette voie et dans ce cadre que peut être surmonté, sous une forme positive du point de vue du socialisme mondial, le problème créé par le conflit de l'Orient arabe avec les Juifs d'Israël. Toute autre solution est illusoire.

Malheureusement nous n'avions pas entendu jusqu'à présent d'aucune des deux parties la voix d'un mouvement socialiste révolutionnaire qui propage clairement et sans ambiguité ce point important du programme de la révolution coloniale dans l'Orient arabe aussi bien parmi les masses arabes que parmi les masses juives. Ce silence a été rompu par une déclaration de Michel Aflek, secrétaire général du parti socialiste syrien El Baath.

Dans une lettre signée de Léon Szur et Fenner Brockway, deux personnalités du Labour Party britannique, parue dans le « New Statesman and Nation » de Londres, du 23 novembre 1957, celles-ci rapportèrent une conversation avec Michel Aflek pendant une conférence à Athènes. Il ne s'agit donc pas d'une déclaration officielle ou d'un appel du Baath, mais plutôt d'une prise de position personnelle. Cependant les paroles d'Aflek ont un contenu si important qu'on ne doit pas les négliger, cet homme étant un des plus éminents dirigeants du Baath.

Il a dit : les oppositions entre les pays arabes et Israël doivent et ne peuvent être résolues que dans une **Fédération socialiste de l'Orient arabe.** Il demanda l'intégration d'Israël dans cette Fédération, les Juifs se voyant accorder les droits d'une minorité dans cette Fédération. Il déclara aux deux signataires de la lettre qu'il était prêt à se rencontrer avec des socialistes israéliens.

Cette déclaration est importante non seulement parce qu'elle montre une voie positive pour surmonter l'opposition arabo-israélienne. Il y est inclus un programme socialiste révolutionnaire. Aflek parle de Fédération **socialiste**, et cela signifie que l'unité de l'Orient arabe sera seulement l'œuvre des masses arabes contre la réaction indigène et contre les éléments instables. Et quand il se déclare prêt à s'entretenir avec des socialistes israéliens, ceci contient un élément de politique internationaliste, il ne s'adresse pas à un gouvernement mais aux socialistes d'un autre pays qui est en état de guerre avec le sien.

A la lettre parue dans le « New Statesman and Nation » un socialiste indien a réagi en disant que la déclaration d'Aflek est une manifestation très positive qui doit être saluée. Mais il ajoute que la personnalité centrale du Baath, Akram Chaurani, avait déclaré peu auparavant que toute main arabe qui serait tendue en faveur de la paix avec Israël devait être tranchée. Chaurani agissait ainsi pour ne pas être en retrait par rapport aux autres hommes d'Etat arabes qui veulent faire diversion à leurs propres difficultés. C'est une méthode interdite du point de vue socialiste. La révolution arabe ne peut triompher que dans le

sens de la déclaration d'Aflek, sans concessions à la politique antiarabe des instances sionistes et israéliennes.

En ce qui concerne la partie arabe, nous espérons que la ligne d'Aflek sur cette question triomphera dans le Baath et que les propos de Chaurani n'auront été qu'une déclaration maladroite contre la politique proimpérialiste des dirigeants israéliens. Passons maintenant à l'autre partie, le Mapam socialiste d'Israël (à ne pas confondre avec le parti dirigeant Mapai).

Avant d'en venir à ce parti, nous voulons donner un extrait du « Jerusalem Post » (du 2 décembre 1957) qui exprime d'une façon générale la ligne politique dominante en Israël : « **En théorie, du moins, le problème algérien a présenté pendant toutes ces années à Israël un dilemme honnête, à savoir comment concilier notre adhésion au principe d'autodétermination avec l'amitié et l'admiration pour la France. A ceux qui préconisent de ne dévier en quoi que ce soit de la noble voie des principes théoriques, on peut leur citer les mots d'un personnage aussi important que Nehru : « En politique étrangère, les principes jouent un rôle important, mais en dernière analyse l'intérêt national est décisif... rien ne nous oblige, au nom d'un prétendu anticolonialisme méfiant, à donner aide et soutien à nos ennemis les plus intransigeants.** »

Nous ne savons pas dans quel contexte et à quelle occasion ces mots ont été prononcés par Nehru. Nous n'avons également pas la moindre intention de défendre le dirigeant de la bourgeoisie indienne. Ce qui importe ici, c'est que l'auteur de l'article du « Jerusalem Post » qui exprime cyniquement la politique officielle du gouvernement, se cache derrière Nehru pour défendre une ligne incontestablement proimpérialiste et dirigée **contre** la révolution coloniale. Les politiciens israéliens et sionistes sont en faveur du principe d'autodétermination des peuples... quand il s'agit d'Israël. Mais quand il s'agit de la lutte des peuples coloniaux, alors « rien ne nous oblige... à donner aide et soutien à nos ennemis les plus intransigeants ». Conformément à cela, le représentant d'Israël à l'O.N.U., Emile Najar, appuya le ministre français des affaires étrangères Pineau lorsque celui-ci déclara, contre une résolution déposée par 29 délégations du bloc afro-asiatique, qu'aucune résolution de l'O.N.U. « ne changera la volonté de mon pays ni le cours de l'histoire de l'Afrique du Nord ». C'est dans la même ligne que s'exprima le Premier ministre israélien, Ben Gourion, peu après la fin misérable de la campagne du désert de Sinaï contre l'Egypte. Lorsqu'on lui fit observer que cette campagne n'avait fait qu'approfondir la haine des peuples asiatiques, ce vieil aventurier répondit que la **seule** amitié qui avait été gagnée en Europe (celle de la France) valait cent fois plus que celle de toute l'Asie réunie.

Le Mapam n'est naturellement pas responsable de la prise de position du « Jerusalem Post ». Il n'a également pas de responsabilité directe pour les déclarations de Najar à l'O.N.U. et de Ben Gourion au Knesset (Parlement israélien). Mais la question se pose de savoir quelle est sa position envers cette politique crument proimpérialiste et dirigée contre la révolution coloniale. Il faut soulever cette question parce que le Mapam a répondu à la déclaration d'Aflek qu'il était prêt à rencontrer des représentants du Baath syrien et qu'il a demandé à Fenner Brockway d'établir la liaison. C'est apparemment une réaction positive. Mais quel est le contenu profond de cette disposition ?

Premièrement il faut noter qu'Aflek n'a pas seulement annoncé qu'il était prêt à une entrevue, mais qu'il a indiqué sa disposition à le faire sur la base d'un programme concret: l'intégration des Juifs d'Israël dans une **Fédération socialiste de l'Orient arabe.** Dans la réponse du Mapam, sous forme d'une lettre au « New Statesman and Nation » du 30 novembre 1957, se trouve donnée exclusivement l'acceptation d'une rencontre, mais sans la moindre allusion à la partie programmatique de l'invitation.

En outre, le Mapam n'est pas un parti d'opposition au gouvernement de Ben Gourion, mais un parti gouvernemental qui assume donc aussi une responsabilité pour la politique de celui-ci et les déclarations des représentants du gouvernement au Knesset et à l'O.N.U. On pourrait répliquer à ce sujet que le Baath pour sa part est le plus important parti gouvernemental en Syrie et est par conséquent responsable, outre des déclarations de Chaurani, aussi des errements du gouvernement syrien d'un point de vue socialiste. Cette objection est juste. Mais, répétons-le, les termes d'Aflek sont de grande importance parce qu'ils contiennent un programme socialiste révolutionnaire, tandis que le Mapam n'a rien entrepris de tel, mais au contraire accepte sans critique la politique du gouvernement d'Israël et par suite en est coresponsable.

Dans les derniers temps son quotidien « Al-Hamischmar » ne se fâcha que sur deux points de la politique extérieure d'Israël : 1° Le Japon et l'Inde demandèrent à l'O.N.U. de voter une résolution sur l'interdiction de toute expérience avec les bombes atomiques et thermo-nucléaires. Israël vota contre. Que « Al-Hamischmar » ait protesté contre cela est très bien. Mais c'est encore loin d'être la preuve d'une politique socialiste, puisque même ceux qui déposèrent la résolution étaient des représentants de gouvernements capitalistes. 2° Le Mapam a fait grand bruit dans les derniers temps parce que le poste d'ambassadeur en Suisse n'avait pas été accordé à un membre du parti, ce qui avait été promis lors de la formation de la coalition gouvernementale. L'ensemble de la politique étrangère du gouvernement n'est pas mise en accusation, on déplore la non-obtention d'un poste diplomatique. C'est se moquer de soi-même et manquer de caractère. Et ces gens s'appellent très sérieusement « des socialistes révolutionnaires et des marxistes ».

Il faut encore ajouter ici que, tandis que le quotidien de ce parti publie constamment les informations de l'armée française en Algérie et des autorités françaises sur l'Algérie, il n'exprime pas sa propre position sur la question.

Voyons maintenant le programme de ce parti sur la question coloniale.

Bientôt aura lieu le congrès du parti. A cet effet son dirigeant, Meier Ja'ari, écrivit un projet de thèses qui est démocratiquement discuté depuis des mois. Ja'ari voit dans la lutte armée des peuples coloniaux contre leurs oppresseurs une fausse route. Il honore les méthodes pacifiques de Gandhi et de l'I.L.P. Dans le passage sur la lutte libératrice des peuples coloniaux Ja'ari ne mentionne pas d'un mot la lutte héroïque des Algériens contre l'impérialisme français. Bien que Israël se trouve effectivement dans l'Orient arabe, on ne peut trouver chez lui aucune analyse ou description sérieuse du développement de la révolution coloniale des pays arabes dans le Moyen-Orient. De même il n'en est pas fait mention dans les articles de discussion qui ont été publiés. Cela ne ressemble-t-il pas fortement à l'article cité du « Jerusalem Post » : « rien ne nous oblige au nom d'un prétendu anticolonialisme méfiant, à donner aide et soutien à nos ennemis les plus intransigeants » ? N'est-ce pas un assentiment tacite à la solidarité manifestée par le représentant israélien à l'O.N.U. à la position du ministre des affaires étrangères dans la question de l'Algérie ? N'y trouvons-nous également pas l'explication du silence du Mapam, « marxiste révolutionnaire », lorsque le chef du gouvernement dans lequel il siège préfère cent fois mieux le « seul ami en Europe », l'impérialisme français, à tout le monde colonial d'Asie ?

Ja'ari pense : « Si nous nous demandons aujourd'hui si sans exception, toutes les campagnes et actions qui ont mené jusqu'à la campagne du Sinaï et par voie de conséquence à notre isolement menaçant en Asie, étaient nécessaires, nous ne pouvons pas répondre oui sans hésitation et avec une conscience tranquille ». Mais le fait est que, pendant toutes ces campagnes et actions, on ne pouvait observer aucune hésitation ni conscience inquiète ; plus précisément, le Mapam a même approuvé sans scrupule toutes ces actions. L'action du Sinaï qui fut réalisée en liaison directe avec la campagne franco-anglaise contre l'Egypte, il est vrai, ne fut pas approuvée préalablement par ses représentants au gouvernement et son journal mit timidement en question cette action ; mais lorsqu'elle fut mise à exécution, la campagne du Sinaï fut « un exploit héroïque de notre armée » et on resta fidèle au gouvernement et à soi-même. Pour rassurer sa conscience, Ja'ari ne peut dire un oui complet dans son projet de thèses ; mais il ne dit aussi pas non à toutes les actions aventuristes de M. Ben Gourion et ses amis.

Nous n'envisageons pas d'examiner ici toute la position du Mapam. Nous n'idéalisons également pas du tout le Baath syrien. Nous sommes devant une ouverture concrète de la part du Baath, dans laquelle Michel Aflek en quelques mots donne une réponse socialiste révolutionnaire au problème du développement de la révolution dans l'Orient arabe et à la question des rapports arabo-israéliens. De son côté, le Mapam qui a été sollicité par lui pour des entretiens, n'a pris une telle position ni dans sa réponse directe ni en se délimitant de la politique réactionnaire proimpérialiste du sionisme, dirigée contre la révolution coloniale dans l'Orient arabe.

Nous saluons l'ouverture du Baath et pensons que la poursuite de celle-ci peut avoir, d'un point de vue socialiste, un effet positif parmi diverses parties des masses israéliennes, notamment au sein du Mapam.

Livio MAITAN

TOGLIATTI revient 30 ans en arrière

(" Rinascita " discute les idées de Trotsky)

A l'occasion du quarantième anniversaire de la Révolution d'Octobre, la revue du P.C. italien a édité un numéro spécial d'une ampleur considérable, qui constitue un document important à plusieurs points de vue. Il s'agit notamment d'une tentative pour donner une réponse autre que celle fournie par « l'Histoire du P.C. (b) de l'U.R.S.S. » de Staline à des questions essentielles de l'histoire du premier Etat ouvrier, pour tâcher de systématiser dans une certaine mesure les différentes explications données par Togliatti et ses amis aux problèmes posés par la « déstalinisation ».

La forme adoptée mérite d'être soulignée. On préfère faire face à de telles questions dans une revue assez lourde, au moyen d'articles souvent très longs que les ouvriers et les militants du rang en général auront beaucoup de peine à lire. Mais on veut justement éviter que la base s'immisce trop dans ces problèmes (c'est toujours dans ce but que les organes du parti ont évité la publication du fameux rapport Krouchtchev) qui devraient être plutôt réservés aux membres de l'appareil et aux intellectuels.

Il ne faut pas oublier cela pour juger d'une façon réaliste les répercussions qu'aura la parution de cette revue ; cela n'empêche qu'on doive apprécier l'importance du fait qu'un P.C., ayant une très large influence de masse, essaie pour la première fois depuis des décades, de développer assez largement une polémique avec les idées de Léon Trotsky et de l'Opposition de Gauche. Qui plus est : cette polémique est maintenue, en général, sur le plan politique et idéologique et évite les méthodes bien connues des accusations, des dénigrations et des calomnies.

Les rédacteur de « Rinascita » (dont Togliatti lui-même est le directeur, mais les articles les plus importants ne sont pas signés !) n'ont pas hésité à faire des citations directes (bien que parfois tendancieuses) des œuvres de Trotsky et de l'Opposition ; et, dans un article, ils en arrivent à expliquer la position de Trotsky sur l'affaire de Brest-Litovsk comme étant déterminée par l'espoir d'une révolution en Allemagne.

Dans un autre article, aussi bien Trotsky que d'autres anciens « traîtres » (Boukharine, Zinoviev et Kamenev) sont présentés comme « des personnalités politiques qui étaient autour de Lénine » qui, dit-on encore dans le même article, « par leurs opinions diverses ont contribué à former la volonté de la majorité, tout en étant souvent hostiles aux décisions et aux positions de Lenine » (p. 108).

On est évidemment assez loin des « explications » chères à feu Staline !

Il est difficile de répondre dans un seul article à tous les arguments que les rédacteurs de « Rinascita » ont étalés sur plus de deux cents pages (et des pages particulièrement denses). Nous nous limiterons donc aux questions essentielles, soit en ce qui concerne la polémique antitrotskyste, soit en ce qui concerne les problèmes de la « déstalinisation ».

Déblayons avant tout le terrain de certains points, somme toute, secondaires.

En parlant de la discussion sur les thèses d'avril, « Rinascita » attribue à Trotsky le mot d'ordre : « A bas le Tsar, vive le gouvernement ouvrier ! » (p. 25). Il s'agit d'une vieille erreur ou d'une vieille falsification — suivant le cas. Comme Trotsky dût le rappeler plusieurs fois lui-même, il n'a jamais avancé le mot d'ordre ci-dessus, qui en réalité a été proposé par Parvus. Mais, évidemment, les rédacteurs de « Rinascita » l'ignorent ou font semblant de l'ignorer, parce qu'il s'agit d'un « argument » valable pour justifier encore la vieille fable de la soi-disant hostilité de Trotsky envers les paysans, dont d'ailleurs il est fait étalage dans d'autres passages de cette revue.

Toujours au même endroit (p. 25) « Rinascita » explique que Kamenev et les autres — « aussi bien que Trotsky » — ne comprenaient pas la possibilité pour la révolution démocratique bourgeoise de se transformer en une révolution socialiste. Laissons ici de côté Kamenev et les autres ; en ce qui concerne Trotsky, cette accusation relève de la plus pure stupidité et sera aisément rejetée par tous ceux qui ont lu n'importe quelle page de Trotsky sur ce problème.

Enfin, c'est une véritable nostalgie stalinienne qui a sans doute dicté l'ignoble

amalgame sur la base duquel on a pu écrire :

« Tous ces groupes de gauche : populistes, socialistes révolutionnaires, menchéviks et sociaux-démocrates, du groupe Tchernov à celui de Martov et à celui de Trotsky, représentaient au fond, malgré leur phraséologie révolutionnaire, l'aile petite bourgeoise de la démocratie bourgeoise, à savoir une force qui était pour le maintien et l'amélioration, si possible, du capitalisme. »

En ce qui concerne Trotsky (mais aussi, pour la vérité, en ce qui concerne Martov) c'est une falsification grotesque, qui aurait mérité une digne place dans la fameuse « histoire » stalinienne désormais oubliée par tout le monde.

SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS ?

Heureusement, comme nous l'avons dit, la plus grande partie de la polémique de « Rinascita » ne se place pas sur ce terrain. Prenons en premier lieu l'article : « La construction du socialisme dans un seul pays : théorie et pratique » qui est évidemment dirigé contre les idées de Léon Trotsky.

Il s'agit en réalité d'une reprise assez ponctuelle des arguments avancés par Staline et les staliniens entre 1924 et 1927 et contre lesquels Trotsky a polémiqué d'une façon magistrale, entre autre, dans son écrit « La Troisième Internationale après Lénine ».

Cet article reprend avant tout la critique du mot d'ordre bien connu des Etats-Unis Socialistes d'Europe. L'occasion en était trop bonne : on pouvait polémiquer contre Trotsky en utilisant des prises de positions de Lénine.

D'après le rédacteur de « Rinascita » ce mot d'ordre serait une preuve du schématisme de la conception trotskyste et il serait lié à l'idée d'une révolution simultanée ou presque simultanée dans tous les pays européens. En effet, Lénine s'opposa en 1915 à ce mot d'ordre justement parce qu'il craignait qu'il puisse être interprété de cette façon ; mais, à ce sujet, Trotsky expliqua son point de vue tout à fait clairement :

« Qu'aucun pays ne doive « attendre » les autres dans sa lutte, voilà une idée élémentaire, qu'il est utile et nécessaire de répéter afin qu'on ne remplace pas l'idée de l'action internationale parallèle par l'idée de l'inaction internationale dans l'attente. Sans attendre les autres, commençons et continuons à lutter sur le plan national avec la certitude absolue que notre initiative stimulera la lutte dans d'autre pays. » (Trotsky, 1917, cité dans « La Troisième Internationale après Lénine, p. 50 ed. it.)

En ce qui concerne Trotsky les craintes de Lénine n'étaient donc pas justifiées.

D'autre part, en ce qui concerne le contenu intrinsèque du mot d'ordre, le rédacteur de « Rinascita » oublie trop légèrement qu'il a été adopté par la III[e] Internationale en 1923 : l'Internationale était elle « trotskyste » à cette époque ?

D'ailleurs notre critique « glisse » sur un autre point fondamental. D'après lui l'idée que les destinées de la Révolution russe étaient liées à celles de la révolution, surtout en Allemagne, serait une espèce d'aberration trotskyste. Au contraire, elle était généralement acceptée dans le Parti bolchevik et dans l'Internationale communiste, et Lénine lui-même l'a très souvent avancée. Une citation peut suffire pour toutes (et elles seraient innombrables) : « Il est absolument vrai que sans une révolution en Allemagne nous périrons » (7 mars 1918, Lénine op. vol. XV p. 132). Est-ce clair ?

Il est presque inutile de rappeler combien cette perspective « trotskyste » était concrète. La situation européenne — et allemande en particulier — était révolutionnaire et une victoire du prolétariat était parfaitement possible. En effet le prolétariat a développé son action révolutionnaire et tous les communistes devraient connaître les raisons de la défaite, qui n'ont rien à voir avec une carence des conditions objectives et une erreur de perspective de la part de Lénine, de Trotsky et de l'Internationale communiste en général.

Mais la pièce maîtresse du rédacteur de l'article dont nous parlons, est une citation tirée d'un travail de Lénine sur la coopération, d'où découlerait l'affirmation de la possibilité de la construction du socialisme dans un seul pays. Lénine a écrit ce qui suit (1) :

« **En effet, le pouvoir de l'Etat étendu à tous les moyens de production, le pouvoir de l'Etat dans les mains du prolétariat, l'alliance du prolétariat avec des millions de petits paysans, la garantie que le prolétariat garde son hégémonie par rapport aux paysans, etc, n'est-ce pas tout ce qu'il faut pour pouvoir, à l'aide de la seule coopération, que nous avons considérée autrefois marchande et que nous avons encore jusqu'à un certain point le droit de traiter de la sorte tandis que nous avons adopté la N.E.P., n'est-ce pas tout ce qui est nécessaire pour construire intégralement la société socialiste ? Ce n'est pas encore la construction de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant à ce but.** » (Vol. XVIII, II[e] partie, p. 140).

Il faut avant tout préciser que cet article sur la coopération n'a pas été élaboré par Lénine sous sa forme définitive, ce qui est prouvé, entre autre, par certaines insuffisances de forme assez évidentes. En outre, l'article concerne en particulier les formes sociales d'organisation du passage de la petite économie paysanne à l'économie collective, mais il n'examine pas la question des bases matérielles, productives, de ce passage. Les conditions dont parle Lénine, sont au fond, les conditions politiques de la construction du socialisme, lesquelles toutefois ne résolvent pas la question du point de vue matériel, économique. C'est pourquoi

(1) La citation dans « Rinascita » est partielle et fragmentaire.

Lénine écrit en un certain point : « ce n'est pas encore la construction de la société socialiste ». Pour y arriver, il faut justement l'existence des prémisses économiques qui ne sont pas en question dans cet article.

Mais ce qui est plus important, on ne trouverait pas dans tous les écrits de Lénine un autre passage qui comme celui que nous avons cité puisse déterminer des équivoques, tandis que maintes fois il a été absolument clair pour affirmer le contraire, à savoir l'impossibilité de la construction du socialisme dans un seul pays, isolé dans un monde capitaliste. Encore une fois nous nous limiterons à une seule citation :

« **Dans un pays pareil (la Russie) la révolution sociale ne peut gagner définitivement qu'à deux conditions : premièrement, à la condition qu'elle soit soutenue à temps par la révolution sociale dans un ou plusieurs pays avancés... L'autre condition est l'alliance entre le prolétariat qui exerce sa dictature ou garde dans ses mains le pouvoir étatique et la majorité de la population paysanne... Nous savons que ce n'est que par l'alliance avec les paysans qu'on peut sauver la Révolution socialiste en Russie aussi longtemps que la révolution n'a pas eu lieu dans d'autres pays.** » (Vol. XVIII, 1[re] partie, p. 137-138).

Cette idée était d'ailleurs un acquis commun du parti bolchevik, dans une telle mesure que même ceux qui plus tard l'abandonnèrent, ne la contestèrent pas pendant une longue période. Rappelons, entre autre, que le Comité Central du P.C. (b) approuvait sans aucune difficulté en 1921 l'inclusion dans le programme des Jeunesses Communistes d'une phrase de cette teneur :

« **La Russie ne peut atteindre le socialisme que par la révolution prolétarienne mondiale : nous sommes entrés dans l'époque du développement de cette révolution.** »

C'est pourquoi Staline lui-même au printemps de 1924 utilisait une formule « trotskyste » citée par « Rinascita » (2). Il ne s'agissait pas d'une « formulation malheureuse », comme voudrait le faire croire notre rédacteur, mais d'une expression tout à fait conséquente avec la tradition théorique du bolchevisme que Staline n'osait pas encore déformer ouvertement !

L'article de « Rinascita » n'approfondit pas la question de la possibilité ou de l'impossibilité de la construction du socialisme dans un seul pays en l'examinant dans ses vraies bases historiques et théoriques. C'est pourquoi nous ne revenons pas sur ce côté — évidemment fondamental — de la question. Cependant nous voulons ajouter encore quelque chose.

(2) « Pour la victoire définitive du socialisme : pour l'organisation de la production socialiste, les efforts d'un seul pays, surtout d'un pays paysan comme la Russie, ne sont plus suffisants ; dans ce but les efforts des prolétaires de quelques pays avancés sont nécessaires. » (p. 79.)

« Rinascita » utilise une autre citation de Lénine, adressée surtout contre la tendance gauchiste-boukharinienne (de 1918) pour démontrer soi-disant que « l'internationalisme » de Trotsky s'avérait fondé sur un schéma abstrait qui ne considérait pas les situations concrètes, les difficultés particulières de la crise révolutionnaire des autres pays ». Rien de plus faux. Si le rédacteur de « Rinascita » n'ignorait pas ou ne faisait pas semblant d'ignorer l'histoire des premières années de l'U.R.S.S. et de la Troisième Internationale, il se rappellerait que quand se dessinèrent dans l'Internationale des tendances putschistes ou ultragauchistes, Trotsky les combattit toujours — aux côtés de Lénine — sans la moindre hésitation et que toutes ses appréciations sur la situation des autres pays se basèrent toujours sur des analyses très concrètes et détaillées, qui ne concluaient pas nécessairement — cela devrait aller sans le dire — à l'existence d'une crise révolutionnaire.

D'ailleurs il est trop commode de faire du tapage à propos de Brest-Litovsk et des divergences entre Lénine et Trotsky à cette époque et d'oublier par exemple l'épisode moins connu mais non moins significatif de la campagne polonaise qui, sous un certain point de vue, a marqué un renversement des positions réciproques de Lénine et de Trotsky par rapport à Brest-Litovsk. Quand se posa le problème de l'offensive sur Varsovie, Lénine — qui rallia à son point de vue la majorité du Bureau politique — se prononça pour l'offensive sur la base d'une appréciation de la situation intérieure de la Pologne qui par la suite s'avéra trop « optimiste ». Trotsky, par contre, fut dès le premier moment contre l'offensive dont il comprenait tous les dangers militaires et politiques. Des positions analogues se répétèrent après la défaite de Varsovie, à propos de la question de la reprise éventuelle des hostilités. A la fin, Lénine préféra appuyer l'attitude de Trotsky et, même en cela, ce fut une sorte de répétition renversée de Brest-Litvosk (où finalement Trotsky appuya la position de Lénine). (« Ma Vie », p. 405-407 ; « Le prophète armé », I. Deutscher, p. 622).

Tout cela démontre que la conception générale de Lénine et celle de Trotsky ne différaient pas et qu'il n'y avait non plus de divergences essentielles sur la nature de la période. Par contre, il y avait — ce qui était tout à fait naturel — des divergences sur des analyses et des appréciations particulières. Sur ce terrain, il est absolument faux de présenter Trotsky comme le prêcheur simpliste de situations toujours révolutionnaires et le fauteur irresponsable de toutes sortes d'aventures en hommage à un prétendu schéma tout à fait abstrait. Ceux qui décrivent les choses de cette manière ou se trompent par ignorance grossière ou défigurent sciemment la vérité historique.

Mais évidemment il est beaucoup plus facile de tâcher de tromper les gens par des généralités gratuites et banales

que de développer une analyse sérieuse sur des textes et des positions réelles (3).

En liaison avec la question examinée jusqu'ici, il en est une autre, à laquelle « Rinascita » fait allusion brièvement dans un autre article (p. 115), à savoir celle de la conception des rapports entre l'économie soviétique et l'économie mondiale. Outre que « Rinascita » continue à ignorer le fait historiquement établi que Trotsky et l'Opposition ont avancé l'idée d'un plan quelques années avant que Staline et sa fraction ne l'acceptent, elle avalise encore l'accusation stalinienne classique d'après laquelle Trotsky aurait voulu transformer l'économie de l'U.R.S.S. en « un appendice de l'économie mondiale ».

Pour répondre à cette accusation, il suffit de rappeler que Trotsky fut toujours très fermement et très clairement pour la défense du monopole du commerce extérieur. « **Le monopole du commerce extérieur**, écrit-il dans un essai magistral de 1930, **s'impose tout aussi impérieusement que l'armée et la flotte à la République des Soviets. L'abolition ou même seulement l'affaiblissement du monopole du commerce extérieur (Staline tenta d'y parvenir sous l'influence de Sokolnikov à la fin de 1922) marquerait non seulement un retour à la Russie dans la voie du capitalisme, mais la réduction de ce pays à l'état de semi-colonie** ». (« Ecrits » p. 74).

Ce que Trotsky soulignait, c'était la nécessité d'une liaison économique avec le marché mondial et le caractère utopique d'une espèce d'autarcie soviétique. Cette liaison aurait opéré comme un stimulant, particulièrement dans certains secteurs où on aurait pu utiliser, grâce à elle, des ressources autrement immobilisées (op. cit. p. 117).

« **La plateforme de l'Opposition de Gauche**, écrit Trotsky en 1929, **exclut toute ligne de conduite menant vers une économie fermée, isolée. Il est absurde de s'efforcer de séparer l'économie soviétique du marché mondial par une muraille de Chine. Le sort de cette économie sera décidée par l'allure générale de son développement (y compris l'agriculture) et nullement par le degré de son « autonomie » dans la division mondiale du travail** » (p. 340).

Dans un autre article, nous lisons :

« **La tâche n'est pas de réaliser un rythme maximum abstrait mais le rythme le plus favorable dans les circonstances données, c'est-à-dire celui qui découle des conditions économiques intérieures et mondiales, elle est de fortifier les positions du prolétariat, de préparer les éléments nationaux de la future société socialiste internationale, en même temps, et par dessus tout, d'améliorer le standard de vie du prolétariat, renforçant son union avec les masses non exploiteuses du village** » (op. cit. p. 152).

Voilà comment Trotsky posait le problème : sa divergence par rapport à Staline découlait évidemment d'une divergence sur la conception fondamentale de la construction du socialisme et de la marche de la révolution mondiale. Nous ne pouvons évidemment reprendre ici toutes les idées de base de Trotsky : il suffit d'avoir apporté quelques précisions en réponse à des interprétations ou déformations grossières.

LENINE, TROTSKY ET LA DISCUSSION SYNDICALE

L'article au titre « Lénine, le contrôle ouvrier et le mouvement syndical » inclut une polémique assez ample contre l'attitude de Trotsky sur la question des syndicats dans les années 1919-1920.

« **D'après Trotsky** — écrit « Rinascita » — **l'étatisation des syndicats devait être plus tard rien d'autre que leur transformation dans des organes auxiliaires de l'appareil centralisé de l'Etat, subordonnés de l'extérieur et par en haut à une direction bureaucratique, même militaire, suivant la praxis du communisme de guerre, introduite comme élément permanent dans la construction de la société socialiste** » (p. 73).

Plus loin nous lisons que d'après Trotsky et Boukharine, « **toute contradiction possible entre les intérêts des travailleurs et l'intérêt de l'Etat soviétique était niée par un simple syllogisme... Trotsky (au IIIe Congrès des syndicats), en défendant les armées du travail, soutint de la façon la plus énergique, et par des arguments analogues à ceux de Boukharine, le droit absolu de l'Etat prolétarien à employer les forces de travail de la nation de la façon qu'il estimait la plus juste ; les syndicats devaient transformer radicalement leur propre fonction par rapport aux travailleurs : ces derniers devaient désormais être considérés non plus en tant que consommateurs — et donc défendus dans leurs intérêts immédiats — mais dans les conditions de l'Etat soviétique, en tant que producteurs ; leur tâche était, donc, celle d'organiser la discipline du travail, d'en accroitre l'efficacité, la productivité. Les syndicats ne devaient plus s'occuper du revenu individuel des travailleurs, mais du revenu national. De cette façon, les syndicats n'étaient plus qu'un engrenage inséré dans la machine d'un Etat qui planait au dessus des travailleurs...**

D'après Trotsky les syndicats devaient devenir les brigades de choc de la grande armée du travail : ils devaient être dirigés par un personnel nommé par en haut, par le parti et par l'Etat ; seulement par ce moyen ils pouvaient se libérer des dégénérescences bureaucratiques et de l'étroitesse corporative ». (p. 76).

(3) L'affirmation de « Rinascita » suivant laquelle « l'internationalisme de Trotsky se transformait en un nationalisme aveugle et borné » (p. 80) n'est qu'un piètre jeu de l'esprit et ne mérite pas d'être réfuté tant la pensée de Trotsky est claire pour ceux qui savent ou veulent l'entendre.

En ce qui concerne les appréciations de Gramsci sur Trotsky nous devons nous permettre de renvoyer nos lecteurs à une série d'articles parus dans « Bandiera rossa », organe de la section italienne de la IVe Internationale.

En principe, le sieur Togliatti et ses acolytes ne seraient pas les mieux placés pour reprocher à Trotsky une conception soi-disant bureaucratique des syndicats. Pendant près de trois décades, ces gens ont approuvé la pratique stalinienne de subordination totale des syndicats à l'Etat bureaucratisé, applaudissant à une conception strictement « productiviste ». Il faut tout leur aplomb pour qu'ils se rappellent tout à coup les idées de Lénine en 1920 et deviennent des partisans de l' « indépendance » des syndicats par rapport à l'Etat : cela, entre autre, sans une seule ligne d'autocritique !

Mais en réalité les critiques qu'ils adressent à la position de Trotsky à propos des syndicats ne sont pas nouvelles et elles ont trouvé place aussi dans certains ouvrages historiques dont le sérieux ne pourrait pas être contesté.

Il est vrai que, dans la discussion syndicale en 1920-21, Trotsky fut partisan d'une ligne qui était différente de celle préconisée par Lénine. Il est vrai aussi que certaines de ses propositions impliquaient des dangers sérieux et n'étaient pas de nature à assurer un accomplissement de la part des syndicats des tâches qui sont spécifiquement les leurs. On peut ajouter que certaines mesures pratiques adoptées par lui dans le syndicat des cheminots n'étaient pas en accord avec les règles normales de la démocratie syndicale. On peut — **last but not least** — conclure qu'il n'avait pas compris que « durant la période qui s'étale entre le début et le parachèvement de la gestion ouvrière, la classe ouvrière avait besoin d'un organisme de défense de ses intérêts de consommateurs, organisme indépendant de l'Etat » (4).

Mais il ne faut pas, d'autre part, oublier toute une série d'éléments qui doivent absolument entrer en ligne de compte si on veut comprendre les véritables idées de Trotsky, à cette époque, sur cette question.

Lui-même souligne dans « Ma Vie » l'un de ces éléments : ses propositions sur l' « étatisation » des syndicats étaient conçues dans le cadre du communisme de guerre et en effet elles ne furent plus reprises après l'adoption de la NEP (5). Il est donc erroné de les considérer dans l'abstrait, **sub specie aeternitatis**, et d'accuser Trotsky de concevoir comme « permanentes » et « normales » pour une société socialiste des mesures propres à une péride absolument extraordinaire.

Peut-on dire d'ailleurs que Trotsky oubliait tout à fait le point de vue de l'ouvrier-consommateur ou était insensible aux nécessités de la démocratie ouvrière ? Ce n'est possible qu'à la condition de procéder par des citations unilatérales ou par des simplifications abusives de ce qu'était la conception de Trotsky dans son ensemble.

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs si encore une fois nous devons avoir recours à des citations, mais nous ne pouvons pas nous en passer.

A la conférence panrusse du Comité central des ouvriers du transport, Trotsky a dit (en 1920) :

« **Les syndicats doivent concentrer entre leurs mains toute la production : ils doivent l'organiser et en devenir les directeurs autorisés. La lutte contre l'esprit bureaucratique a pour condition l'organisation pratique de cette production et l'appel aux masses laborieuses à (s'associer) à cette œuvre d'organisation** ».

Dans un article paru à peu près à la même époque, on lit :

« **Deux ordres de questions dominent actuellement l'attention du Parti Communiste : la démocratie ouvrière et l'organisation économique... Par démocratie ouvrière ou soviétique nous entendons la participation réelle et de plus en plus large des travailleurs à la construction de la société nouvelle...** »

Dans un autre article, écrit pour le Xe Congrès du parti, on lit :

« **La démocratie ouvrière ne peut pas éclore dans les conditions d'épuisement et de pauvreté. L'auto-détermination des masses ne peut s'affirmer que sur la base d'une satisfaction croissante des besoins matériels. Concentrer toutes les forces et toute l'attention sur l'économie, voilà en quoi doit consister l'essentiel de la vie intérieure de tous les organes et de toutes les formes de la démocratie ouvrière. Plus le travail des syndicats se développera dans le sens de la nouvelle direction, plus profondément ils pénétreront dans les masses, et plus il sera possible d'appliquer tôt toutes les méthodes de la démocratie de l'économie, c'est-à-dire non seulement de discuter systématiquement les mesures économiques les plus importantes dans les réunions de larges masses, mais encore d'appliquer le principe de l'élection à toute une série de postes d'administration économique** ».

Dans un écrit de 1921 nous pouvons lire :

« **Dans les domaines de la lutte contre le bureaucratisme l'Etat ouvrier devrait utiliser ses forces non pas tant pour surcharger les organes de contrôle que pour élargir et améliorer l'appareil économique existant, en l'unifiant à cette fin avec les syndicats. Dans la mesure où les syndicats ne se placent pas dans le domaine du travail productif créateur, ils n'avancent plus, ils s'ossifient et portent en eux-mêmes toutes les marques défavorables du bureaucratisme** ».

Dans un discours prononcé devant les sections féminines du Parti, Trotsky a dit finalement :

« **Dans la lutte collective, notre prolétariat a développé les plus hautes qualités de dévouement, mais à ce dévouement doit correspondre finalement une compensation matérielle. Nous devons lui**

(4) A propos de cette question de la polémique sur les idées avancées par Trotsky dans la discussion syndicale dans le P.C. russe, voir l'article de E. Germain (Q.I., mars 1955).

(5) Il faut rappeler encore une fois que, contrairement à ce qu'affirme la légende stalinienne, Trotsky comprit très bien la nécessité de la N.E.P. et même parvint à des conclusions « nepistes » avant Lénine.

assurer ainsi qu'à sa famille les meilleures conditions d'existence ».

Tout cela devrait donner une idée plus claire de la conception de Trotsky à cette époque. Il a commis des erreurs, nous n'avons aucune raison de le nier ; mais l'intégration des syndicats dans l'Etat devait répondre, à son avis, à l'exigence primordiale d'assurer une participation active de la classe ouvrière à la direction de l'économie et il comprenait très bien, d'ailleurs, que cette participation ne pouvait pas concrètement s'affirmer sans un minimum de base matérielle, en d'autres termes sans qu'on puisse tenir compte des nécessités de l'ouvrier consommateur.

La voie par laquelle Trotsky voulait atteindre ces buts n'était peut-être pas la plus appropriée. Mais, de toute façon, il est du moins simpliste et donc faux de présenter ses idées comme l'a fait « Rinascita » et il est encore plus faux de tirer la conclusion absurde que Trotsky n'a fait — au moins sur ce terrain — qu'anticiper dans la théorie ce que Staline a plus tard réalisé dans la pratique. Il suffit de se renseigner d'une façon un peu moins unilatérale pour se convaincre de l'arbitraire de telles interprétations.

TOGLIATTI ET LA DEUXIEME REVOLUTION CHINOISE

Une troisième question importante est soulevée par « Rinascita » dans l'article « La Révolution a ouvert la voie à la libération des peuples coloniaux ». Il s'agit de la polémique bien connue sur la défaite de la révolution chinoise en 1925-1925.

« Rinascita » reprend point par point les arguments staliniens de 1927 et recourt même à des citations d'un rapport de Togliatti dans une réunion du Comité exécutif de l'I. C. à l'époque.

La responsabilité de la défaite retomberait — d'après « Rinascita » — sur la direction du P. C. chinois (Chen-Dou-Siou) qui aurait commis des erreurs opportunistes « dans le sens de limiter l'activité et le travail d'organisation des communistes à l'intérieur du front uni, d'abandonner à eux-mêmes ou, encore pire, de freiner les mouvements paysans et ouvriers en les considérant comme des « excès » qui pouvaient rompre le front uni » (p. 170). L'Internationale Communiste, par contre, aurait toujours recommandé aux communistes chinois « de développer un travail politique et organisationnel indépendant, d'organiser le prolétariat en tant que force politique indépendante, de soulever les paysans contre les propriétaires fonciers, d'organiser ouvertement la révolution des ouvriers et des paysans et de préparer de cette façon les conditions pour l'hégémonie du prolétariat ».

En ce qui concerne Trotsky et l'Opposition, ils auraient soutenu — selon Togliatti — des positions infantiles de la même nature que celles de Serrati qui, au 2e Congrès de l'I. C., avait nié la distinction léniniste fondamentale entre la révolution dans les pays oppresseurs et la révolution dans les pays opprimés. « **En face de la perspective d'une rupture inévitable avec la bourgeoisie, la directive de l'Internationale au P. C. chinois était de ne pas provoquer la rupture, mais d'utiliser les éléments bourgeois adhérents au bloc révolutionnaire aussi longtemps que cela était possible et compatible avec la nécessité de l'alliance avec les paysans. Si notre directive avait été une autre, à savoir celle de nous isoler du bloc national et de provoquer la rupture avant que l'un des éléments qui le composaient en fut rejeté par le développement de la lutte révolutionnaire, quel avantage aurions-nous eu ? Nous serions-nous trouvés le jour de la rupture plus forts que nous nous sommes trouvés lors du coup d'Etat de Tchang-Kaï-Chek à Shanghaï ? »**

Voilà une musique de 1927 que monsieur Togliatti voudrait jouer à nouveau, trente ans après, comme si rien n'était intervenu, comme si en Italie même les militants communistes n'avaient pas la possibilité de constater personnellement assez aisément si ses allégations sont exactes ou fausses. Et il suffit, pour un militant quelconque, de lire une seule page de Trotsky sur la révolution dans les colonies pour qu'il se rende compte que la comparaison entre les positions de Trotsky — qui d'ailleurs a été toujours entièrement d'accord avec Lénine à ce sujet — et certaines positions maximalistes infantiles repose sur une grossière falsification. Nous défions Togliatti de trouver une seule page trotskyste qui puisse justifier son appréciation. Nous sommes sûrs qu'il ne pourra pas la trouver.

En ce qui concerne la politique de l'I. C. en Chine, ce qui est arrivé est, d'après Togliatti lui-même, exactement le contraire de ce qu'on escomptait. Ce n'est pas le P.C. qui « utilisa » la bourgeoisie nationale, mais la bourgeoisie nationale qui « utilisa » le P.C. qui, d'ailleurs, lors du coup d'Etat de Shanghaï a été littéralement écrasé. C'était pourtant inévitable, étant donné la politique qui avait été adoptée et dont le sens était la subordination du P.C. donc du mouvement ouvrier, à la direction du Kuomintang qui était essentiellement bourgeoise. Pour entrer dans le Kuomintang et y rester, le P. C. accepta en effet des conditions très dures et même celle de renoncer à la critique des conceptions petites bourgeoises de l'inspirateur du Kuomintang, le docteur Sun Yat Sen (entre autre, l'adhésion au P.C. était interdite aux membres du Kuomintang !)

Il ne s'agit donc pas, comme « Rinascita » voudrait le faire croire, de simples erreurs d'application d'une ligne en soi correcte, mais d'une conception stratégique tout à fait fausse qui, en pratique, niait l'indépendance du mouvement ouvrier et impliquait sa subordination à la direction bourgeoise du Kuomintang.

Quant à la responsabilité de la direction du P.C. chinois et en particulier de Chen-Dou-Siou, nous avons affaire ici à la répétition d'une manœuvre de type classique. Personne ne peut nier cette responsabilité, mais elle est bien moindre que celle de la direction de l'I.C., à savoir Staline, qui détermina toute la politique chinoise. Après la défaite il fallait trouver un bouc émissaire pour décharger le Komintern stalinisé de ses responsabilités et ce sont les dirigeants chinois qui ont payé. Mais ni Togliatti ni le rédacteur de l'article de « Rinascita » ne devraient ignorer qu'après une première expérience négative au mois de mars 1926 (à ce moment Tchang-Kai-Chek mit sur pied le coup d'état de Canton, en arrêtant, entre autre, les dirigeants du P.C.) et après avoir connu les conditions très durs que le Kuomintang exigeait pour l'admission des communistes, le Comité central chinois avait décidé de se retirer du Kuomintang : le Komintern intervint dans le sens contraire, annulant la décision de la direction chinoise. Mais c'est évidemment un détail qui n'intéresse pas nos amis de la revue italienne (6).

On peut conclure sur la partie concernant la polémique anti-trotskyste. Il est vrai que « Rinascita » renonce aux « arguments » staliniens couramment utilisés pendant plus de deux décades (7). Mais l'opération accomplie — sous la pression de la nouvelle situation créée par le XXe Congrès et de la parution récente en Italie de deux œuvres capitales de Léon Trotsky qui ont eu une circulation incontestable parmi des membres du P.C.I. — consiste dans la reprise des arguments avancés par Staline entre 1923 et 1927. On peut dire qu'il n'y a pas une seule ligne qui soit originale : le vieux Togliatti est simplement revenu trente ans en arrière.

Naturellement, Staline est encore considéré comme une source fondamentale et souvent les idées des adversaires ne sont pas présentées par des citations directes, mais par des paraphrases de Staline lui-même. Le caractère arbitraire de cette méthode n'a pas besoin d'être dénoncé.

Enfin, le but de tous les articles que nous avons cités, c'est de remplacer l'antithèse Staline-Trotsky — qui n'est plus payante — par l'antithèse Lénine-Trotsky. Trotsky est justement décrit comme l'opposant de Lénine et on arrive à affirmer carrément que Staline avait raison quand il parlait « d'une opposition permanente du trotskysme au léninisme » (p. 79). Dans ce but on met en épingle les divergences réelles, on les exagère, on les défigure. On garde le silence sur le rôle de Trotsky dans la révolution et on minimise le fait de la collaboration entre Lénine et Trotsky de 1917 à 1923. On ignore que cette collaboration s'est réalisée non sur des questions de détail, mais sur les questions fondamentales : lutte révolutionnaire pour la prise du pouvoir, organisation de l'Etat ouvrier, problème de la guerre civile, fondation et organisation de l'Internationale Communiste, principes de base du mouvement communiste mondial.

Nous sommes donc, loin encore, d'une méthode historique sérieuse. C'est encore feu Staline, en dernière analyse, qui détermine le ton de la musique.

(6) « Rinascita » cite aussi la conclusion du rapport de Togliatti sur la Chine, disant : « De cette façon nous devons être pour les Soviets en Chine dans la phase actuelle ». C'est l'affirmation de la politique aventuriste qui amena à la défaite de Canton : évidemment Togliatti ne pense pas que le moment d'une autocritique à ce sujet soit encore venu.

(7) Pour être précis, des « nostalgies » staliniennes se manifestent dans une note à la page 79, où l'on parle de sabotage de la part de l'opposition trotskyste, tandis qu'il est bien connu que les trotskystes furent toujours hostiles à de telles méthodes de lutte. Plus encore, on lit : « Dans son autobiographie, Trotsky explique comment ils profitaient de toute occasion pour déclencher « une campagne contre la théorie réactionnaire du socialisme dans un seul pays » (Ma vie, p. 461, éd. it.) et il admet que l'opposition n'hésita pas à recourir à des « voies illégales » (Ma vie, p. 472) ».

En réalité, la citation complète tirée de « Ma vie » est la suivante : « Au fond, le problème des coefficients comparatifs, résultant du fait que les forces de production mondiales sont supérieures aux forces nationales, constituait une campagne contre la théorie réactionnaire du socialisme dans un seul pays ». On peut apprécier la déformation !

Quant à « voies illégales », il est évident que si « la démocratie socialiste est violée », on ne peut qu'avoir recours au travail clandestin (sauf si on désire applaudir les différents Béria, comme l'ont toujours fait les rédacteurs de « Rinascita »).

C'EST LA FAUTE AUX MASSES...

Si, en général, le numéro de « Rinascita » dont nous parlons tâche de donner une explication néo-stalinienne ou post-stalinienne de l'histoire de l'U.R.S.S. dans les dernières décades, c'est surtout l'avant-dernier article — écrit fort probablement par Togliatti lui-même sous le titre « Les perspectives ouvertes par le XXe Congrès et le nouvel essor de la démocratie socialiste » — qui prétend donner une réponse quelque peu systématique aux problèmes posés par la « déstalinisation ».

Grosso modo, on pourrait dire que cet article se place entre la fameuse interview de Togliatti d'il y a un an et demi — qui avait provoqué la critique des dirigeants du P. C. de l'U.R.S.S. — et le document de Moscou, dans le sens que par rapport au premier document il représente un pas en arrière, tandis qu'il est plutôt moins « néostalinien » que le deuxième. Sur la question de l'Etat-guide, pour prendre un exemple assez significatif, « Rinascita » ne reprend pas la conception « polycentrique » avancée par Togliatti en 1956, mais d'autre part elle ne parle jamais, sur plus de deux cents pages, du rôle de l'U.R.S.S. dans les termes utilisés par la résolution de Moscou, qui a voulu réaffirmer l'hégémonie de l'U.R.S.S.

Dans l'interview de « Nuevo Argomenti » Togliatti en était arrivé à écrire : « Dans le régime instauré par Staline dans des périodes déterminées il y avait

des éléments de tyrannie et le pouvoir avait commis des actes délictueux et moralement révoltants ». Il avait exprimé des doutes sur la validité de la ligne politique suivie par le P.C. de l'U.R.S.S. « parce que la restriction et, dans certains cas, la disparition même de la vie démocratique est une chose essentielle pour la validité d'une ligne politique » ; il avait parlé d'une bureaucratisation du parti, des organes de l'Etat, des syndicats et il avait défini Staline comme « l'organisateur et le dirigeant le plus expérimenté d'un appareil bureaucratique ». Tout cela disparaît maintenant dans l'article de « Rinascita » ou s'y trouve exprimé en des termes beaucoup plus modérés.

On parle en effet de « certaines formes de rigidité bureaucratique de direction personnelle, de violation des normes de la démocratie soviétique et du parti », mais on ajoute tout de suite que ces phénomènes — qui se seraient dessinés « dans les dernières années d'avant la guerre » — se seraient atténués pendant la guerre, quand on aurait pu assister « à une plus large initiative d'en bas ». Toutefois — on continue — « le culte de la personnalité de Staline et les formes de direction personnelle, de dogmatisme, de bureaucratisme qui lui étaient liées, étaient loin de pouvoir être considérées comme liquidées ».

Plus loin on parle de « remplacement de méthodes de direction collective par des méthodes de direction personnelle », de « déformations hiérarchiques des méthodes du centralisme démocratique », de « déformations dogmatiques de la doctrine marxiste et des méthodes de travail communistes », de « méthodes de commandement bureaucratique », de « dogmatisme », de « distorsions du fonctionnement correct du système politique soviétique et même de délictueuses violations de la légalité socialiste et de la démocratie intérieure du parti ». On souligne en outre les responsabilités de Staline sur le plan culturel et les conséquences du « culte de la personnalité » dans l'agriculture. On affirme enfin que la responsabilité la plus grave de Staline a été, « peut-être, d'avoir limité et parfois étouffé la circulation des idées et la discussion dans le parti ».

D'autre part, on explique que toutes les erreurs de Staline « ne pouvaient pas entamer ni mettre en question la validité même du système étatique soviétique en tant que système étatique socialiste » et que « malgré les erreurs, les distorsions et les violations, le système soviétique et la direction du parti ont continué, même dans les moments les plus difficiles, à assurer — à la direction de l'économie aussi bien qu'à celle de l'Etat — la participation directe et active de millions de travailleurs ». Et même dans la période « des erreurs les plus graves », le parti aurait assuré, d'après « Rinascita », une « direction fondamentalement juste ».

L'idée suivant laquelle la démocratie socialiste aurait été violée en haut mais non pas fondamentalement en bas a été avancée maintes fois par les post-staliniens italiens et dans le même numéro de cette revue elle revient dans un article de Longo (8). Mais il s'agit au fond d'une véritable escroquerie, parce qu'on suppose réalisée la démocratie quand un comité de troisième ordre peut décider sur le nettoyage des cabinets ou sur la construction d'une fontaine, tandis que tous les problèmes politiques et économiques fondamentaux, s'ils étaient soustraits à la décision des membres du Comité central du parti et du Soviet suprême, l'étaient à plus forte raison à celle de l'ouvrier ou du paysan du rang. Mais il se peut que, d'après Togliatti et ses amis, les « grands problèmes » doivent être une chasse gardée des gens d'en haut, tandis que les ouvriers et les paysans peuvent se satisfaire de se voir assurer la possibilité de trancher les menues questions.

D'ailleurs le caractère bureaucratique-réactionnaire de la conception de Togliatti se manifeste d'une façon encore plus claire dans ses explications sur les origines du « culte de la personnalité ».

Déjà à l'époque de l'interview de « Nuevo Argomenti », nous avions souligné l'insuffisance absolue — du point de vue du matérialisme marxiste — des explications du culte de la personnalité fournies par Togliatti. Ici, on trouve une explication un peu plus poussée dans le sens qui suit.

« Pendant la guerre et dans la période difficile de la reconstruction de l'après-guerre — lit-on — dans le groupe dirigeant du parti lui-même avait continué à prévaloir l'idée — basée sur une grave sous-estimation du niveau de conscience politique atteint par les masses soviétiques — que, en face des dramatiques difficultés de cette période historique, une confiance dogmatique dans le chef du parti (même si elle pouvait nuire à la vie démocratique du parti et à l'initiative des masses) constituait un élément de force nécessaire pour la victoire. Aussi au dehors de l'U.R.S.S., du reste, et pas seulement dans les partis communistes, une appréciation analogue sur la fonction de la personnalité de Staline était largement répandue : ce qui parait confirmer que — bien qu'erronée et avant-coureur de graves conséquences politiques — elle ne pouvait pas être considérée tout simplement comme un phénomène dû au hasard, explicable seulement par la personnalité puissante et les défauts personnels de Staline, mais qu'elle avait dans la réalité des racines objectives...

(8) L'article de Longo — l'un des dirigeants du P.C. italien les plus « froids » envers la « déstalinisation » — minimise la portée du « culte de la personnalité », que d'ailleurs le parti n'aurait pas hésité à dénoncer et à vaincre « rapidement » (sic ! p. 84). « La facilité relative avec laquelle les corrections ont été réalisées de l'intérieur du système soviétique lui-même — écrit Longo — démontre que le dommage causé par ce qu'on a nommé le culte de la personnalité de Staline, a été partiel et a touché plus les sommets des organes de direction de l'Etat et du parti que la base. » (pp. 83-84.)

A côté de l'article de Longo, il y en a d'autres qui sont plus « staliniens » (par exemple celui sur les opérations militaires qui présente sous un jour favorable même le rôle de Staline pendant la guerre (p. 140).

« Les déviations dans le sens du culte de la personnalité de Staline, si elles étaient basées, d'une part, sur une grave sous-estimation du degré de maturité politique atteint par les masses soviétiques, peuvent être considérées, de l'autre, comme une concession partielle du parti dans le sens de ce que Lénine avait qualifié « le culte de la spontanéité » des masses les plus arriérées. » (p. 192).

Tout en parlant d'une appréciation incorrecte de la maturité des masses, on avance, au fond, l'argument du caractère arriéré de certains secteurs au moins des masses comme une justification du culte de la personnalité. Cette explication est même avancée pour justifier les déformations dogmatiques du marxisme, certaines formules de propagande, certaines méthodes de direction pendant la période des premiers plans quinquennaux.

Mais pour ceux qui pourraient soupçonner de notre part une extrapolation un peu hâtive, citons encore les lignes suivantes qui voudraient justifier les hésitations des dirigeants du P.C. de l'U.R.S.S. avant de commencer la lutte contre « le culte de la personnalité ». Ils auraient hésité parce que **« ce culte avait désormais des racines profondes dans le peuple et dans le parti lui-même : de telle façon qu'à celui qui en avait compris les conséquences néfastes et avait choisi la voie de le combattre, il pouvait apparaître que ce choix signifiait prendre parti contre la révolution, contre le pouvoir soviétique, contre le parti, contre le socialisme, contre le peuple lui-même qui, dans le nom de Staline, identifiait et défendait avec passion, désormais, la révolution, le pouvoir soviétique, le parti, le socialisme »** (p. 195).

Dans son interview de l'année dernière Togliatti avait mis en lumière une certaine co-responsabilité des dirigeants soviétiques ; maintenant il semble les justifier beaucoup plus et il préfère insister davantage sur l'attachement du peuple à Staline. Et dans un autre passage il revient encore sur ce thème en disant que les erreurs dues au culte de la personnalité se sont développées « non en conséquence d'une rupture des liaisons organiques du parti avec les masses, mais, au contraire, le cas échéant, en conséquence d'une adaptation passive à leur spontanéité la plus arriérée ». Et le retard même de la « déstalinisation » s'expliquerait par « la préoccupation de la part du P.C. de l'U.R.S.S. de garder, en toute situation, ses liaisons avec les masses, sans « fuir en avant », en ne tenant pas compte du degré de conscience atteint par elles » (p. 197).

Ce serait donc, en dernière analyse, la faute aux masses ! Le cercle du raisonnement bureaucratique ici se ferme : les bureaucrates, l'appareil ont toujours des justifications et, s'ils adoptent des méthodes réactionnaires, c'est au fond une nécessité pour s'adapter au niveau des masses !

Nous avons à peine besoin de dénoncer le caractère apologétique, non-marxiste, de ce procédé. Nous ne nions pas que l'état arriéré de larges couches des masses russes ait facilité la « stalinisation ». Il ne s'agit pas d'une cause, mais d'un élément accessoire qui a facilité le processus. Pour déterminer la cause, il faut, en dernière analyse, répondre à la question : dans l'intérêt de qui cela est-il arrivé ? Sont-ce les masses ou les bureaucrates qui ont bénéficié du « culte de la personnalité » ?

La réponse n'est pas douteuse et, par conséquent, il faut s'orienter vers la bureaucratie et la bureaucratisation si on veut saisir les causes véritables du « culte de la personnalité ». C'est ce que Togliatti avait tout à fait partiellement commencé à faire, sous la pression des circonstances exceptionnelles, l'année dernière. Mais aujourd'hui il pense que le moment est venu de reculer et de se faire pardonner par Khrouchtchev des critiques très mal acceptées. C'est pourquoi il a battu en retraite et il n'est pas exclu qu'il reculera davantage encore (9).

Toutefois, quelles que soient les limites des écrits que nous avons analysés, quels que soient les buts que se proposaient et se proposent d'atteindre Togliatti et Cie, il reste le fait que pour la première fois une publication stalinienne officielle ouvre une polémique contre les idées de Trotsky sur un plan en gros idéologique et politique. Cela aura des répercussions inévitables, tôt ou tard, sur les militants communistes avancés. Cela poussera à un nouveau pas en avant, qui ne pourra être que la polémique et la discussion directe sur les textes de Trotsky et de la Quatrième Internationale, à savoir sur les idées et les positions réelles du marxisme révolutionnaire. Personne ne peut dire quand ce pas sera fait ; mais nous savons que ce sera fait. Si les vieux bureaucrates n'en voudront pas, ce sera l'affaire, sans eux et contre eux, du mouvement communiste sur le chemin de son renouveau.

(9) Le dernier rapport de Togliatti au C.C. du P.C. italien (décembre 1957) se place incontestablement sur cette ligne de repli. Togliatti tâche de minimiser tout ce qui est arrivé et surtout de clore dans le parti le débat sur les problèmes de la « déstalinisation ». Par rapport au numéro de « Rinascita » — paru avant la réunion de Moscou — c'est un pas en arrière et il se peut que la publication dont nous nous occupons ait été jugée peu favorablement à Moscou, du moins pour certains de ses aspects.

Pierre FRANK

Les anciennes voies du réformisme et la voie révolutionnaire du socialisme

Au début du 20e siècle, Bernstein introduisit la discussion de la question de la voie graduelle au socialisme pour tenter de justifier et de codifier théoriquement la pratique réformiste des partis socialistes dans un monde capitaliste qui semblait devoir aller en s'épanouissant. Dans ses premières années, la IIIe Internationale prépara l'avant-garde et les masses pour aborder la voie révolutionnaire au socialisme. Sous Staline, la question ne fut guère soulevée ; on en était au « socialisme dans un seul pays », les masses des autres pays devaient ne servir que d'appoint à la défense de l'U.R.S.S. selon les conceptions du Kremlin, sans qu'il soit question pour elles de s'emparer du pouvoir et de construire le socialisme.

Si la question a été soulevée à nouveau par les post-staliniens, en particulier par Khrouchtchev au 20e Congrès du P. C. de l'Union soviétique, ce n'est pas que ces dignes élèves de Staline aient des soucis théoriques, mais c'est que, dans la décomposition grandissante du monde capitaliste, la question de la liquidation de celui-ci et du passage à la construction du socialisme est devenue un problème brûlant. Et ce aussi et surtout dans les pays de l'Europe occidentale où la révolution prolétarienne a subi un retard considérable. Par exemple, pour la France, la crise du régime est si profonde qu'en dépit de tout ce que font les grands partis ouvriers, c'est à une société socialiste qu'aspirent l'écrasante majorité des ouvriers, une importante partie des intellectuels et même une partie appréciable des classes moyennes les plus pauvres.

Bien entendu, ce n'est guère dans les rangs du P. S. qu'on peut trouver le souci de répondre théoriquement et pratiquement à la question de la voie vers le socialisme. Guy Mollet est avant tout préoccupé de s'entendre avec le secrétaires des « Indépendants » pour trouver des dispositions qui assureraient au Parlement l'élimination des petites formations et des « extrêmes », pour aboutir à quelque chose de comparable aux Communes britanniques. Quant à Lacoste, son « socialisme » donne toute sa mesure en Algérie.

La direction du P.C.F., pour sa part, n'aborde le sujet des voies du socialisme qu'avec beaucoup de précautions. Il est toujours facile de reprendre quelques citations de Khrouchtchev, mais après ? Ici ou là, un article a laissé entendre que le « Front populaire » était une étape sur la voie au socialisme, mais cela ne fut jamais étayé et pour cause: le Front populaire s'était si mal terminé. Enfin, Thorez qui, mieux que tout autre dirigeant du P.C.F., comprend que la question du socialisme préoccupe au plus haut point les militants communistes, ne manque généralement pas de conclure ses discours les plus opportunistes par un couplet plus ou moins tonitruant sur le communisme qui... etc., sans qu'on sache jamais comment il voit le passage de sa politique opportuniste à la prise du pouvoir pour la construction de la société socialiste.

La carence, la trahison des directions traditionnelles a eu pour conséquence de favoriser une floraison de courants petits bourgeois partisans du socialisme qui cherchent une voie vers celui-ci hors des partis traditionnels de la classe ouvrière, quelque part à mi-chemin entre ces deux partis. Ils viennent de fusionner en une organisation, l'Union de la Gauche Socialiste (1). En vue de cette fusion, une sorte de programme fut établie qui a paru sous la forme d'un livre « La révolution qui vient » d'Y. Craipeau, qui a pour objet d'exposer « les voies nouvelles du socialisme ». L'intérêt de ce livre est d'une part qu'il formule sans ambiguité toute une série de conceptions néo-réformistes qui existent non seulement parmi les courants centristes de l'Union de la Gauche socialiste mais aussi chez les staliniens et leurs compagnons de route ; et d'autre part que tout en faisant siennes les conceptions principales des staliniens sur la « coexistence pacifique » et le « Front populaire », il prétend construire un parti nouveau, condamnant l'orientation suivie par la section française de la IVe Internatinale pour la construction du nouveau parti révolutionnaire (2).

(1) Dans cette fusion, il y a aussi une organisation, le M.L.P., sur la composition ouvrière de laquelle insistent les tenants du nouveau parti ; nous y reviendrons plus loin.

Alors que, de toute évidence, nous vivons la période la plus révolutionnaire de l'histoire humaine ; alors que des millions, des dizaines et des centaines de millions d'hommes sont en marche pour changer le monde, l'auteur tend à insister sur tout ce qui lui paraît aller à l'encontre des perspectives révolutionnaires. Ainsi l'automation et l'énergie nucléaire ouvriraient de nouvelles perspectives au capitalisme. Bien sûr il ajoute quelques restrictions, qui ne peuvent être considérées que comme des restrictions de style, quand on tient compte de cette affirmation:

« **Il n'existe en France dans la conjoncture actuelle aucune classe révolutionnaire...**

« **La majorité de la classe ouvrière aspire le plus souvent à de profonds changements qui mettent en question les bases même du régime. Mais elle compte bien utiliser aussi largement que possible les structures légales et constitutionnelles.** » (p. 113-114).

Ces quelques mots montrent une incompréhension du marxisme sur le rôle du prolétariat dans la société capitaliste. Ils ne correspondent également pas aux faits, oubliant la vague révolutionnaire d'après la deuxième guerre en France et en Italie.

La conclusion logique d'une telle conception, c'est qu'il ne faut pas défendre un programme d'action et forger un parti qui permettront au caractère révolutionnaire du prolétariat dans la société capitaliste de s'exprimer et d'aboutir à la conquête du pouvoir. La classe ouvrière n'étant pas révolutionnaire, et ne voulant se battre que dans un cadre légal et constitutionnel, il faut donc être assez astucieux pour s'appuyer sur cette tendance légaliste et parvenir quand même au socialisme.

Comment le faire, surtout dans un monde où la force, la violence, joue un rôle difficilement négligeable dans les rapports entre classes et entre Etats, d'autant plus que, à l'échelle du monde, les Etats tendent à se partager suivant des lignes de classe ?

L'auteur se garde bien de parler d'Etat ouvrier, mais il voit une lutte entre « deux systèmes économiques » distincte de la lutte pour le socialisme :

« **La lutte pour le socialisme doit donc se dérouler dans le cadre de la « coexistence pacifique » entre les deux systèmes économiques qui se partagent la planète** ». (p. 63).

Comme on verra plus loin que la lutte pour le socialisme elle aussi sera surtout pacifique, de quoi nous plaindrions-nous ?

Mais d'abord, comment la paix, la « coexistence pacifique » sera-t-elle maintenue ? Il y a dans l'exposé de Craipeau toute une mécanique de « pression » et de « contre-pression », des petites puissances sur les chefs de file, et des peuples sur les gouvernants qui lui permettent de conclure en termes on ne peut plus rassurants :

« **Dans la conjoncture actuelle, une généralisation des conflits est hautement improbable. Cette conclusion ne constitue nullement une prédiction ni un parti pris d'optimisme. C'est une hypothèse raisonnable de travail.** » (p. 63).

Nous avouons être en l'occurrence d'accord avec Boulganine et les ministres qui se sont réunis à l'O.T.A.N. pour ne pas partager cette si « raisonnable hypothèse de travail ».

Passons à la question de la révolution pour le socialisme. Pages et pages se suivent pour expliquer les différences entre la révolution dans les pays sous-développés et la révolution dans les pays économiquement développés: il ne s'agira pas d'une explosion mais d'un dépassement (?), la révolution aura lieu dans le cadre d'une économie partiellement intégrée à l'Etat (?), la révolution prendra appui sur des structures « démocratiques », la révolution sera faite par les masses populaires (mais, dans les pays sous-développés, par qui donc est-elle faite ?)... tout cela pour arriver à la conclusion suivante :

« **Dans les pays sous-développés, l'accouchement de la nouvelle société exige une césarienne. Dans les pays industriels à un stade antérieur de leur développement, les premières tentatives révolutionnaires participaient du même caractère, par exemple dans la France de 1848 et de 1871. Il en va tout autrement aujourd'hui. Si la naissance implique toujours un saut qualitatif, un passage révolutionnaire de l'état fœtal à la vie indépendante, ce passage n'exige plus forcément qu'on emploi les fers.** » (p. 162).

Comment se fera cette naissance qui implique un saut qualitatif, pour reprendre l'image légèrement cocasse de notre auteur ? « **Aucune mesure révolutionnaire, ni en général aucune mesure qui lèse les intérêts du grand capital, ne peut être entreprise hors de la pression des masses populaires.** » (p. 163).

Ainsi donc, il s'agit d'une chose bien connue de tous les parlementaires et de tous les réformistes, il faut la pression des masses, et non leur action révolutionnaire, pour passer du vieil ordre social au nouveau. La « révolution qui vient » qui se trouvait sur la couverture du livre a disparu dans les pages de celui-ci.

Soyez exacts, nous dira-t-on, l'auteur n'a pas oublié la violence : « **Les classes possédantes ne laisseront pas porter atteinte à leur monopole sans réagir violemment. Cette réaction sera sans doute d'autant plus violente que le pays est arriéré. Ainsi dans l'Espagne de 1936...** »

(2) Nous jugeons ce livre comme expression aussi développée que possible des idées de ces courants, et non comme l'œuvre d'un ex-trotskyste.

Donc « **être prêts à opposer la violence à la violence réactionnaire.** » (p. 170-171).

On ne peut mieux montrer sa myopie politique et son opportunisme. La violence a sa place dans les pays arriérés, mais il n'en sera vraisemblablement pas ainsi dans les pays économiquement évolués. Vraiment ? L'auteur cite l'Espagne d'avant la guerre de 1939, mais comme par hasard il ne se souvient plus du nazisme. Quelle était la signification de celui-ci sinon la violence systématique pour le maintien de l'ordre établi... dans le pays **le plus développé** d'Europe. Et Craipeau pense-t-il que dans le pays qui est à la tête du monde capitaliste, aux Etats-Unis, le passage au socialisme se fera sans violence ? Nous ne conseillons pas aux travailleurs américains de se fier à une telle « hypothèse de travail ». Il suffit de voir ce qui s'y passe au sujet de l'égalité des Noirs avec les Blancs.

Si les capitalistes prennent les armes, alors nous aurons recours nous aussi à la force armée : ce raisonnement n'est pas nouveau. Il faisait partie du bagage politique de l'austromarxisme. Celui-ci prépara politiquement les travailleurs autrichiens pour un passage pacifique au socialisme par les voies parlementaires, tout en ayant en réserve une organisation armée, le Schutzbund, pour le cas où etc... Mais quand le gouvernement passa à l'assaut, le Schutzbund armé se trouva paralysé par toute la politique antérieure de la social-démocratie autrichienne. Cette conception ne nous paraît pas être devenue meilleure au bout d'un quart de siècle.

Comment, sur le plan politique, faire ce « saut qualitatif » ? Nos centristes prennent entièrement à leur compte la politique stalinienne du « Front populaire ». Autrement dit, sous le prétexte d'assurer l'alliance nécessaire, indispensable, entre le prolétariat et les autres couches laborieuses des villes et des campagnes, ils proposent des accords avec des formations politiques censées les représenter, par exemple les mendessistes. Mais, nous prévient l'auteur, ce que nous avons l'intention de faire est différent de ce qu'ont l'intention de faire les staliniens :

« **Quand nous lançons, par exemple, le mot d'ordre de Front populaire, ce mot d'ordre signifie pour nous à coup sûr des alliances au sommet. Mais de telles alliances n'auront de valeur qu'appuyées sur un mouvement populaire réel dans les villes et les quartiers, dans les villages et les entreprises. Non pas des comités suscités artificiellement pour « noyauter » la population et aider un des partis de la coalition à forcer la main à ses partenaires (ce qui est l'optique stalinienne de l'utilisation des masses), mais, au contraire, pour permettre à la masse des travailleurs de contrôler ses élus et de les empêcher de trahir leurs mandats, et aussi pour aider les mandataires du peuple à briser les obstacles suscités par l'adversaire réactionnaire.** » (p. 194).

Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce passage n'est pas des plus clairs. Les dernières lignes permettent de penser que, pour l'auteur, les comités doivent en fin de compte demeurer des adjuvants du système de représentation parlementaire que nous connaissons dans le cadre bourgeois. On ne saisit également pas très bien ce qu'il reproche aux staliniens. D'avoir voulu utiliser les masses pour forcer la main à leurs partenaires du Front populaire en 1936 ou du « tripartisme » en 1944-1945 ? Sur le seul plan de la politique extérieure, soit. Mais sur le plan de la politique intérieure, c'est tout l'inverse qu'il faut reprocher aux staliniens : sous la pression de leurs partenaires — socialistes ou bourgeois — ils ont forcé la main aux masses pour que celles-ci lachent ce qui constituait leur force : les usines, les armes. Il ne s'agit pas là d'une fausse manœuvre, mais du but même de l'accord au sommet. En fait cette conception des « Fronts », par alliance avec les sommets, comme étape vers le socialisme est une idée profondément réformiste. Elle prétend remplacer la lutte très difficile, comprenant la lutte armée, pour l'établissement d'un pouvoir prolétarien, par une série d'opérations plus aisées, à meilleur marché, faites avec l'aide d'une partie de la bourgeoisie. C'est seulement une conception gradualiste de la marche au socialisme, plus explicite que celle de Bernstein, avec alliance parlementaire et participation gouvernementale, mais qui jusqu'à présent n'a rien donné de positif à la classe ouvrière et à la cause du socialisme. Les seules transformations du pouvoir effectuées jusqu'à présent l'ont été, même quand les partis communistes parlaient de Front populaire ou de Front national, quand ils ont pratiqué une politique contraire à leurs propos. Toutes les alliances que des ailes de la bourgeoisie ont faites avec des partis ouvriers l'ont été dans le seul but de revigorer le capitalisme, et non pour aller avec moins de douleur au socialisme.

Si, aujourd'hui, on ne voit guère d'aile bourgeoise prête à faire un nouveau Front populaire, à accepter le « compromis à gauche » proposé par Thorez, ce n'est pas parce que les éléments les plus aptes à une telle opération se méfient que Thorez veuille aller trop loin, mais qu'il ne sera peut-être plus en état de faire ce qu'il a fait en 1936 (savoir arrêter une grève) et en 1945 (rendre les armes) parce que son crédit sur la classe ouvrière et son avant-garde tend à baisser. En tout cas, pour qu'il en soit éventuellement ainsi, il ne faut pas dès aujourd'hui favoriser les manœuvres de Thorez en nourrissant des illusions sur le Front populaire, mais opposer à cette funeste politique la politique révolutionnaire du front unique ouvrier pour un gouvernement des travailleurs.

L'auteur est bien entendu pratiquement muet sur la nature du pouvoir qui édifie le socialisme. Il ne faut surtout pas parler de dictature du prolétariat dans le nouveau parti. Et c'est plein de signification, comme Lénine l'a montré en polémiquant contre Kautsky.

Reste encore la question du parti qui guidera les masses vers le socialisme. Si la classe ouvrière n'est pas révolutionnaire, si la révolution se fait en toute probabilité de manière pacifique, il ne faudra pas exiger trop de qualités du parti en question. Il doit être socialiste, démocratique et révolutionnaire, c'est progressivement au cours de l'action que le mouvement unifié précisera sa doctrine, il est vain de compter reconstituer pour le moment une Internationale sur la base d'un programme proposé par des individus ou des groupes, telles sont quelques-unes des observations de Craipeau qui ajoute:

« **Qui n'est pas marxiste ? Maurice Thorez prétend l'être. Guy Mollet aussi. Par contre, Bevan ne se dit pas marxiste et sa méthode d'analyse est en effet pragmatique ; pourtant il a su donner confiance aux travailleurs et tracer la voie de redressement en Grande-Bretagne. En fait, le marxisme a été à ce point appauvri, déformé, torturé, qu'il faut l'effort d'une nouvelle génération pour lui redonner sa trempe et son tranchant. Se réclamer du marxisme a moins de sens que de travailler patiemment à lui redonner vie, en empoignant à bras le corps la réalité nouvelle.** » (p. 280-281).

La réalité nouvelle, toute nouvelle, que Craipeau a oublié d'empoigner à bras le corps, c'est la défection de Bevan qu'un peu de marxisme faisait prévoir comme inéluctable tôt ou tard. Le modèle de l'avenir, c'est le Parti socialiste italien de Nenni ; une étude de ce parti montrerait aisément qu'il est encore loin de réaliser l'unité des travailleurs italiens et de devenir le guide du prolétariat italien vers le socialisme. Mais, en attendant, sur qui le nouveau parti en France ou plutôt son théoricien compte-t-il pour redonner au marxisme sa trempe et son tranchant ? L'espoir du nouveau parti pour redonner sa trempe et son tranchant au marxisme, ce sont « les ouvriers du M. L. P. », c'est-à-dire l'extrême-gauche socialisante de la démocratie chrétienne ! Le Sermon sur la montagne vient apporter son aide à l'œuvre appauvrie, torturée, déformée, de Marx, Engels, Lenine, Rosa, Trotsky !

Toute cette construction qui se prétend si réaliste va à l'encontre de la voie réelle du socialisme en France. Une étude vraiment marxiste chercherait cette voie avant tout dans l'histoire de la classe ouvrière en France, pour y comprendre ses tendances profondes, ses contradictions internes et discerner autant que possible comment se résoudront ces contradictions.

La première observation qui doit servir à une telle étude, c'est un fait massif : depuis une douzaine d'années, la classe ouvrière vote à environ 65 % pour le Parti communiste que ce soit dans les élections parlementaires ou, sous une forme indirecte, chaque année dans les entreprises pour les candidats de la C. G. T. qui sont en grande majorité des militants communistes ou sympathisants. Les cadres les plus combatifs de la classe ouvrière sont soit des membres du P.C.F., soit contrôlés par eux. Il ne s'agit pas là d'une poussée temporaire, comme ce fut le cas dans d'autre pays d'Europe, au lendemain de la guerre et qui disparut au bout de peu de temps. Au contraire, on peut noter une évolution très nette de la classe ouvrière en France depuis 1935-1936. Quand la crise sociale en France a commencé à se développer, 60 à 65 % des travailleurs votaient P.S., tandis que le P.C.F. n'était soutenu que par une forte minorité de 30 à 35 % des travailleurs. Après l'expérience du Front populaire, de la Résistance, à la Libération, la majorité des travailleurs s'est portée vers le P.C.F. et, depuis lors, elle a fait son expérience sous cette direction. A travers toutes les variations de la politique du P.C.F., on a pu constater que ni les masses dans leur ensemble ni les militants d'avant-garde ne se sont portés ailleurs.

Dès qu'il s'agit d'un phénomène aussi massif, aussi durable, il faut lui trouver une explication objective. S'il y a en France un fort Parti communiste ce n'est pas que la direction Thorez avait des qualités que ne possédaient pas les directions d'autres P.C. (comme le pense un peu la direction du P.C.F.). L'explication du développement du P.C. en France n'est pas mystérieuse. Sans procéder ici à une démonstration détaillée, il nous suffira de mettre en lumière le facteur qui nous paraît le plus essentiel. A la différence des autres partis socialistes d'Europe occidentale, le Parti socialiste d'avant 1914 en France n'avait en fait pas organisé, pas encadré les masses travailleuses du pays ; il était séparé des syndicats (la C.G.T. de l'époque étant elle-même à peine une organisation de masse). C'est le P.C. qui, après la première guerre mondiale, a préparé le plus grand nombre de cadres ouvriers, les cadres les plus actifs, qui, à partir de 1935-1936, ont d'abord attiré une forte minorité (et même la majorité dans des industries décisives comme la métallurgie) puis la majorité. On peut observer que, là où comme dans le Nord, le P.S. d'avant 1914 avait eu une organisation voisine de celle de la social-démocratie allemande ou belge, il a résisté et résiste encore davantage au P.C.F. auprès de la classe ouvrière.

La place du P.C.F. dans la classe ouvrière est le produit d'un développement historique. Le développement ultérieur de la classe ouvrière en France, c'est-à-dire la véritable voie du socialisme en France, doit être recherché dans les contradictions maintenant visibles qui existent au sein de cette situation, qu'il s'agisse des masses qui ne se mobilisent plus sur les mots d'ordre du parti pour lequel elles votent, ou qu'il s'agisse de la crise même au sein du P.C.F., nourrie à la fois par cette crise de confiance des masses et par la crise internationale du stalinisme.

Le développement politique de la classe ouvrière dans un pays donné, les rapports entre cette classe et les courants qui aspirent à diriger ses luttes, le passage d'une direction à une autre, tous ces phénomènes ne sont nullement arbitraires et on ne peut espérer ruser avec la marche de l'histoire. Ainsi, toutes

les tentatives et espérances pour un « parti unifié » en France ont échoué et nous pouvons dire avec assurance que, pour toute une période historique qui comprendra la prise du pouvoir, et ce qui suivra celle-ci, la classe ouvrière française sera politiquement divisée. Parce que la division actuelle est un fait historique, qui n'a pas sa source dans les directions actuelles mais des causes profondes dans l'histoire du mouvement ouvrier français.

Dans les conditions actuelles, la progression politique de la classe ouvrière française dépendra avant tout de la progression politique de son avant-garde qui se trouve actuellement encore dans le P.C.F. Certes beaucoup de militants ont quitté ce parti, dégoûtés, écœurés ; mais trop souvent le développement de leur esprit critique s'est accompagné d'un affaiblissement sinon de la perte du militantisme — pour diverses raisons, dont l'attitude sectaire du P.C.F. visant à briser quiconque s'oppose à la ligne du parti ; de toute façon le résultat est que, dans son écrasante majorité, l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat français suit encore la direction Thorez, tout en ayant de plus en plus une attitude critique et parfois de défiance envers elle.

Or, on ne fera pas progresser cette avant-garde en lui offrant comme modèle les ouvriers du M.L.P. et la gauche des syndicats chrétiens. Ces formations sont intéressantes surtout comme signes de la profondeur de la crise sociale en France qui porte vers des solutions socialistes des couches qui, il y a vingt ans, étaient non seulement des couches arriérées politiquement, mais bien souvent des bastions de l'influence patronale dans la classe ouvrière. Mais de là à oublier que, malgré toute leur évolution, ces organisations sont encore une arrière-garde bien en arrière par rapport aux militants communistes, et les présenter comme les rédemptrices du mouvement ouvrier, c'est une pure aberration de l'esprit (3).

Les partis socialiste et communiste ne sont pas réformables ; on ne peut rien faire au sein du P.C.F., à la différence de ce qui est possible dans le Labour Party britannique, nous dit aussi Craipeau afin de justifier ses espoirs dans son nouveau parti. Que les partis socialiste et communiste ne soient pas réformables, il y a longtemps que nous l'avons dit. Mais qu'il n'y ait rien à faire dans le P.C.F., c'est une toute autre histoire. La comparaison avec le Labour Party britannique est très significative. Combien n'avons-nous vu d'ex-trotskystes qui étaient très compréhensifs envers une tactique d'entrée dans le P.S., mais qui se sont indignés et rebellés contre l'idée d'une tactique semblable envers un Parti communiste de masse. Nous conviendrons que c'est une tactique qui présente beaucoup plus de difficultés et de dangers. Mais revenons d'abord à la question essentielle : où est la voie réelle du socialisme en France, dans les conditions concrètes actuelles, sinon dans le développement de la crise au sein du P.C.F. qui portera, à travers des formes encore indiscernables, l'avant-garde qui y est aujourd'hui prisonnière de la direction Thorez aux positions du marxisme révolutionnaire, à un nouveau parti révolutionnaire, à une nouvelle direction ?

Ceux qui renoncent à gagner ces militants communistes, ceux qui misent en premier lieu sur les inorganisés qui, pour la plupart, au point de vue militantisme sont en perte de vitesse ou inexistants, ceux-là renoncent de ce fait au socialisme en France. Or, les militants communistes ne sont pas attirés et ne seront pas attirés par des formations créées de toutes pièces sans programme politique précis, sans base de masse sérieuse, sans autre passé que celui du M.L.P. Ex nihilo nihil. Dans le meilleur des cas, les militants de l'Union de la Gauche socialiste donneront principalement des cadres à un parti socialiste qui se trouverait rénové au cours d'une transformation fondamentale de la classe ouvrière et, partant, de la société française.

Aujourd'hui, pour la construction du parti révolutionnaire, il n'y a pas d'autre route que celle sur laquelle se sont engagés les militants de la section française de la IV[e] Internationale. Parce qu'il n'y a pas de possibilité de réformer le P.C.F. ni d'y développer un programme marxiste révolutionnaire en raison de l'absence de la démocratie ouvrière, il est indispensable qu'une organisation agissant de façon indépendante développe tout le programme marxiste révolutionnaire, c'est-à-dire le trotskysme. Parce que la voie du socialisme en France passe par le développement de son avant-garde actuellement organisée dans le P.C.F. et cherchant, pour le moment encore, une issue dans ses expériences au sein de ce parti, il faut que les marxistes révolutionnaires y militent également, partagent ces expériences, tirent peu à peu les leçons qui en découlent en fonction des conditions.

Il n'y a dans cette tactique des trotskystes aucune astuce, aucun machiavelisme, mais seulement le fait que la marche de la classe ouvrière en France a atteint un point tel qu'il est possible de définir, plus concrètement que ce ne fut jamais le cas dans le passé, la voie du socialisme, la voie de construction du parti révolutionnaire qui pourra, sur la base d'un programme d'action approprié et au moyen d'organismes de base correspondant à l'expérience des masses, assurer le front unique de celles-ci dans une mobilisation révolutionnaire

(3) On ne doit jamais identifier le développement d'individus et le développement d'organisations. Dans l'avant-garde révolutionnaire arrivent des hommes d'origines très diverses et parfois très lointaines, après des évolutions individuelles qui peuvent être extraordinaires. Mais il en est tout autrement d'une organisation, comme le montre avec une multiplicité d'exemples l'histoire. Penser qu'une organisation d'arrière-garde puisse seulement par quelques luttes intérieures, et en l'absence d'une action révolutionnaire, se transformer en organisation d'avant-garde, c'est risible ; et croire que cela pourra être admis par les militants les plus conscients du P.C., c'est encore plus risible.

pour la conquête du pouvoir. Il est aujourd'hui clair que l'expérience de la direction stalinienne, après celle de la direction social-démocrate, s'approche de sa fin, et que l'avant-garde tend encore obscurément mais de façon indubitable à trouver une nouvelle direction qui conservera toutes les acquisitions du léninisme mais saura éliminer toutes les tares liées au stalinisme.

La conception trotskyste de construction du parti révolutionnaire n'a rien de commun avec cette tendance si répandue de prendre ses désirs pour des réalités ; elle s'insère dans la réalité, dans le mouvement ouvrier tel qu'il est, pour l'aider à parvenir plus aisément et plus rapidement là où le conduisent ses tendances fondamentales. Quand cette tactique fut formulée, la crise du stalinisme n'était qu'une perspective déduite de l'analyse de la situation, une « hypothèse de travail » pour reprendre le terme de Craipeau. Depuis lors, cette perspective est devenue réalité, et des oppositions se manifestent plus ou moins largement dans de nombreux P.C. justifiant pratiquement notre orientation. A la différence des courants centristes et des nombreux groupes qui sévissent dans le mouvement ouvrier et autour de lui, qui combinent le plus plat opportunisme dans les positions politiques à un véritable sectarisme en matière d'organisation, le trotskysme, le marxisme révolutionnaire sait allier à l'intransigeance la plus grande en ce qui concerne le programme (qui n'est pas une invention arbitraire mais la généralisation théorique de la marche réelle de la classe vers le socialisme) la souplesse la plus extraordinaire dans le domaine des voies d'organisation pour la construction du parti révolutionnaire.

Et l'histoire passée a déjà répondu pour l'avenir. Au cours des trois dernières décades, combien de groupements se sont formés qui regardaient du haut de leur grandeur les « groupuscules » trotskystes, combien nous ont enterrés dès qu'une scission se produisait dans nos rangs ! Nous suivions des voies impossibles vers le socialisme, ils avaient trouvé des chemins de traverse qui allaient permettre d'aboutir plus vite et plus sûrement. De tous ces groupements, à travers des événements gigantesques, il n'est rien resté, car en dépit des prétentions qu'ils affichaient ils n'avaient aucun lien profond avec la classe ouvrière. Ces années n'ont été franchies que par des formations qui n'avaient pas été construites artificiellement mais qui historiquement et politiquement correspondaient à des tendances réelles de la société : la social-démocratie qui, en dépit de ses trahisons accumulées, a des racines profondes dans la classe ouvrière ; les partis staliniens parce qu'ils étaient pour des masses révolutionnaires les représentants du premier et seul Etat ouvrier, et qu'ils étaient soutenus par la bureaucratie de cet Etat ; et la IV[e] Internationale issue du parti bolchevik et de l'Internationale communiste parce qu'elle représentait les intérêts historiques fondamentaux de la classe ouvrière, parce qu'elle seule en avant-garde ouvrait la voie effective du socialisme.

E. GERMAIN

Sociologie de la classe possédante américaine

La notion de classe est la notion fondamentale de la sociologie marxiste. La notion d'idéologie de classe qui en découle est une autre pierre angulaire de cette sociologie. Cependant, dans l'énorme masse d'ouvrages rédigés par Marx, Engels et leurs principaux disciples, ces notions n'ont connu qu'une analyse fragmentaire. L'application concrète de ces catégories à l'étude de certains pays et certaines époques se présente rarement dans ces ouvrages d'une façon complète et équilibrée. Des chefs-d'œuvre d'historiographie et de sociologie marxistes comme le « Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte » de Marx, « L'Histoire de la Révolution Russe » de Trotsky ou « La Légende de Lessing » de Franz Mehring sont des exceptions, non des règles.

Obligés d'utiliser le marxisme avant tout comme instrument de lutte de classe pratique, les bolcheviks russes n'ont pas laissé une étude d'ensemble sur l'idéologie, les mœurs, voire la structure sociale de la noblesse tsariste, et Marx lui-même n'a pas trouvé le temps d'analyser l'idéologie de la bourgeoisie anglaise en dehors de quelques domaines spécialisés comme celui de l'économie politique.

De telles études s'imposent, cependant, pour donner au marxisme sa véritable densité d'explication des **phénomènes sociaux pris dans leur ensemble,** dans leur totalité. Pour comprendre une époque, il ne suffit pas d'en connaître le mode de production. Il faut encore comprendre comment se constituent et se maintiennent les différentes classes sociales qui le caractérisent, quelles sont les idées qu'elles se font d'elles-mêmes, quelles sont les racines historiques et les tendances de développement à la fois de cette société et de l'idéologie des différentes classes sociales, de quelle façon l'infrastructure sociale est à la fois reflétée et déformée dans chacune des sphères de la superstructure.

Or, voici qu'un sociologue américain social-démocrate, le professeur C. Wright Mills, de l'Université de Columbia, vient de faire la preuve qu'une telle sociologie d'une classe, et avant tout d'une classe dominante, est possible. Son ouvrage « The Power Elite » (1), publié aux Etats-Unis en 1956, est une démonstration remarquable de la méthode marxiste appliquée à l'étude de la bourgeoisie contemporaine. Partant des origines historiques et de la structure sociale de cette bourgeoisie, Wright Mills en déduit de manière magistrale son comportement dans les domaines politique, militaire, économique, idéologique, moral, esthétique, pédagogique, et nous en passons ! C'est un exemple à suivre et c'est une leçon de modestie pour tous les marxistes. Car cet ouvrage à 99 % marxiste est rédigé... par un non marxiste.

(1) Oxford University Press, New-York.

LES SOURCES ECONOMIQUES DE LA PUISSANCE

La bourgeoisie monopoleuse américaine d'aujourd'hui est incontestablement la classe la plus puissante qui ait jamais existé sur cette terre. Aucune classe n'a rassemblé avant elle de telles richesses matérielles, aucune classe n'a disposé de moyens techniques à tel point perfectionnés. Aucune classe n'a exercé le pouvoir de façon aussi universelle, pénétrant avec ses marchandises et ses généraux, ses avions et ses symboles de coca-cola jusqu'aux coins les plus reculés du globe, du moins de la partie du globe encore soumise au mode de production capitaliste.

Les racines de cette puissance immense plongent à la fois dans l'histoire des Etats-Unis et dans l'histoire tout court ; elles tiennent tout autant des particularités du développement américain que des lois générales du développement capitaliste. Les Etats-Unis sont, abstraction faite de l'extermination systématique des occupants autochtones, le seul pays où le capitalisme s'est implanté sur une terre vierge. Ici, pas de lutte d'ascendance avec la noblesse ou un pouvoir central royal ; pas de nécessité de partager une partie de la plus-value avec les anciens propriétaires du sol et du sous-sol. Ici, pas de traditions médiévales, impériales, nationales, religieuses, qui pouvaient obliger la bourgeoisie à accepter la symbiose avec d'autres couches dominantes, d'origines précapitalistes. Les particularités historiques des Etats-Unis se réduisent en somme à cette formule : dans ce pays, le capitalisme a pu se développer de la façon la plus libre et manifester sur l'échelle la plus grande ses tendances générales de développement. Ce sont d'ailleurs à la fois ces particularités et ces tendances générales qui expliquent la condition majeure de la toute-puissance politique absolue de la bourgeoisie monopoleuse américaine, à savoir le retard dans la formation de la conscience politique du prolétariat américain.

L'histoire du capitalisme est, dans tous les pays, l'histoire de l'expropriation des

anciens propriétaires des moyens de production par la bourgeoisie ; elle est aussi l'histoire de l'expropriation constante d'une partie de la bourgeoisie au profit des couches dominantes de celle-ci. L'histoire du Capital n'est pas l'histoire d'un certain nombre de familles qui, depuis le XVI^e^ siècle jusqu'à ce jour, se transmettraient de génération en génération la propriété sur la majeure partie des capitaux. Elle est une histoire où **se combinent la continuité et la discontinuité,** où la transmission de la richesse héritée, et surtout des « règles du jeu » et des mœurs du système, se combine avec un remplacement périodique des couches dominantes de la bourgeoisie par des couches nouvelles. Chaque époque de l'histoire du capitalisme a sa propre bourgeoisie dominante.

Wright Mills commence par examiner les questions suivantes : quels sont les liens qui rattachent la bourgeoisie monopoleuse américaine d'aujourd'hui à l'ancienne bourgeoisie « aristocratique » d'avant la Guerre de Sécession ? Quelles sont les origines de la fortune de cette bourgeoisie monopoleuse, et à partir de quelle époque commence son règne proprement dit ?

Avant la Guerre de Sécession, quand l'accumulation du capital se réalisait encore relativement au ralenti, les sommets de la bourgeoisie constituaient une aristocratie plus ou moins stable, retraçant ses origines jusqu'à l'époque de la Guerre d'Indépendance des Etats-Unis. C'étaient les « 400 familles métropolitaines » : propriétaires de navires de la Nouvelle-Angleterre et industriels du textile ; planteurs de Virginie et descendants d'aristocrates créoles de Saint-Louis. Quelques « nouveaux riches » comme les Vanderbilt essayèrent de s'introduire dans cette caste, grâce aux fortunes réalisées par la spéculation immobilière et la construction ferroviaire.

Après la Guerre de Sécession, cette caste pseudo-aristocratique qui couronnait l'édifice social américain, était absorbée dans une nouvelle couche dominante. A l'aristocratie bourgeoise marchande et financière succédèrent les pionniers de l'âge des « corporations », des grandes sociétés par actions, les Rockefeller et les Carnégie, les Morgan et les Du Pont. La plupart d'entre eux provenaient eux-mêmes de la bourgeoisie, mais pas de sa couche dominante. A peu d'exceptions près, leurs familles font aujourd'hui encore partie de la bourgeoisie monopoleuse.

C'est donc cette période de 1880-1910 qui semble la période décisive pour la formation de la puissance des monopoles. Certes, quelques familles en ont disparu depuis lors. Quelques autres s'y sont introduites de façon spectaculaire (par exemple, les milliardaires du pétrole du Texas depuis la deuxième guerre mondiale). Mais, abstraction faite de ces fluctuations mineures, la stabilité de cette couche dominante est étonnante.

Parmi les 90 familles les plus riches des Etats-Unis en 1900, 39 % avaient leurs origines dans les cercles dominants de la bourgeoisie, 28 % dans des couches bourgeoises moins riches. En 1950, 63 % des familles les plus riches avaient leur origine parmi les couches supérieures de la bourgeoisie, et 62 % étaient constituées d'héritiers des 90 familles les plus riches de 1925. Autre fait caractéristique : parmi les familles les plus riches de 1900, 55 % avaient constitué leurs propres grandes entreprises. Mais déjà en 1922, seulement 22 % des familles les plus riches avaient pris de telles initiatives...

Quelle est l'origine de ces fortunes qui dépassent en général 100 millions de dollars (45 milliards de francs français) par famille ? Wright Mills donne une réponse explicite : c'est l'ensemble des conditions économiques, politiques et légales que nous appelons « capitalisme », qui permettent à quelques individus de s'approprier en propriété privée les énormes ressources de la nature, de la technique et de la coopération du travail.

« **Aucun homme n'aurait pu accumuler de grandes fortunes si certaines conditions économiques, matérielles et politiques n'avaient existé. Les grandes fortunes américaines sont des aspects d'une industrialisation d'un type particulier qui s'est produite dans un pays particulier. Ce type d'industrialisation, où domine l'entreprise très privée, permet à des hommes d'occuper des positions si stratégiques qu'ils peuvent dominer des moyens fabuleux de production ; qu'ils peuvent rassembler les pouvoirs de la science et du travail ; qu'ils peuvent contrôler les relations entre l'homme et la nature, et, ce faisant, gagner des millions !** » (p. 98.)

Wright Mills souligne à juste titre que, si le pouvoir d'Etat n'avait été aux mains de la classe bourgeoise, cette accumulation n'aurait jamais pu se produire sur une telle échelle et à un tel rythme :

« **Pour comprendre les appropriations privées des [familles] les plus riches, nous ne devons pas oublier que le développement de l'industrie privée des Etats-Unis a été fortement appuyé par des cadeaux sortis du domaine public. Les pouvoirs d'Etat, locaux et fédéraux ont donné gratuitement des terres aux chemins de fer, ont payé les frais de la construction navale... La loi a été faite de telle sorte que les droits du gouvernement à conserver la propriété sur les richesses du sous-sol qu'il donne en fermage ne couvrent ni le charbon ni le fer. Le gouvernement a fourni des subsides à l'industrie privée en maintenant des tarifs douaniers élevés ; et si les contribuables américains n'avaient pas financé par leur propre travail un système de routes pavées, toute la malice et tout l'esprit d'économie d'Henri Ford ne lui auraient pas permis de devenir un milliardaire grâce au développement de l'industrie automobile.** » (p. 100.)

Bref, les origines de la puissance de la bourgeoisie américaine monopoleuse se trouvent dans l'appropriation privée des richesses du sous-sol et des découvertes et inventions de la technique, dans des conditions juridiques garantissant une accumulation ultra-rapide de capitaux, dans un milieu naturel et historique exceptionnellement favorable.

RENTIERS, MANAGERS ET BOURGEOISIE MONOPOLEUSE

Wright Mills démontre que deux théories concernant les couches dominantes de la bourgeoisie américaine ne sont pas valables, la théorie selon laquelle il s'agirait de rentiers oisifs et la théorie selon laquelle les « managers » se seraient substitués aux propriétaires du capital proprement dits.

La base actuelle de la puissance de la bourgeoisie monopoleuse est la **corporation**, la société par actions, ou plutôt les quelque cent **corporations** les plus importantes du pays. Le mythe selon lequel le contrôle de ces sociétés serait « dispersé » entre un grand nombre d'actionnaires est réfuté par Wright Mills. Il démontre qu'entre 0,1 et 0,3 % de la population américaine possède la grande majorité des actions de ces sociétés. Le mythe selon lequel les principaux administrateurs de ces sociétés constitueraient une couche sociale à part, celle des « managers » comme le dit Burnham, est réfuté de façon tout aussi énergique. 60 % de ces administrateurs des 100 sociétés les plus importantes sont eux-mêmes fils de bourgeois et naissent déjà propriétaires fortunés d'actions. Dans leur quasi-totalité, ils acquièrent au cours de leur carrière suffisamment d'actions pour être comptés dans la couche de ceux qui gagnent la majeure partie de leurs revenus comme revenus de propriété et non comme traitements. Le type du « manager » spécialiste et du « bureaucrate » prédomine dans les couches **moyennes** des administrateurs de société. Mais la couche supérieure de ceux-ci est composée d'hommes possédant les liaisons nécessaires dans le monde de l'industrie, de la finance et de la Bourse pour protéger la société contre les « mauvais coups » et pour réaliser de « bonnes aubaines » quand celles-ci se présentent. En d'autres termes, la couche supérieure des administrateurs est recrutée à peu d'exceptions près dans la couche de la bourgeoisie monopoleuse elle-même.

Il est vrai que ces monopoleurs, en tant que dirigeants des grandes sociétés, jouissent de **privilèges plus larges** que ceux qui découlent de la propriété de leurs fortunes immenses. Privilèges d'exonérations fiscales ; dépenses privées aux frais des sociétés ; appropriation d'immenses notes de frais ; octroi de pensions fantastiques par les sociétés, etc. Mais ces privilèges **s'ajoutent** aux revenus du capital ; ils ne se **substituent** pas à eux. En outre, leur poids reste limité. En examinant les revenus des 120 personnes qui, en 1949, gagnent un million de dollars ou plus par an, Wright Mills trouve qu'en moyenne 94 % de ces revenus sont des revenus de capital. Même si la majeure partie des privilèges nouveaux est illégale et échappe à la déclaration fiscale, ceux-ci ne s'élèvent tout de même pas à ce niveau là. L'idée du « règne des managers » aux Etats-Unis est donc bien, grosso modo, un mythe.

Mais cette fusion entre les monopoleurs et les chefs des grandes sociétés fait que l'idée selon laquelle les couches supérieures de la bourgeoisie seraient constituées par des rentiers ne correspond pas non plus à la réalité. La tendance inhérente à l'expansion du capital financier a été renversée. Les rentiers s'étendent parmi les couches moyennes du Grand Capital ; ils disparaissent des couches les plus élevées. Ce n'est pas à dire que leur nombre décroît parmi les couches les plus riches ; au contraire il y augmente lentement. Ce n'est pas non plus que les couches supérieures se crèvent au travail. Wright Mills indique qu'ils ont réalisé en leur propre faveur la semaine de 35, voire de 30 heures. Mais la prédominance des grandes sociétés monopoleuses accumulant leur capital par voie d'auto-financement a fait **des chefs actifs des grandes familles monopoleuses les véritables maitres de la classe capitaliste.** Ce type de monopoleur se distingue à la fois du « capitaine d'industrie » des années 1870-1910 et du banquier-financier-rentier des années 1910-1920.

LA SELECTION DE « L'ELITE »

Toute classe dominante se caractérise par l'attachement à des institutions qui permettent le maintien et la transmission de la puissance sociale. Ces institutions sont plus complexes que la formule : propriété privée, famille, Etat. Elles impliquent une organisation de la vie quotidienne qui tend à confirmer à la fois à la classe dominante elle-même et au peuple tout entier que ceux qui détiennent richesse, gloire et pouvoir constituent une véritable « élite » sociale. Un des grands mérites du livre de Wright Mills consiste dans la démonstration impeccable qu'il nous développe à ce sujet :

« **Ils vivent dans quelques quartiers exclusifs et très chers, dans de magnifiques vieilles maisons où beaucoup d'entre eux sont nés, ou bien dans des maisons nouvelles, soigneusement simples, qu'ils ont eux-mêmes construites. Dans ces maisons, vieilles ou neuves, il y a tous les meubles qu'il faut et les voitures chéries. Leurs vêtements, même lorsqu'ils apparaissent simples ou vieux, ont une tenue et une coupe différente des vêtements que portent d'autres hommes et femmes. Ils achètent des choses qui sont tranquillement chères, et ils les emploient sans attirer l'attention. Ils appartiennent à des clubs et à des organisations où ne sont admis que des gens comme eux, et ils prennent leur association avec ces organisations fort au sérieux.**

« **Ils ont des amis et des liens familiaux en commun. Mais ils partagent, davantage encore, une expérience commune, soigneusement sélectionnée et contrôlée par leurs familles. Ils ont été éduqués dans les mêmes écoles privées et exclusives, ou dans des écoles similaires... Leurs hommes ont été aux Universités de Harvard, Yale et Princeton... Maintenant, ils fréquentent les clubs de ces Universités, ainsi que les principaux clubs de leur ville...** » (pp. 57-58.)

« **Dans chacun des cercles dans lesquels ils se meuvent, ils acquièrent et exercent une confiance dans leur propre capacité de juger et de décider, et cette confiance est renforcée par le fait qu'ils ont un libre accès à l'expérience et à la sensibilité de ceux qui sont leurs pairs sociaux, et qui prennent des décisions dans chacune des institutions et dans chaque domaine de la vie publique. On ne tourne pas le dos à un homme qui est accepté dans ces cercles...** » (p. 70.)

Les couches dominantes de la bourgeoisie n'aiment pas qu'on parle d'elles dans les journaux ; elles ont un orgueil et une fierté qui sont au-delà du désir de la notoriété. Elles n'ont pas besoin qu'on claironne leur richesse ou leur puissance ; celles-ci sont bien trop fermement établies. Elles sont sobres de leurs paroles et de leur philanthropie. Elles possèdent surtout cette assurance suprême qui provient du **sentiment de sécurité et de puissance qui leur a été inculqué dès leur première enfance.**

Voilà le portrait fidèle d'une classe dirigeante. Voilà ce qu'il faut pour se trouver en présence d'une **classe** dirigeante et non pas d'un groupe d'individus exerçant le pouvoir depuis une ou deux générations. Les racines de ce comportement se trouvent naturellement dans la puissance économique ; mais, sans les fleurs vénéneuses décrites par Wright Mills, nous ne serions pas en présence d'une société de classe pleinement épanouie.

Il ne s'agit guère d'idéaliser les membres de cette classe dirigeante. Derrière la façade calmement aristocratique, il y a beaucoup de faux bijoux et beaucoup de pourriture. La source du mal, c'est la nature même de la société bourgeoise qui fait de l'argent, du capital, la mesure commune de toutes les valeurs. Dans aucun pays et à aucune autre époque la glorification de l'argent en tant que mesure suprême de l'homme n'a été poussée à de tels excès qu'aux Etats-Unis aujourd'hui. « Vous n'êtes pas payé pour penser » et « Si vous êtes si intelligent, pourquoi n'êtes-vous pas riche ? » Ce ne sont là que deux formules parmi d'innombrables qui sont entrées dans le langage quotidien et qui expriment cette idéologie de façon aussi directe que naïve.

La classe dominante américaine applique ces règles de façon littérale. Elle croit que tout peut être acheté pour de l'argent, et elle achète tout : des avocats et des juges, des journaux et des hommes politiques, des souverains arabes et des dirigeants sionistes, des droits aux richesses du sous-sol et des concessions pétrolières, des œuvres d'art et des savants, de jeunes femmes et la certitude du « salut éternel ». Dans des raccourcis impressionnants, Wright Mills montre la bourgeoisie monopoleuse américaine dans le miroir de ses propres convictions. Le millionnaire est toujours respecté, quelle que soit l'origine de sa fortune ; « un million de dollars efface beaucoup de péchés ». Et la majeure partie de la corruption qui existe aux Etats-Unis n'a pas d'origines « américaines » particulières ; elle n'est qu'une expression démesurément maligne de l'effort capitaliste d'accumuler des capitaux sans scrupule et sans conscience des résultats sociaux de cet effort.

La sélection de « l'élite » monopoleuse a cependant provoqué au cours des dernières décades une modification importante dans la psychologie et le comportement des couches dominantes de la bourgeoisie américaine. Le « self-made man » n'a jamais existé au sens littéral du terme. Mais c'était un mythe qui exprimait, il y a un demi-siècle, le manque de « standing » des couches dominantes, des « robber barons » qui s'étaient enrichis en pillant le domaine public.

A la phase de concurrence féroce entre ces « self-made men » a succédé ensuite une phase au cours de laquelle les couches monopoleuses supérieures de la bourgeoisie se sont reliées entre elles par d'innombrables intérêts communs. Des représentants de familles et « d'intérêts » différents siègent dans les conseils d'administration des mêmes banques ; ils se rencontrent dans les mêmes administrations publiques. Le succès de chacune des sociétés dépend moins de quelque « réussite » individuelle, que de la collaboration intime avec les autres sociétés importantes, collaboration qui assure un flux ininterrompu de crédits et d'informations sur la conjoncture.

Le type idéal du monopoleur, ce n'est donc plus celui du spéculateur qui gagne un milliard de francs par un coup audacieux, ni celui d'un industriel qui, comme Rockefeller, détruit ses concurrents en baissant les prix jusqu'à 10 % de leur niveau précédent. Le type idéal du monopoleur, c'est « l'homme dynamique au sourire d'un charme irrésistible », qui maintient de bonnes relations avec tous les membres de sa classe, qui, sans comprendre grand chose à la société, sait s'entourer de savants dont il empruntera quelques idées utiles, qui, sans être technicien, aura des techniciens suffisamment compétents dans son équipe pour rester au faite du progrès technique. Dans une telle atmosphère, où les magnats choisissent eux-mêmes leurs successeurs à la tête de l'économie, où il est inutile de disposer de connaissances personnelles parce que les connaissances les plus exceptionnelles peuvent être achetées, les qualités (positives ou négatives) des individus deviennent plutôt des obstacles que des conditions de succès.

La bourgeoisie monopoleuse américaine désigne ses dirigeants, à la tête de l'économie et de la société, par cooptation. L'irresponsabilité envers les « électeurs » formels, y compris les « actionnaires », contient en réalité une responsabilité très bien comprise envers la classe dominante elle-même. Celle-ci sélectionne ses chefs à sa propre image. Elle les désire avant tout conformistes. Etre né dans une famille bourgeoise, avoir reçu l'éducation bourgeoise, posséder les mœurs et habitudes de la grande bourgeoisie, voilà la

seule chose qu'on ne peut acheter à l'âge mûr si l'on n'en a pas joui effectivement. C'est pourquoi le **conformisme bourgeois**, le fait de ressembler intellectuellement et moralement les uns aux autres, est la qualité la plus frappante parmi les monopoleurs. C'est pourquoi, si Washington lisait du Voltaire et du Locke pour se détendre, Eisenhower lit des histoires de cow-boy et des romans policiers...

LA CLASSE DOMINANTE ET SON APPAREIL MILITAIRE

Une des particularités du capitalisme américain au XIX[e] siècle, c'était la faiblesse extrême de l'appareil d'Etat central. La majeure partie de la population était armée du fait de son existence comme colons au milieu d'une population indigène hostile. Le système de la milice prévalait sur celui de l'armée permanente. De même, l'administration locale et étatique prévalait sur l'administration fédérale. Le règne de la bourgeoisie était direct ; mais parce qu'il était direct et décentralisé, de larges masses petites bourgeoises (la majorité de la population américaine de l'époque) pouvaient s'identifier avec lui.

Deux puissants facteurs ont modifié cette situation. La guerre hispano-américaine marque, à la veille du XX[e] siècle, la naissance officielle de l'impérialisme américain ; l'entrée dans la première, puis dans la deuxième guerre mondiale, marqua la marche de cet impérialisme vers la domination mondiale. La participation du capital américain, hier encore cousin provincial des puissants de ce monde, à la lutte pour la domination mondiale impliquait la création d'une flotte et d'une armée capables de mener à bien ce combat. La situation géographique des Etats-Unis, plus encore que celle de la Grande-Bretagne, impliquait une extension mondiale progressive de points d'appui militaires et de bases navales et aériennes à travers le globe. De la pénétration du Japon à la conquête de Cuba, et des 14 points de Wilson à la conférence navale de Washington, l'expansion internationale de l'impérialisme américain a été accompagnée d'un renforcement progressif de l'appareil militaire permanent aux Etats-Unis.

L'entrée des Etats-Unis dans la deuxième guerre mondiale a opéré une transformation qualitative dans cette évolution. L'impérialisme américain n'a plus participé simplement à une lutte pour un nouveau partage du monde. Il est devenu la principale puissance mondiale, celle à laquelle est confié dès 1944 le destin mondial de tout le système capitaliste. Son existence normale est devenue du coup celle de la préparation ou de la conduite de la guerre. Il en est résulté une **militarisation progressive de toute la vie politique et sociale**, militarisation qui a atteint son point culminant (provisoire) avec la guerre de Corée et la vague de la « chasse aux sorcières ». En même temps, le réarmement et l'existence d'un vaste secteur d'économie de guerre, n'apparaissent pas seulement comme une institution normale et permanente ; ils semblent de plus en plus les seuls garants possibles de la prospérité et d'un degré élevé de l'emploi.

La transformation complète de la situation et des responsabilités internationales de la bourgeoisie américaine au cours d'un demi-siècle — la dernière phase de cette transformation vient d'ailleurs d'être ouverte par la fabrication des engins balistiques intercontinentaux en U.R.S.S., qui font du territoire même des Etats-Unis un champ de bataille probable de la prochaine guerre mondiale — a entraîné une modification profonde de l'attitude des sommets de la bourgeoisie envers le personnel dirigeant les institutions militaires, les généraux de l'armée et de l'aviation et les amiraux de la flotte. D'**ou siders** provenant des couches moyennes de la bourgeoisie, ils sont devenus, au cours d'une génération, des membres de plein droit des couches dominantes elles-mêmes.

En même temps, la nature de ces institutions militaires s'est également modifiée. Elles ressemblent de plus en plus dans leur structure aux **corporations**. Une vaste pyramide de techniciens responsables envers l'échelon supérieur est couronnée par les chefs qui centralisent un univers d'informations spécialisées — « sur une feuille de papier » — dans le but de prendre des décisions stratégiques d'ensemble, essentiellement inspirées par les réflexes et habitudes d'autodéfense appris au sein de leur classe. Ces dirigeants suprêmes n'ont plus grand chose de commun avec des « combattants exposés au feu de l'ennemi ». Le seul moment de leur vie où ils prennent un fusil en main, déclare ironiquement Wright Mills, c'est lorsqu'ils vont à la chasse aux canards en compagnie des dirigeants des grandes sociétés par actions. Et une compagnie d'assurance a même constaté que le taux de mortalité des officiers au front était inférieur au taux moyen des salariés de la grande industrie (p. 189).

Ce qui distingue au fond les généraux et les amiraux des chefs « civils » du Big Business, c'est qu'ils sont plus bureaucratisés et plus stéréotypés que ceux-ci. « L'esprit militaire » les a modelés rigoureusement ; le succès dans la carrière a fait le reste. En outre, contrairement aux secteurs civils du Grand Capital, les chefs militaires sont reliés les uns aux autres par des liens formels de discipline, de hiérarchie et d'ancienneté ; ils ont en plus à leur disposition un immense appareil objectif qui collecte et interprète des informations et produit des « solutions ». Tout cela a incontestablement accru leur poids spécifique au sein de la classe dominante. Ce n'est certes pas par hasard si l'on a vu au lendemain de la deuxième guerre mondiale des généraux occuper des positions politiques de la plus haute importance : un McArthur, proconsul au Japon ; un Marshall secrétaire d'Etat ; un Eisenhower président des Etats-Unis.

Cependant, il ne faut pas exagérer ce

poids **spécifique** propre de la caste militaire dans l'ensemble de la classe capitaliste. Ce qui s'est produit, ce n'est pas l'apparition d'une caste ayant des intérêts spécifiques. Nous avons plutôt assisté à la fusion, ou mieux encore, à l'absorption progressive des sommets de l'Armée et de la Marine par les couches dominantes des monopoleurs. Ce sont les chefs des grandes sociétés par actions qui agissent comme principaux conseillers des départements d'approvisionnement de l'armée ; de temps en temps (Wilson !) ils deviennent même ministre de la Défense. Simultanément, en quittant l'armée, les chefs militaires ont été régulièrement intégrés dans le Big Business. Le général Lucius D. Clay est devenu président du Conseil d'administration de la Continental Can Company ; le général Bradley occupe la même fonction à la Bulova Research Laboratories Inc. et le général McArthur à la Remington Rand. Le général Doolittle est vice-président à la Shell Oil, le général Wedemeyer occupe la même fonction à l'A.V.C.O., le général Leslie R. Groves à la Remington Rand et le général Bedell Smith à l'American Machine and Foundry Company. L'amiral Moreell préside le conseil d'administration du trust sidérurgique Jones and Laughlin, l'amiral Alan Kirk celui de la Mercast Inc. et le général Matthew B. Ridgway le Mellon Institute of Industrial Research (p. 214).

Shell, Mellon, Jones et Laughlin, Continental Can (lié au groupe Morgan) ne sont pas des sociétés quelconques ; ce sont des sociétés qui font partie du domaine des monopoleurs les plus puissants du pays. Et c'est dans ce domaine que les généraux et les amiraux ont été intégrés. Du moment que cette intégration est devenue un fait, les chefs militaires n'agissent plus en fonction d'intérêts particuliers, fût-ce d'intérêts de cliques ; ils agissent comme partie intégrante des couches monopoleuses dirigeantes de la bourgeoisie américaine, et s'identifient totalement avec les intérêts de ces couches.

LE PERSONNEL POLITIQUE DU BIG BUSINESS

Pendant le XIX[e] siècle, la politique fut une carrière méprisée par la bourgeoisie américaine. On considérait que seuls ceux qui étaient incapables de réussir dans une profession quelconque devenaient des politiciens professionnels ; encore ceux-ci étaient-ils censés s'enrichir sordidement des deniers publics. Il y a dans cette légende pas mal d'exagération (en définitive, une génération de businessmen a volé l'Etat bien davantage que trois générations de politiciens !), mais tout de même aussi une large part de vérité. Dans sa préface à « La Guerre Civile en France » de Marx, Engels cite l'exemple de l'Etat américain comme celui d'un appareil qui se rend autonome par rapport à la société pour piller impunément celle-ci.

La période de percée de la bourgeoisie monopoleuse ne modifia pas fondamentalement cette situation ; le personnel politique dirigeant se mit simplement de façon plus ouverte et plus cynique (notamment à l'époque de Mark Hannah !) au service du Grand Capital, combinant la législation du pillage en grand de celui-ci avec ses propres vols à la petite semaine. Même la période des années 1920 ressemble davantage à cette situation qu'à la structure actuelle du gouvernement américain.

Cependant, déjà au cours des années 1920, un changement progressif commença à s'opérer dans le recrutement du personnel politique **dirigeant**. Alors que le politicien professionnel continua à dominer les emplois inférieurs et moyens dans la hiérarchie politique, les emplois supérieurs commencèrent à être octroyés en nombre croissant aux membres directs des couches dominantes. Ceux-ci prédominèrent d'abord parmi les ambassadeurs ; ils pénétrèrent ensuite dans le cabinet, où l'on voit un Mellon servir au cours des années 1920. La période roosevéltienne et la période d'Eisenhower accentuèrent puissamment ces tendances. Près de la moitié des ministres et sous-secrétaires d'Etat actuels n'exercèrent jamais de fonctions politiques avant d'être appelés au sommet de la hiérarchie administrative. Et le gouvernement Eisenhower illustre de façon frappante **l'union personnelle entre les monopoleurs et l'Etat** : les principaux ministres sont non seulement des membres des couches monopoleuses prédominantes, mais encore des représentants d'intérêts-clés au sein de ces couches : General Motors-Du Pont ; la firme d'avocats qui sert les intérêts de Morgan ; un Rockefeller en personne ; la principale Banque de l'Ouest des Etats-Unis.

Le choix du personnel dirigeant l'Etat, comme le choix des principales sociétés par actions, ne se fait donc ni par une élection effective, ni par la carrière professionnelle, ni même par la réussite bureaucratique. Ce **personnel est choisi par cooptation par ses pairs**, au sein des couches supérieures de la classe dominante elle-même ! (p. 235). Au sommet du gouvernement comme au sommet de la société, la fusion entre dirigeants économiques, chefs militaires et ministres est parfaite. C'est dans le même milieu, voire dans les mêmes familles, qu'ils sont tous choisis !

Wright Mills démontre de façon magistrale combien cette union personnelle entre les monopoleurs et l'Etat détruit la légende de « l'équilibre des forces » qui gouvernerait prétendument les relations entre forces sociales aux Etats-Unis. Certes, les « forces de pression » (**pressure group** et **lobbies**) essayent d'influencer les décisions du gouvernement américain. Pour autant qu'il s'agit de groupes ouvriers ou petits bourgeois, ils réussissent quelquefois à l'échelle locale ; rarement à l'échelle de l'état ; presque jamais à l'échelle fédérale. Et même lorsqu'ils réussissent, il s'agit de questions secondaires qui ne modifient en rien les structures dans lesquelles ils doivent

agir, et qui faussent les « règles du jeu » en faveur des monopoleurs. La fameuse exclamation de Charles Wilson « **ce qui est bon pour la General Motors est bon pour les Etats-Unis** » n'exprime pas tellement une philosophie qu'une réalité. Le gouvernement américain fonctionne pour assurer la réalisation de la plus-value et l'accumulation du capital des couches monopoleuses dominantes de la bourgeoisie américaine.

Wright Mills constate combien ont disparu les différences réelles entre les deux grands partis politiques américains, au point qu'ils sont obligés d'**inventer** des sujets de discorde pour justifier leur existence autonome. Les membres du Congrès (députés et sénateurs) représentent la plupart du temps une résultante entre des forces de pression contradictoires à l'échelle de la ville, de la région ou de l'Etat ; c'est pourquoi leur pouvoir réel n'a cessé de décliner. Ceux qui président les commissions du Congrès et qui détiennent un pouvoir législatif réel travaillent la main dans la main avec l'Exécutif, et, par leur origine et les intérêts qu'ils représentent, ils sont inextricablement liés au Big Business. « **L'interpénétration entre le gouvernement et le monde des affaires**, dit l'auteur, **a atteint un degré... où les deux ne peuvent plus être considérés comme deux mondes à part.** »

LES MONOPOLEURS AMERICAINS ET LA DEMOCRATIE BOURGEOISE

Comment les couches monopoleuses de la bourgeoisie américaine ont-elles réussi à établir un contrôle aussi strict sur toute la société des Etats-Unis, sans devoir passer à des formes ouvertement totalitaires de gouvernement, dictature bonapartiste et militaire ou dictature fasciste ? Il y a deux réponses essentielles à cette question. Wright Mills en donne une première ; il ne fait qu'esquisser la seconde.

Au fur et à mesure que l'industrialisation américaine a été poussée à ses stades ultimes ; que l'agriculture elle-même est entraînée dans une mécanisation à outrance ; que les anciennes collectivités plus ou moins cohérentes disparaissent à la campagne, la caractéristique générale de la société américaine est celle de la « société de masse » ou, pour parler un langage plus clair, de l'**atomisation totale du peuple.** Le « public » a été transformé en une « masse », dit Wright Mills (nous aurions préféré la formule : a été atomisé), ce qui implique :

1° Que des individus en nombre croissant n'ont plus d'opinions propres et n'en expriment plus, mais sont de simples récepteurs passifs des opinions répandues par les grands instruments de « formation de l'opinion publique » (la presse, la radio, la télévision, le cinéma, la publicité, etc.).

2° Que ces instruments sont organisés de sorte à rendre impossible le dialogue entre les « producteurs » et les « consommateurs » d'opinions. Lorsqu'un orateur, dans une réunion publique, exprime des idées fausses, vous pouvez l'interrompre et toute la salle pourrait vous suivre. Mais il est vain d'interrompre dans votre appartement isolé un orateur qui, par la télévision, s'adresse à dix millions de spectateurs...

3° Que les éléments non conformistes ou critiques ne disposent pas, en pratique, des moyens pour faire pénétrer leur avis dans la masse, ces moyens étant monopolisés par la classe dominante et par l'Etat.

4° Que la masse n'est pas autonome des institutions, mais qu'elle est au contraire pénétrée par les agents de ces institutions, qui contrôlent dans leur propre sein l'expression des opinions, voire ces opinions elles-mêmes.

Sous une forme plus explicite et plus marxiste, nous pouvons dire que la démocratie petite bourgeoise d'antan, basée sur une certaine égalité entre les citoyens de petites collectivités agricoles ou artisanales, a fait place dans le capitalisme des monopoles à une « démocratie » purement formelle, la masse des citoyens n'étant qu'un vaste « marché » auquel les monopoleurs « vendent » les idées comme ils lui vendent des voitures et des pâtes dentifrices.

Wright Mills insiste, en exagérant à notre avis, sur les causes **structurelles** de cette évolution : la croissance de la population, le développement des villes et de la technique ; l'hypertrophie des moyens de formation de l'opinion publique, etc. Incontestablement, il s'agit là du cadre matériel de l'atomisation du « public américain » de jadis, dont rêvent avec nostalgie les libéraux conservateurs. Sans ces transformations matérielles, cette « atomisation » aurait été impossible. Mais ce cadre nouveau n'implique pas **automatiquement** cette atomisation ; il ne l'implique que dans la mesure où le mouvement ouvrier politique fait défaut ou est en décadence.

Et c'est là que réside, à notre avis, la deuxième cause du déclin de la démocratie bourgeoise aux Etats-Unis, cause que Wright Mills effleure, mais à laquelle il n'accorde pas toute l'attention qu'elle mérite. En effet, si l'atomisation des citoyens n'est qu'une forme avancée de la division du travail et de la dégradation produites par l'industrie capitaliste et décrites en détail par Marx, le mouvement ouvrier a constitué en Europe à partir des années 1880 du siècle dernier un **puissant contrepoids** à cette évolution.

C'est à l'intérieur du mouvement ouvrier que le travailleur trouvait les besoins de culture et de chaleur humaine qu'une société inhumaine avait lentement tués dans le « citoyen moyen ». C'est au sein de ce mouvement ouvrier que la jeunesse ouvrière a découvert d'autres mondes que celui de l'alcool ou de la danse. C'est au sein du même mouvement que le travailleur commence à redevenir citoyen, qu'il apprend à formuler une opinion sur des sujets politiques et à l'exprimer, qu'il a appris que son opinion

compte et peut changer les choses. C'est là qu'il a reconquis un sens de dignité et d'indépendance par rapport au Capital. **C'est par la conquête de la conscience de classe articulée au sein du mouvement ouvrier que le travailleur peut surmonter l'atomisation produite par le capitalisme**, qu'il peut lui faire front **comme individu intégré dans une classe organisée.**

Or, les Etats-Unis n'ont jamais connu un mouvement ouvrier politique de masse ; mais dans la mesure où les syndicats du C.I.O. étaient suffisamment démocratiques, à l'origine, pour admettre l'auto-activité des masses en leur sein, l'expérience a montré que **potentiellement** la classe ouvrière américaine pouvait échapper au contrôle total de sa vie et de sa pensée par le capital, qu'elle pouvait commencer son émancipation dans ses propres organisations de classe (2).

C'est donc par l'absence d'un mouvement politique de masse et la rapide dégénérescence des syndicats de masse que s'explique la toute-puissance des idées, des normes, du code des monopoleurs aux Etats-Unis, qui est en même temps leur toute-puissance politique. C'est l'absence d'un grand parti ouvrier qui transforme les élections en farce, la presse en monopole de la bourgeoisie, et des dizaines de millions d'ouvriers en robots enfermés dans des occupations, des habitudes, des plaisirs et des pensées préfabriquées par leurs maîtres. Par un tragique retour des choses, la société totalitaire d'hommes-fourmis qui, selon les idéologues du capitalisme, serait l'aboutissement final du socialisme, est en train de se construire aux Etats-Unis, au paradis du Grand Capital.

C'est en définitive ce même facteur qui explique le règne politique sans limite des monopoleurs aux Etats-Unis. Il explique pourquoi, en l'absence d'un puissant parti politique de la classe ouvrière, les monopoleurs peuvent continuer à manier tous les instruments classiques de la démocratie bourgeoise sans devoir courir le risque d'introduire d'authentiques représentants des travailleurs dans les rouages de l'administration. Mais le jour où les syndicats américains créeront le grand **Labor Party**, beaucoup de caractéristiques du régime politique américain que Wright Mills considère comme définitives connaîtront un bouleversement aussi rapide que radical. L'évolution qu'il décrit n'est ni fatale ni irréversible. Les mêmes forces qui, à l'échelle mondiale, favorisent l'essor de la Révolution, finiront par saper l'influence politique du Capital sur les travailleurs américains.

CLASSE DOMINANTE OU « POWER ELITE » ?

Si l'excellente analyse de Wright Mills faiblit dans l'examen des causes de l'atomisation actuelle de la société américaine, elle est décevante lorsqu'elle touche à la question théorique fondamentale : les monopoleurs au pouvoir représent-ils une classe sociale ou sont-ils, pour citer les paroles de l'auteur, une « élite du pouvoir », a power elite ? Défigurant inutilement les résultats remarquables de son propre travail, et faisant preuve d'un regrettable manque de courage moral, Wright Mills essaye en quelques formules de polémiquer contre la « simpliste » notion marxiste de classe. Ainsi il écrit à la page 277 : « L'opinion marxiste simpliste fait de l'homme économique puissant celui qui détient réellement le pouvoir ». Et encore, à la même page :

« **Classe dominante », c'est une formule mal chargée [de signification affective]. « Classe » est un terme économique ; le pouvoir est une notion politique. La phrase « classe dominante » (classe au pouvoir) implique donc la théorie qu'une classe économique gouverne politiquement. Cette théorie simpliste peut parfois être vraie et parfois ne pas l'être, mais nous ne désirons pas emporter cette théorie plutôt simpliste dans les termes que nous employons pour définir nos problèmes ; nous désirons formuler les théories explicitement, en employant des termes qui ont une signification plus précise et unilatérale. Spécifiquement, la phrase « classe dominante », dans ce qu'elle implique politiquement, ne permet pas assez d'autonomie au domaine politique et à ses agents, et ne dit rien du domaine militaire comme tel. Nos lecteurs devraient avoir compris à ce point que nous n'acceptons pas comme correcte l'opinion simpliste selon laquelle les hommes économiques puissants prennent unilatéralement [?] toutes les décisions d'importance nationale. Nous croyons qu'une opinion aussi simpliste de « déterminisme économique » doit être complétée par un « déterminisme politique » et un « déterminisme militaire » ; que les agents supérieurs de chacun de ces trois domaines possèdent maintenant un degré notable d'autonomie ; et que c'est seulement par les voies souvent compliquées d'une coalition [?] qu'ils élaborent et exécutent les décisions les plus importantes.** »

Passons sur la formule « simpliste » qui revient cinq fois dans ces passages ; nous ignorons si elle vise les **déformateurs** du marxisme qui en font une élaboration simpliste et mécaniste, ou le marxisme lui-même. Dans le premier cas, Wright Mills aurait dû être plus explicite ; dans le second, il n'apporte même pas l'ombre d'une preuve. Dirions-nous méchamment qu'il est lui-même victime d'une « éducation qui devient de plus en plus un instrument pour former l'opinion publique » comme il la définit si correctement ? Quant aux notions « précises et unilatérales », avouons que le terme « power elite » nous semble fort éloigné de cet idéal et rempli d'équivoque.

L'objection de Wright Mills contre le terme « classe dominante », c'est qu'il met trop l'accent sur le phénomène « éco-

(2) Voir à ce sujet l'excellent ouvrage de Daniel Guérin : « Où va le peuple américain ? ».

nomique » et permet trop peu d' « autonomie » aux agents politiques et militaires. Parler d'une classe dominante comme d'une notion « déterminée économiquement » est cependant plus qu'abusif, et tout à fait contraire au sens du marxisme. Une classe dominante est par définition un groupe d'hommes qui, détenant le contrôle des moyens de production ou du surproduit social, façonne les **institutions sociales** pour conserver, transmettre et garantir ce contrôle. Elle est donc un phénomène social et non pas économique. Dans des périodes historiques transitoires, qui occupent tout de même des siècles, elle peut même être privée de la principale richesse économique : qu'on pense à la noblesse de cour sous la monarchie absolue du XVI[e] au XVIII[e] siècle ! L'objection de Wright Mills est donc absolument non fondée. Pour démontrer que nous ne sommes pas en présence d'une classe dominante, il devrait démontrer que ceux qui détiennent le pouvoir politique et militaire ne sont pas nés dans la bourgeoisie, n'ont pas fait leurs études aux côtés d'autres fils de bourgeois, n'ont pas suivi les cours des Universités « aristocratiques », n'habitent pas les faubourgs chics des grandes villes, ne fréquentent pas les cercles et clubs des monopoleurs, n'occupent pas, à la retraite, des postes dans les conseils d'administration des grandes sociétés, n'investissent pas leurs « économies » dans les actions de ces mêmes sociétés (des spéculations aidant à arrondir le magot, grâce à des « tuyaux » de bonne source !). Bref, il devrait démontrer que des membres d'une **autre classe sociale** (par exemple des membres de la classe ouvrière, ou de la nouvelle classe moyenne des employés, ou de la classe des artisans et des paysans travailleurs) occupent les postes dirigeants de l'appareil politique et militaire, et qu'ils « s'infiltrent » petit à petit dans les couches prédominantes de la société, **malgré le fait** qu'ils ne sont pas, et ne deviennent pas, des bourgeois.

Or, non seulement Wright Mills ne démontre nulle part pareille évolution. **Son livre tout entier démontre le contraire.** En de nombreux endroits il parle de la « conscience de classe » des sommets de la société américaine (pp. 29, 31, 283). Celle-ci, dit-il à la page 30, est la plus apparente dans la classe supérieure, classe intimement unie. Les membres des classes possédantes, dit-il à la page 69, ayant étudié aux mêmes Universités, fréquentant les mêmes clubs, et liés par d'innombrables liens de mariage et d'amitié, se répandent dans des milieux dirigeants divers, économique, politique et militaire. « **Un fils prometteur s'engage dans une carrière gouvernementale élevée — peut-être la secrétairerie d'Etat ; son premier cousin devient plus tard administrateur élevé d'une grande société ; son oncle occupe déjà un commandement dans la Marine ; un frère du premier cousin est sur le point d'être nommé président d'une des Universités les plus importantes. Et il y a naturellement encore la firme familiale d'avocats, dont les membres conservent le contact avec toute la famille et ses problèmes.** » Vraiment, n'est-ce pas là l'image d'une classe dominante qui est ainsi décrite ?

L'indépendance du pouvoir politique ? A la page 125, Wright Mills écrit que « **ce ne sont pas les politiciens du gouvernement visible, mais les principaux administrateurs (executives) des sociétés par actions qui occupent la direction politique, de fait ou par leurs représentants, qui détiennent le pouvoir et les moyens de défendre les privileges de leur monde... sans qu'il y ait des pouvoirs effectifs et durables qui puissent faire contre-poids** ». Et à la page 169 il précise : « **De plus en plus, les administrateurs de sociétés sont directement entrés dans le gouvernement ; et le résultat en a été une économie politique virtuellement nouvelle, au sommet (sic !) de laquelle nous trouvons ceux qui représentent les magnats des grandes sociétés** ». A la page 275 il souligne encore que ce sont les représentants des grandes sociétés par actions qui sont « politiquement prédominants ».

Quant aux chefs militaires, Wright Mills précise qu'ils ont été « recrutés parmi les couches dominantes de la société » (p. 173), qu'ils se sont « entendus avec les grandes sociétés » (p. 213) qu'ils « fusionnent » avec les monopoleurs (pp. 214-215). Il est vrai qu'il indique qu'avec la croissance du secteur d'armements dans l'économie, les chefs militaires exercent une influence sur toute l'économie ; mais ils l'exercent, comme par hasard, au profit quasi-exclusif des grandes sociétés monopoleuses...

Ce qui subsiste donc de la thèse de Wright Mills, à la lumière de sa propre analyse, c'est le fait que les couches monopoleuses dominantes de la bourgeoisie américaine ne se recrutent pas seulement parmi les représentants directs des sociétés monopoleuses, mais encore parmi les chefs militaires et politiques **bourgeois** qui sont périodiquement entraînés dans le « inner circle » dont ils renouvellent pour ainsi dire le sang. C'est là un vieux phénomène dans l'histoire de la bourgeoisie. Il renforce la notion de classe dominante au lieu de l'affaiblir, car ce personnel dirigeant politique et militaire qui s'identifie si bien avec les intérêts des monopoleurs provient lui-même, comme Wright Mills le décrit de façon excellente, **du même milieu social**, suit le même code idéologico-moral et a la même conscience politique et sociale. C'est donc qu'il fait partie de la même classe dominante.

Ce défaut final du livre de Wright Mills devrait être une raison de plus pour les marxistes d'étudier de façon minutieuse et critique cet ouvrage du reste excellent. Et ils n'auront raison de triompher que le jour où l'un d'entre eux, sans commettre les erreurs de Wright Mills, mais en imitant et dépassant toutes ses qualités, réussira à faire une analyse aussi complète et minutieuse, disons de la classe dominante britannique, française, allemande ou indienne...

Vingt ans de la IV[e] Internationale

1938 - 1958

(Histoire de ses idées et de ses luttes)

par **Michel PABLO**

I

De la Conférence de Fondation (septembre 1938) à l'éclatement de la 2[e] guerre mondiale (septembre 1939)

La IV[e] Internationale fut fondée en 1938, cinq ans environ après l'avènement du fascisme en Allemagne et la banqueroute historique de la III[e] Internationale et des Partis communistes dans cette épreuve décisive.

L'année 1938 n'était certes pas propice à de rapides développements révolutionnaires qui pourraient grossir les rangs de la nouvelle Internationale. Ce fut au contraire une année des plus sombres de l'avant-guerre, point culminant de la période de défaites du prolétariat international, de la réaction fasciste, de la terreur et des crimes staliniens. L'expérience du Front populaire en France aboutissait à l'avènement en avril 1938 du gouvernement réactionnaire de Daladier, qui commençait à liquider une par une les conquêtes de Juin 1936, signait le pacte de Munich et précipitait le pays désemparé, démoralisé, dans la voie de la guerre impérialiste.

En Espagne, après la prise de Teruel par Franco, s'amorçait rapidement la défaite de la Révolution espagnole trahie par sa direction « Front populaire ».

En U.R.S.S., la réaction thermidorienne de Staline battait son plein avec le troisième grand procès de Moscou, le procès des « 21 », qui condamnait à mort et exécutait Boukharine et 18 de ses compagnons, tous des vieux bolcheviks, dirigeants de la Révolution d'Octobre et de la III[e] Internationale.

L'ombre de la guerre impérialiste s'étendait opaque, dominant la scène internationale.

En Europe, les coups d'Etat de Hitler se succédaient rapprochant la date fatidique du nouveau massacre mondial : occupation de l'Autriche, sort semblable en préparation de la Tchécoslovaquie.

En Extrême-Orient, le Japon s'installait dans la guerre difficile contre la Chine et sondait à coups de canon la capacité de résistance de l'U.R.S.S. à ses frontières nationales.

La course aux armements dans tous les pays capitalistes battait son plein. C'était d'ailleurs là un moyen de faire face à la crise économique non encore surmontée, persistante, qui s'était abattue sur le monde capitaliste depuis 1929.

La guerre elle-même se profilait de plus en plus comme la seule issue à cette situation.

Staline, conscient de ce danger et redoutant sa perte en cas de conflit avec l'impérialisme coalisé, avait tout misé sur le « front démocratique pour la paix » en collaboration avec les impérialistes « démocrates » des Etats-Unis, de la France et de l'Angleterre. Cette politique de collaboration de classe, combinée avec la terreur sanglante du Guepeou à l'égard des tendances révolutionnaires en U.R.S.S. et dans l'ensemble du mouvement ouvrier international, avait fini par porter la décomposition et la démoralisation de ce dernier à son comble.

La voie était ainsi désormais grandement ouverte au déclenchement du massacre impérialiste.

Seule la poignée de trotskystes survivant de la terreur stalinienne en U.R.S.S. et dans les pays capitalistes et dépendants luttait toujours sans défaillance sur le programme du marxisme révolutionnaire, dénonçant les préparatifs de guerre de l'impérialisme — « fasciste » et « démocratique » — et appelant à un front de classe pour lutter efficacement contre le fascisme et la menace de guerre. « Afin de garantir la paix parmi les masses, écrivait Léon Trotsky au lendemain de l'accord de Munich en septembre 1938, nous devons renverser l'impérialisme sous tous ses masques. Seule la Révolution prolétarienne peut accomplir cette tâche. Pour préparer ce but, il faut placer le prolétariat et les peuples opprimés dans une opposition irréconciliable à l'égard de la bourgeoisie impérialiste et les rassembler dans une armée révolutionnaire internationale unique. Cette grande tâche libératrice est actuellement accomplie exclusivement par la IVe Internationale ».

Pour cette raison, la tendance internationale des trotskystes, connue alors (depuis 1936 plus particulièrement) sous le nom de « Mouvement pour la IVe Internationale », devenait la cible de la répression et de la haîne de l'impérialisme « fasciste » et « démocratique », des sociaux-patriotes et des laquais du Kremlin.

En Allemagne, de nombreux trotskystes croupissaient dans les geôles et les camps de concentration nazis ; en Grèce les prisons et les lieux d'exil de Metaxas, allié des impérialistes « démocratiques », réservaient aux trotskystes le même sort.

Mais les coups de l'Impérialisme comptaient peu par rapport à ceux qu'assénaient aux marxistes révolutionnaires les thermidoriens déchaînés du premier Etat ouvrier.

Les prolétaires sauront un jour, nous le pensons maintenant proche, ce que fut à cette époque l'épopée incroyable des bolcheviks-léninistes de l'U.R.S.S. luttant sans peur contre leurs exterminateurs staliniens, dans les prisons, les camps de concentration et les isolateurs arctiques.

L'année 1938 voit mourir à Paris, après une brusque et courte maladie, dans des circonstances les plus suspectes, le fils de Léon Trotsky, Léon Sedov. Quelques mois plus tard, en juillet 1938, disparaissait kidnappé par le Guepeou le secrétaire international Rudolf Klement (Camille), étudiant d'origine allemande.

Au Mexique même, les préparatifs des staliniens pour l'assassinat de Trotsky se multipliaient ; leurs sbires, Lombardo Tolédano en tête, s'efforçaient de créer préalablement l'ambiance propice pour ce crime.

En Espagne, trotskystes et poumistes sont également persécutés et emprisonnés par la police stalinienne du gouvernement de « Front populaire ».

LA CONFERENCE DE FONDATION

C'est dans cette ambiance de réaction et de terreur impérialiste et stalinienne, d'approche de la guerre, que se tint la conférence de fondation de la IVe Internationale le 3 septembre 1938. Elle n'a duré en effet qu'un seul jour, quelque part dans la banlieue proche de Paris (1), en présence de 30 délégués représentant les dix pays suivants, plus un représentant latino-américain : Etats-Unis, U.R.S.S., Grande-Bretagne, Allemagne, France, Italie, Pologne, Belgique, Hollande, Grèce. Plusieurs autres sections furent empêchées par les circonstances d'y envoyer des représentants.

Malgré les conditions difficiles de cette réunion et le souvenir encore frais de l'enlèvement de Rudolf Klément, la conférence fut animée par le grand souffle de sa signification historique et de l'importance de ses travaux. En effet, face aux grondements de la guerre qui approchait à grands pas, enregistrant la banqueroute incroyable des directions traditionnelles social-démocrates et staliniennes en Allemagne, en Autriche, en France, en Espagne, la tendance internationale des marxistes révolutionnaires affirmait sa confiance inébranlable en l'avenir de la révolution prolétarienne et du socialisme mondial.

La tempête qui s'annonçait était la rançon inévitable de la faillite des directions traditionnelles du mouvement ouvrier à substituer à la guerre la solution révolutionnaire. Mais, dans son passage, la guerre n'éviterait pas de balayer tout l'ancien équilibre et de provoquer l'essor d'une nouvelle période révolutionnaire aux possibilités insoupçonnables, dans laquelle se préciseraient les chances du marxisme révolutionnaire authentique, et par conséquent de la IVe Internationale.

Structurer la tendance marxiste révolutionnaire en une organisation internationale unique, la doter d'un programme précis, serait déjà garantir sa survivance en tant que telle et ses succès futurs inévitables. C'est ce qu'a fait justement la Conférence de fondation de la IVe Internationale.

(1) Le communiqué officiel de la conférence, pour des raisons évidentes de sécurité à cette époque, donnait la Suisse comme lieu de la réunion.

POURQUOI LA IVe INTERNATIONALE

Entre 1933 et 1938 et au congrès même de fondation de la IVe Internationale, la question de la création d'une nouvelle Internationale fut souvent débattue (2). Patiemment mais fermement, notre tendance, Léon Trotsky en tête, a combattu durant cette période les arguments des centristes de l'extérieur et des sceptiques dans nos propres rangs, quant à l'opportunité de créer une nouvelle Internationale. Ces arguments se résumaient en réalité en ceci : la tendance marxiste révolutionnaire est trop isolée par rapport aux masses qui n'ont pas encore pris conscience de la trahison des directions traditionnelles et surtout du stalinisme, il faut par conséquent attendre des conditions autrement favorables et éviter de créer « artificiellement » une Internationale.

Comment avons-nous répondu à ces arguments par la bouche même de la Conférence de fondation de la IVe Internationale ? En constatant trois choses à la fois : la faillite des directions traditionnelles prouvée dans des défaites historiques du prolétariat en Allemagne en 1933, en France et en Espagne dans les années 1936-1938, défaites qui n'ont enregistré aucune réaction de redressement possible des organisations dirigées par les sociaux-démocrates et les staliniens ; l'incompatibilité de notre programme et de notre doctrine avec ceux de ces directions ; notre existence de fait en tant que tendance internationale luttant sur le même programme. C'est-à-dire, notre existence en tant qu'organisation internationale est à la fois une conséquence objective, et un fait, une cause objective, qui influe désormais sur les développements. Que les masses ne soient pas encore avec nous, c'est là un aspect secondaire par rapport à notre existence objective en tant qu'organisation effectivement internationale, créée, cimentée, animée par un programme commun, fondamentalement distinct de toute autre tendance.

La IVe Internationale a émergé en tant que tendance internationale opposée aux directions traditionnelles, à travers le développement propre de la lutte de classe dans le monde d'avant-guerre, et des différenciations inévitables que celle-ci a provoquées au sein de l'avant-garde communiste internationale.

Aussi bien du point de vue des idées, du programme, de la doctrine, que des cadres, la IVe Internationale était un résultat du développement objectif, de l'évolution propre du mouvement ouvrier, et nullement une création « artificielle ». Le fait de son isolement conjoncturel des larges masses ne pouvait être évoqué comme un argument contre sa fondation. Les marxistes révolutionnaires ont depuis longtemps compris la dialectique concrète qui existe entre la classe, les partis, les directions. Il n'y a fusion entre ces éléments qu'à de rares moments de l'histoire, qu'à des points culminants de l'essor révolutionnaire. La dynamique changeante de la lutte de classe dissocie et rapproche constamment ces éléments, sans les identifier.

D'autre part, le parti, tout en étant une fraction de la classe, se distingue de celle-ci par sa qualité idéologique, par le fait qu'il constitue une fraction autrement homogène et éclairée sur les conditions et les buts de la lutte de la classe, que cette dernière. Le programme, la doctrine, tout en s'élaborant constamment avec les éléments de la lutte de classe, ses faits, ses expériences, sont l'œuvre propre du parti et non pas de la classe dans son ensemble.

Des rapports analogues existent entre le parti en tant qu'organisation de masse et son équipe de direction. Un parti, une direction révolutionnaire, peuvent avoir une avance très grande sur la mentalité et la conscience des masses, tout comme ils peuvent parfois marquer un retard, non moins colossal, sur elles. L'histoire du mouvement ouvrier international est remplie de tels exemples.

Ce qui compte en définitive pour la qualité d'une direction révolutionnaire, ce n'est pas le degré de sa liaison avec la classe à un moment donné, mais son programme, sa doctrine, ainsi que la continuité, la conséquence avec laquelle ceux-ci sont défendus par les cadres révolutionnaires. Si le programme, la doctrine correspondent effectivement non à la conscience, à la mentalité conjoncturelles de la classe, mais à la situation objective, et si l'organisation défend avec conséquence et persévérance ces idées, tôt ou tard elle réalisera sa jonction avec les masses mises en mouvement dans sa direction par les conditions objectives qui déterminent en définitive les luttes des masses.

Voilà le raisonnement de base que nous trouvons aussi bien dans l'acte de fondation de la IVe Internationale que dans son programme.

On savait déjà en 1938 que la nouvelle Internationale était et resterait pour toute une période isolée des larges masses ; on prévoyait même un isolement aggravé lors du début de la guerre ; on ne faisait pas non plus grande confiance aux adultes de l'époque, fatigués, démoralisés par les défaites et les trahisons des directions traditionnelles. On misait surtout sur les nouvelles générations et les couches et les peuples les plus opprimés de l'humanité. Et surtout on misait sur la nouvelle époque révolutionnaire que les bouleversements de la guerre ne manqueraient pas de faire surgir.

(2) Plus particulièrement par les délégués polonais.

Des ennemis ou des renégats de notre mouvement ne manquent souvent pas l'occasion de nous rappeler la « prophétie » non « réalisée » de Trotsky contenue dans son adresse du 19 octobre 1938 au meeting tenu à New-York pour célébrer la fondation de la IV^e^ Internationale : « Durant les dix prochains ans le programme de la IV^e^ Internationale deviendra le guide pour des millions, et ces millions de révolutionnaires sauront comment bouleverser terre et ciel ».

Certes l'évolution de la deuxième guerre mondiale, en divisant le camp impérialiste, a présenté une variante qui a facilité la survie des directions traditionnelles. Ceci à son tour a compliqué les développements révolutionnaires et allongé les délais. Le fait reste cependant que des millions effectivement ont pris malgré tout la voie révolutionnaire en Chine et ailleurs, renversant le capitalisme et l'impérialisme sur une grande partie du globe, et surtout qu'une nouvelle époque révolutionnaire a surgi de la guerre, la plus extraordinaire en bouleversements et en dynamique. C'est l'époque effectivement du triomphe du programme révolutionnaire de la IV^e^ Internationale, aussi bien en ce qui concerne le capitalisme que le stalinisme.

Quel est ce programme ?

LE PROGRAMME DE TRANSITION

Du point de vue documents politiques, la principale contribution de la Conférence de fondation de la IV^e^ Internationale fut incontestablement l'adoption du Programme de transition (3).

Elaboré principalement par Léon Trotsky, ce programme fut l'objet d'une ample discussion avant et durant la Conférence à laquelle ont pris part les principaux cadres internationaux d'alors de notre mouvement. Ce programme n'est naturellement pas le Programme de la IV^e^ Internationale, c'est-à-dire son programme total, mais seulement une partie de celui-ci, qui couvre « l'action d'aujourd'hui jusqu'au début de la Révolution » (Léon Trotsky). Pour qu'il soit complet il faudrait, comme l'a précisé Trotsky lui-même (4), qu'il ait une partie au début beaucoup plus analytique du point de vue théorique de la « société capitaliste moderne dans sa phase impérialiste ».

Nous trouvons cette analyse dans d'autres écrits de Léon Trotsky, tels par exemple la critique du programme de la III^e^ Internationale élaboré par Boukharine, à l'occasion de son 6^e^ congrès mondial, et « la Révolution permanente ». C'est dans ces écrits qu'il faut chercher les caractéristiques fondamentales de l'époque impérialiste qui déterminent la stratégie et la tactique du prolétariat révolutionnaire.

Il faudrait ensuite qu'il y ait aussi une partie finale s'occupant « de la révolution sociale, de la prise du pouvoir à travers l'insurrection, de la transformation de la société capitaliste en dictature du prolétariat, et de celle-ci en société socialiste ».

Les idées programmatiques de notre Internationale en ce domaine de plus en plus important et actuel, il faut les chercher dans des écrits de Léon Trotsky sur l'U.R.S.S. et le stalinisme, particulièrement dans la « Révolution trahie », ainsi que dans les documents postérieurs de la IV^e^ Internationale.

Le but du Programme de transition était et reste précis : « aider les masses, dans le processus de la lutte quotidienne, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste » ; aider à surmonter ainsi « la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution » qui caractérise notre époque, « et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde », dûe essentiellement à la politique de trahison des directions traditionnelles.

« Ce pont, précise le Programme de transition, doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière, et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat ».

C'est ce qui distingue ce programme, de structure dialectique, des programmes des sociaux-démocrates et des staliniens établissant une coupure organique entre leurs programmes minima, se limitant à des réformes dans le cadre de la société capitaliste, et leurs programmes maxima promettant pour un avenir indéterminé le remplacement du capitalisme par le socialisme.

Le Programme de transition, à l'exemple de la manière dont les premiers congrès de l'Internationale Communiste (5) posaient la tactique révolutionnaire, efface cette distinction et s'efforce au contraire de lier organiquement la lutte pour les revendications immédiates, d'où partent les luttes élémentaires des masses, avec la lutte pour le pouvoir.

(3) Son titre réel est « L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e^ Internationale ».
(4) Discussion sur le « Programme de transition ».
(5) Particulièrement le III^e^ Congrès (1921) dans ses « Thèses sur la tactique ».

Cependant cette structure transitoire du Programme, c'est-à-dire dynamique et révolutionnaire, non statique et réformiste, n'est pas un jeu de l'esprit, une abstraction intellectuelle. Elle se base au contraire sur la conviction que l'orientation des masses est en dernière analyse déterminée par les conditions objectives qui caractérisent la société.

Si, par conséquent, on élabore le programme non en l'adaptant à la mentalité conjoncturelle des masses mais aux conditions objectives, on pourra être certain que tôt ou tard les masses feront leurs les lignes directrices et les mots d'ordre d'un tel programme. C'est là le sens et la force du marxisme révolutionnaire.

Naturellement, les conditions objectives ne déterminent que le contenu du programme. Pour fixer sa forme, la forme des mots d'ordre d'action, la forme de l'agitation ou de la propagande, une véritable direction révolutionnaire liée aux réalités du mouvement ouvrier prendra toujours en considération la mentalité et la conscience précise des masses. Le sectarisme dans un tel cas consisterait à ne s'occuper que du contenu en négligeant la forme capable de le véhiculer mieux, plus vite et à temps aux masses. Par contre, l'opportunisme consisterait à sacrifier le contenu à la forme afin de raccourcir prétendument les chemins par lesquels passent la maturation et l'organisation révolutionnaire de la classe.

Le Programme de transition, élaboré sur la base de telles considérations, a victorieusement subi l'épreuve des événements et du temps. Plusieurs de ses mots d'ordre fondamentaux ont été repris par des masses immenses de par le monde, instruites par leur propre expérience. Tels par exemple les mots d'ordre de l'échelle mobile des salaires et de l'échelle mobile des heures de travail, du contrôle ouvrier de l'industrie, de l'expropriation de certains groupes de capitalistes, des piquets de grève et des milices ouvrières, des comités d'usines et des soviets.

Certains même d'entre eux font maintenant partie du programme officiel d'organismes syndicaux divers, de la Centrale unifiée des Etats-Unis à la C.O.B. bolivienne et la C.U.T. chilienne. Naturellement, ces organisations ont toujours une tendance éclectique et minimaliste qui consiste à détacher du programme certains mots d'ordre et à leur imprégner un sens réformiste. Mais le fait qu'à un moment donné tel ou tel mot d'ordre du Programme de Transition a été repris, en quelque sorte nécessairement par les masses, démontre la justesse scientifique de ce programme basé sur une appréciation correcte des conditions objectives et du mouvement des masses que ces conditions déterminent.

Que pouvons-nous dire actuellement de la validité du Programme de Transition vingt ans après son élaboration ? Qu'il reste en général toujours actuel, sauf quelques adaptations rendues nécessaires par de nouveaux éléments de la situation. Par exemple le chapitre sur les « syndicats dans l'époque de transition » pourrait avantageusement être amélioré en y incluant quelques paragraphes sur le rôle possible des syndicats dans des pays semi-coloniaux et dépendants, débordant le cadre spécifiquement économique. L'introduction en grand de l'automation et de l'énergie atomique donnera incontestablement lieu à la formulation de quelques nouveaux mots d'ordre économiques, ainsi qu'à quelques nouvelles formes d'organisation.

Le chapitre sur les « Revendications transitoires dans les pays fascistes » est plutôt maintenant — et au moins momentanément — périmé, bien qu'il contienne des appréciations hautement instructives sur la manière révolutionnaire d'utiliser les mots d'ordre économiques et de concevoir leur liaison organique avec les mots d'ordre transitoires.

Par contre le chapitre sur les « tâches de l'époque de transition » dans les Etats ouvriers acquiert une importance tout autre qu'en 1938, aussi bien par le fait de l'évolution de l'U.R.S.S. depuis lors, que de l'apparition d'autres Etats ouvriers.

Les modifications à apporter et les compléments indispensables à ce chapitre, nous les trouverons dans les documents ultérieurs de la IV^e^ Internationale et plus spécialement dans ceux de ses 4^e^ et 5^e^ Congrès mondiaux.

Léon Trotsky avait qualifié l'adoption du Programme de Transition « notre conquête capitale ». Et ce fut effectivement la contribution fondamentale de la Conférence de fondation de la IV^e^ Internationale. Mais l'œuvre de cette conférence ne se limite pas à ce document. A côté de lui, la Conférence de fondation a accompli également les tâches suivantes : elle a adopté un manifeste sur le danger de guerre qui se profilait à l'horizon ; une résolution sur la guerre en Extrême-Orient, et une autre sur le rôle mondial de l'impérialisme américain. Elle a également adopté des statuts de la IV^e^ Internationale contenant la déclaration des principes de sa politique et de sa structure organisationnelle en tant que parti mondial de la révolution socialiste, basé sur un régime de centralisme démocratique à l'échelle internationale.

Diverses autres résolutions concernaient des questions particulières de caractère intérieur: l'unification du mouvement trotskyste en Angleterre et en Grèce, et sa situation en France, en Pologne, au Mexique. Une autre résolution concernait la question de la politique à suivre de la conférence des jeunes qui se tint peu après le congrès de fondation de la IV^e^ Internationale. Des saluts furent adressés aux combattants de l'Espagne, aux militants de la IV^e^ Internationale morts, emprisonnés et exilés, à Léon Trotsky.

En somme, un travail très considérable fut accompli par le premier Congrès mondial de la nouvelle Internationale, preuve éclatante de l'intense vie politique du mouvement qu'elle représentait et de sa vitalité.

DE LA CONFERENCE DE FONDATION A L'ECLATEMENT DE LA GUERRE (Septembre 1938-Septembre 1939)

Les mois qui suivirent la fondation de la IV[e] Internationale furent marqués par l'aggravation de la situation internationale évoluant rapidement vers la guerre, la débâcle de la politique du « Front démocratique pour la paix » du Kremlin à l'aide des Fronts Populaires et de la collaboration de classe avec la bourgeoisie « démocratique », et de nouvelles défaites du prolétariat international.

Analysant la situation internationale après Munich, Léon Trotsky a mis facilement en évidence le vrai sens du compromis intervenu qui, loin d'empêcher la guerre, l'avait en réalité précipitée. Il démontrait d'autre part la banqueroute de la politique « Front Populaire » du Kremlin, et appelait à une politique de classe.

Après les événements de Tchécoslovaquie, la clé de la situation européenne se situait de nouveau en France, où socialistes et communistes unanimes avaient porté au pouvoir par leur vote d'avril 1938 le gouvernement Daladier, fossoyeur du Front populaire. La France évoluait maintenant rapidement vers un régime réactionnaire débouchant sur la perspective de la guerre.

Cependant les masses françaises voulaient encore résister à cette marche. Malgré la trahison des Jouhaux et Thorez et le découragement, le désarroi des secteurs les plus avancés du prolétariat de ce pays, environ deux millions d'ouvriers descendaient en grève dans le courant du milieu novembre 1938-début décembre, contre les mesures d'exception de Daladier. C'était cependant un combat d'arrière-garde, les directions réformistes et stalinienne n'ayant aucune intention de combattre sérieusement Daladier et de le remplacer cette fois par un gouvernement réellement ouvrier.

Le 14 décembre 1938, Léon Trotsky, commentant ces luttes, écrit son article « L'heure décisive approche en France » où, après avoir dressé le bilan de banqueroute du Front Populaire, prétendument « trahi » par son partenaire les radicaux, « le parti le plus corrompu » des milieux d'affaires et carriéristes de la bourgeoisie française, il exhorte les éléments d'avant-garde à l'action révolutionnaire résolue, seule capable de tenter d'arrêter la marche à la réaction totalitaire et à la guerre.

Parallèlement la révolution espagnole vécut ses dernières heures tragiques. La nouvelle année 1939 commença avec la ruée des hordes franquistes vers Barcelone, que le gouvernement du « Front populaire » de Negrin abandonne bientôt. Les staliniens s'efforcent de masquer la débâcle en faisant miroiter la continuation de la « résistance », et surtout en se déchargeant sur leurs alliés bourgeois « démocrates » et les socialistes, tout en poursuivant jusqu'à la dernière minute de la chute de Barcelone les persécutions, les procès, les emprisonnements des poumistes et des trotskystes.

En février 1939, Léon Trotsky dresse le bilan de la « tragédie espagnole » et fait ressortir que le Front populaire là aussi s'est avéré « un système organisé afin de décevoir et de trahir les masses exploitées ».

Politique de collaboration de classe subordonnée, comme partout ailleurs, à la direction politique de l'allié bourgeois « démocrate », le Front populaire espagnol a systématiquement saboté l'approfondissement social de la révolution afin de se consacrer soi-disant ainsi mieux à la poursuite « militaire » de la lutte. Il n'a osé procéder ni à la réforme agraire, ni à la libération du Maroc, et il a tout fait pour écraser les organismes soviétiques des masses. Ainsi il a à la fois déçu les masses et consolidé les positions de Franco.

Negrin et Azana mendiant la « paix » à Franco après la chute de Barcelone, et bientôt l'exode lamentable vers les Pyrénées, scellent sur ces images d'humiliation l'extraordinaire épopée écrite trois ans durant par les masses espagnoles.

Sur le plan du mouvement propre de la IV[e] Internationale pendant ces premiers mois après sa fondation, nous devons mentionner : l'activité et quelques succès des sections française, belge et américaine ; des nouvelles des sections d'Argentine, du Pérou, de Grèce ; les arrestations d'un grand nombre de dirigeants de la section unifiée de ce dernier pays, parmi lesquels le camarade P. Pouliopoulos (octobre 1938) ; les nouvelles parvenues en janvier 1939 sur le procès et la condamnation à de lourdes peines de prison par les nazis de nos camarades allemands de Magdebourg et de Berlin ; la persécution des camarades dirigeants en Espagne, Munis et Carlini, par les staliniens ; la campagne conjointe contre Léon Trotsky, accusé par les staliniens du Mexique d'être un « agent de l'impérialisme », et par la presse impérialiste aux Etats-Unis d'avoir « inspiré » au Président Cardenas du Mexique sa politique de « nationalisation » des pétroles ; les campagnes du S.W.P. pour le droit d'asile aux Etats-Unis des réfugiés politiques d'Europe, pour la libération des dirigeants du POUM arrêtés par les staliniens en Espagne, et contre les plans de guerre de l'impérialisme yankee qui se précisaient de plus en plus.

De manière générale, la politique essentielle des sections de la IV[e] Internationale à cette période était axée sur la lutte contre la menace de guerre. S'inspirant du Manifeste issu du Congrès de fondation, les différentes sections de la IV[e] Internationale insistaient sur les idées principales suivantes : Impérialistes « démocratiques » et impérialistes « fascistes » préparent activement une nouvelle guerre. Celle-ci n'aura pas comme raison la défense de la « démocratie » contre le « fascisme », ni d'une quelconque nouvelle « pauvre Belgique » (en l'occurrence de la Tchécoslovaquie) contre « l'agression », mais les contradictions internes de l'impérialisme dans son ensemble. Seule l'action de classe du prolétariat et des peuples opprimés pourrait faire échec au fascisme et à la guerre engendrés par le capitalisme.

Comme pendant la première guerre mondiale, il fallait se dresser résolument contre le « social-patriotisme », contre la collaboration de classe, tout en distinguant le cas éventuel de l'U.R.S.S., Etat ouvrier, impliquée dans une guerre inter-impérialiste, ainsi que le cas des pays coloniaux dressés contre l'impérialisme.

La justesse d'une telle ligne n'a pas tardé à se vérifier avec éclat, d'un côté à la suite du compromis conclu par les bourgeoisies « démocratiques » avec les bourgeoisies « fascistes » lors de l'accord de Munich, et de l'autre côté du retournement spectaculaire qui fut opéré par Staline avec le rapprochement germano-soviétique. C'est Léon Trotsky qui le premier a émis l'hypothèse d'un tel rapprochement possible entre Staline et Hitler, en octobre 1938.

Peu après, la presse internationale commençait à entrevoir également cette possibilité. Le 6 mars 1939, Trotsky discute de nouveau la possibilité d'un accord Staline-Hitler, et s'efforce d'éclairer sa signification. A peine quelques jours plus tard (10 mars), s'est tenu le 18[e] congrès du P.C. de l'U.R.S.S., dans lequel Staline présente un rapport. Manouilsky, baptisé soudainement « secrétaire » de l'Internationale Communiste à la place de Dimitrov éclipsé sans explication, parle également au nom de l'Internationale. Les deux discours sont des plus extraordinaires, caractéristiques de l'opportunisme cynique de la direction stalinienne.

Les deux orateurs qui parlaient presque au moment même où la révolution espagnole subissait une dernière humiliation à Madrid, livrée aux franquistes par la Junte militaire que présidait le « camarade » Miaja (6), héros militaire du Front populaire et membre du Parti Communiste espagnol, n'ont pas même mentionné la défaite espagnole. C'était comme si la révolution espagnole et sa fin tragique n'avaient jamais existé ! Staline en particulier n'a pas même daigné souffler un mot sur la politique du « Front populaire », réservant toute son éloquence à un réquisitoire inattendu contre les Etats et la bourgeoisie « démocratiques », ses alliés d'hier, et à des avances non dissimulées en direction cette fois-ci des Etats fascistes !

Découvrant les « antagonismes inter-impérialistes », il expliqua que les racines des rivalités inter-impérialistes entre les puissances de l'Axe d'un côté et les « démocraties » de l'autre, devaient être recherchées dans « l'injuste » traité de Versailles qu'ont imposé les vainqueurs impérialistes de la première guerre mondiale ! Lui emboîtant le pas, Manouilsky critiqua la politique des Fronts populaires pour avoir favorisé « certaines tendances d'opportunisme droitier » qui « ont idéalisé le rôle des soi-disant Etats « démocratiques » et estompé leur caractère impérialiste » !

A sa manière habituelle, Staline, constatant la faillite patente de sa politique de Front populaire et se trouvant en train de réaliser un rapprochement avec Hitler, chargea ses subordonnés de toutes les erreurs et défaites et, sans autocritique aucune, passa à la politique directement opposée !

La marche vers la guerre s'accélère entre temps singulièrement. Hitler entre en mars 1939 à Prague et annexe pratiquement la Tchécoslovaquie ; en avril, Mussolini annexe l'Albanie, et Londres mobilise.

Aux Etats-Unis, Roosevelt met la dernière main aux plans de mobilisation de guerre et prend ouvertement position pour l'emploi de « la force contre la force ». Il encourage ainsi l'Angleterre et la France dans leurs préparatifs fébriles pour la guerre contre les puissances de l'Axe. Les nouvelles qui durant ces mois parviennent de l'Internationale concernent l'activité des organisations trotskystes aux Etats-Unis, en France, au Canada,

(6) Qui était le général José Miaja, président du « Conseil de défense de Madrid » qui a livré la capitale à Franco et que les staliniens continuaient à couvrir ? « Le Président de la fameuse Commission de défense de Madrid, le camarade Miaja, est membre du Parti Communiste. Son œuvre, avec celle de ses collègues, entrera dans l'histoire » ! — écrivait l'organe officiel de l'Internationale Communiste, « Imprekor » en date du 6 février 1937.

en Chine, en Indochine. Dans ce dernier pays, le dirigeant trotskyste Ta-Tou-Thau est libéré de sa peine de prison et aussitôt après (avril 1938) triomphalement élu aux élections en Cochinchine avec toute son équipe.

Le flirt entre Hitler et Staline continue. Après Dimitrov, théoricien du Front populaire, remplacé par Manouilski qui découvre les vertus de l'Allemagne nazie, Litvinov ayant dirigé des années durant la diplomatie du « Front démocratique pour la paix » est éliminé et remplacé par Molotov (mai 1939). L'été commence sous les auspices de la crise de Dantzig et les menaces de Hitler sur la Pologne.

Le 21 août 1939, Hitler annonce le pacte de « non-agression » conclu avec Staline !

Loin d'empêcher la guerre, ce pacte, désorientant profondément le prolétariat mondial qui ne s'attendait pas malgré tout à un tel retournement spectaculaire du Kremlin, et encourageant les nazis, n'a fait en réalité que rendre désormais le déclenchement du conflit une question immédiate.

« Afin d'attaquer la Pologne et de conduire la guerre contre la France et l'Angleterre, Hitler avait besoin de la « neutralité » bienveillante de l'U.R.S.S., et de ses matières premières, **déclarait Trotsky à la presse en date du 4 septembre 1939.** Le pacte politique et commercial conclu assure à Hitler tous les deux ».

Le lendemain vendredi 5 septembre, la deuxième guerre mondiale avait commencé.

Quelle était donc la politique préconisé par la IV^e^ Internationale face à cette guerre ?

La question a son importance aussi bien par rapport à l'attitude de l'Internationale durant le déroulement du deuxième conflit mondial, dans lequel s'est trouvée depuis 1941 impliquée l'U.R.S.S. même, que par rapport aux divergences qui ont surgi au sein même de l'Internationale.

C'est ces deux aspects que nous allons immédiatement examiner et qui chronologiquement couvrent la période qui va du déclenchement de la guerre à l'assassinat de Léon Trotsky en août 1940.

Au prochain numéro : De l'éclatement de la II^e^ guerre mondiale à l'assassinat de Léon Trotsky. (Les positions de la IV^e^ Internationale sur la guerre. La Conférence d'alarme. Les divergences dans l'organisation américaine. L'assassinat de Léon Trotsky).

V. I. LENINE

Que sont les soviets ?

De tous les problèmes qui se posent impérieusement dans les Etats ouvriers, l'un des plus importants, sans aucun doute, est celui des soviets comme organismes de base pour que fonctionne la démocratie dans l'Etat ouvrier. Sur cette question des soviets, nous avons trouvé dans une brochure parue en anglais en 1929 le court article suivant de Lénine qui, à notre connaissance, n'a jamais été publié en français. Cette brochure ne donne pas d'autres indications sur cet article que la date. Son contenu, d'ailleurs, confirme que ces lignes furent écrites immédiatement après la dissolution de l'Assemblée constituante.

On remarquera combien Lénine insiste sur le caractère éminemment représentatif des soviets, et surtout sur la nature des rapports entre les soviets de base et le gouvernement central. Ces lignes constituent ainsi une réponse de Lénine lui-même à ce qui lui est reproché — le « socialisme par en haut »... — comme ayant été une des sources de la dégénérescence de la Révolution russe.

Des nombreux termes qui abondent dans les sciences sociales et politiques, celui de « peuple » est peut-être le plus vague. A vrai dire, nous ne possédons aucune image claire et par conséquent aucune idée effective de cette entité apparemment concrète, le « peuple ». Lié intimement à ce terme, non moins vague et encore plus embrouillant est le terme « gouvernement », un terme dépeignant une réalité aussi concrète et aussi dure que les vieilles roches elles-mêmes. Toutefois, le rapport existant entre ces deux réalités est clair à un point de vue ; dans la mesure où tout le pouvoir d'un peuple est investi dans son gouvernement, le peuple est dépourvu de tout pouvoir, un rapport si typique et, pour ainsi dire, monumentalement exprimé dans le cri « L'Etat, je suis l'Etat » lancé désespérément par le chef du gouvernement français pendant la période de sa décomposition ultime.

La Révolution russe qui occupe à présent la scène du monde vacillant permet à l'observateur attentif d'entrevoir ce que peut être cette entité, le peuple. Le peuple russe, luttant pour faire valoir ses droits, a dans le cours de l'enfantement de la Révolution donné naissance à une nouvelle création, souple, mobile, et cependant tenace comme le sont la pensée et la volonté qu'elle exprime. Cette création, ce sont les soviets.

Les trompettes de la Révolution de février 1917 firent tomber la dynastie des Romanov et la joie du peuple russe fut sans limite. Mais les événements qui suivirent immédiatement eurent un effet calmant sur les masses. Une première question brûlante se posa : « La Révolution est-elle sauve ? » Il surgit comme une réponse personnifiée à cette question le soviet, une création révolutionnaire, un enfant de la conscience populaire qui s'éveille. Les villes, les villages, ainsi que chaque unité de l'armée, tous formèrent leurs soviets locaux pour préserver la révolution.

Ces organes locaux, fonctionnant continuellement et par conséquent reflétant constamment les pensées, les désirs et la volonté des petites communautés qu'ils représentent, envoient des délégués à la capitale pour former le Comité Exécutif Central de tous les soviets des délégués, des ouvriers, des paysans et des soldats. L'élection à l'organisme central est faite sur la base des lignes de parti, de sorte que le Comité Exécutif central a toujours représenté tous les différents courants de la révolution russe et même les nuances de ceux-ci.

Peu après le renversement du tsarisme, le peuple sentit que le gouvernement provisoire nouvellement formé de Lvov-Rodzianko-Milioukov n'avait pas l'intention d'abandonner la politique générale de l'ancien régime. Ce sentiment populaire se transmit aux soviets locaux, ce qui résulta en une deuxième question : « Qui est l'ami et qui est l'ennemi ? » En d'autres termes, le soviet fut forcé d'expliquer le sens de la révolution. La première

réponse fut une fermentation au sein des soviets, reflétant l'esprit interrogateur du peuple et cette fermentation se termina par un clivage des forces soviétiques. Matériellement la scission se manifesta dans la première « coalition gouvernementale » dirigée par Kerensky.

La seconde question fut rendue encore plus vitale et plus pressante par le soulèvement de Kornilov. Il devint de plus en plus évident au peuple que la coalition gouvernementale était seulement une expression de l'ordre ancien sous un nom nouveau. En réponse à l'agitation populaire croissante, la brèche dans le soviet s'approfondit ; tout élément qui tendait irrésistiblement vers la droite fut éliminé par la pression populaire vers la gauche, le résultat en fut l'insurrection de juillet. Ainsi le soviet soulignait l'interprétation populaire du sens de la révolution. Ce n'est pas seulement une révolution politique, mais une révolution économico-sociale, et quiconque contrarie son cours est l'ennemi du peuple.

Mais si tel est vraiment le sens historique de la révolution alors se pose une troisième question : par qui et comment les problèmes de la révolution seront-ils promus et réalisés dans la vie ? Bien entendu par le peuple et par le pouvoir qui exprime le peuple, par les soviets. Telle fut la réponse catégorique donnée par l'insurrection d'Octobre qui mit fin une fois pour toutes à la politique de coalition et d'alliance de la révolution réelle avec les représentants du vieil ordre mourant. Ainsi, par un processus d'élimination, le soviet fut finalement purifié d'éléments penchant vers la droite ; un processus qui montra que, tout comme l'individu hésite avant de faire son choix et de fixer sa volonté sur telle ou telle idée se mouvant dans son esprit, le peuple russe hésita avant de trouver et d'exprimer sa volonté consciente. Et le soviet rendit tout ceci possible.

Bref, voici les trois phases traversées par le soviet, de sa naissance à sa maturité : 1° il naquit du cœur même du peuple comme gardien de la révolution ; 2° tout en grandissant il servit de pendule, d'interprète de la révolution ; 3° ayant pleinement mûri comme organe de volonté et de pensée de son père, le peuple, il devint l'instrument pour réaliser les problèmes de la révolution.

La supériorité du soviet sur toute autre forme de représentation est aisément démontrable. Tous les gouvernements prétendent représenter la volonté du peuple. Si, pour la discussion, on admet que la volonté d'un peuple est aussi réelle que la volonté d'un individu et qu'elle est la somme ou la résultante des diverses volontés la composant, il est manifeste qu'aucun corps représentatif ne peut exécuter cette volonté composite de manière satisfaisante.

En fait, la volonté d'un individu n'est pas aisément satisfaite par procuration. De sorte qu'on peut déclarer nettement que l'efficacité d'une représentation est inversement proportionnelle à la force numérique de la circonscription représentée.

De ce point de vue, il devient évident pourquoi un ordre de choses qui est devenu généralement nuisible au peuple peut être perpétué par un gouvernement « représentatif » qui a dégénéré en instrument d'un invisible gouvernement. L'histoire de la guerre est très instructive à ce sujet, comme en bien d'autres. Il est maintenant clair comme le jour que le pouvoir invisible, la classe possédant et dominant l'appareil économique dans tous les pays, possédait le gouvernement représentatif et par lui essayait de perpétuer la diplomatie secrète, la spéculation financière, l'exploitation capitaliste des masses, tous ces facteurs conduisant inévitablement aux guerres intérieures et extérieures, et tout ceci au nom du peuple.

En premier lieu, le soviet est un organe local, du peuple et avec le peuple. Un membre du soviet ne représente pas plus de 500 votes environ. Il peut être remplacé en tout temps ; il est toujours visible — des gens invisibles ne sont pas admis. En outre, le soviet fonctionne de manière « centripète », l'organe central est gouverné par les corps constituants locaux. De ce point de vue, le gouvernement soviétique peut être comparé à un bureau météorologique central dont l'utilité et l'efficacité, dont la raison même d'existence sont déterminés par les travaux des bureaux météorologiques locaux.

En réalité l'histoire semble montrer à l'humanité une nouvelle forme d'organisation de l'Etat qui se rapproche étroitement des exigences du peuple et qui correspond au nouvel ordre de choses introduit par la révolution russe.

Ces tout derniers jours ont mis ici (à Petrograd) face à face ces deux types de représentation, d'une part l'Assemblée constituante dans laquelle un homme représente 200.000 volontés et de l'autre les soviets pan-russes, ces gardiens directs, ces interprètes et ces promoteurs de la révolution sociale, dont chaque membre est étroitement relié au pouls même du peuple. La dissolution de l'Assemblée constituante par le pouvoir soviétique ne souleva aucune ride à la surface de l'immense mer des masses russes, alors que la limitation des pouvoirs des soviets, deux mois auparavant, entraîna la destruction du gouvernement provisoire.

Le soviet, étant proche du peuple, doit exprimer littéralement les réalités, comme le peuple lui-même les exprime.

Le soviet est probablement la plus importante contribution de la Révolution russe.

Janvier 1958.

En souvenir d'un anniversaire

Au moment où était célébré le 40e anniversaire d'Octobre, nous avons reçu les lignes suivantes rappelant le souvenir de la grande manifestation oppositionnelle du 10e anniversaire d'Octobre à Moscou et à Léningrad, contre le Thermidor triomphant de la bureaucratie. A la lecture de ces lignes, chacun aura comme nous la conviction profonde qu'elles ont été écrites par un témoin oculaire de cette manifestation, par quelqu'un qui a sans aucun doute aussi connu de près les discussions qu'il mentionne à son sujet.

Ainsi, malgré l'épouvantable répression stalinienne, malgré les hécatombes de révolutionnaires qu'elle a produites, il subsiste là-bas des témoins, des hommes qui se souviennent, qui ont connu la lutte suprêmement héroïque de l'Opposition soviétique. Nous publions ces lignes émouvantes pour que l'exemple de ceux qui sont à l'origine de notre mouvement international stimule les nouvelles générations de communistes en lutte pour balayer le stalinisme des rangs communistes et ouvriers.

Il s'agit du dixième anniversaire injustement oublié de la Révolution d'Octobre. Parmi les millions de travailleurs de tous les pays qui ont célébré le 40e anniversaire de la Révolution russe, peu seulement se souviennent de ce qui se passa voici trente ans, le même jour dans les principales villes de Russie. Et pourtant c'étaient des événements mémorables auxquels doit indiscutablement se reporter quiconque veut tirer un bilan réellement justifié des expériences des quarante dernières années du point de vue des conquêtes ouvrières.

Le monopole d'écrire l'histoire par ceux qui, à cette époque, se sont octroyés le pouvoir absolu en Russie pour des décades et qui l'ont exercé contre la cause de la vérité et pour la plus grossière déformation de tout fait établi, a également déformé vicieusement la signification de ce 7 novembre 1927 et essayé de qualifier d'incident insignifiant ce qui était en réalité un événement historique de premier ordre: le dernier grand combat d'arrière-garde de la révolution prolétarienne russe.

A vrai dire, ce fut une bataille perdue que livrèrent alors les ouvriers des grandes entreprises de Leningrad et de Moscou (car ils formaient la masse principale des manifestants) contre les forces supérieures de l'appareil d'Etat et du parti. Une bataille qui, dans les conditions de cet automne fatal, alors que la plupart des forces saines du Parti communiste russe se rassemblaient autour du programme de « l'Opposition unifiée », pouvait à peine escompter le succès : la direction de l'Opposition était trop hétérogène et déchirée de contradictions internes, les cadres militants étaient numériquement trop faibles et les larges masses, les millions de travailleurs, encore trop peu mûrs pour vraiment comprendre qu'il s'agissait de leur propre cause.

On ne peut même pas affirmer qu'un succès plus grand de la manifestation aurait réellement ouvert la voie à une régénérescence de la révolution. Mais il serait aussi vain de discuter à ce sujet que de vouloir deviner si, par exemple, la conjuration de Babeuf aurait pu effectivement provoquer une transformation de la révolution française si elle n'avait pas été découverte prématurément.

Mais on peut affirmer, sans aucun doute, avec certitude, ce qu'a été la conséquence de la défaite prolétarienne au 10e anniversaire de la Révolution d'Octobre : le renforcement de la domination de la petite clique s'éloignant toujours plus des masses ouvrières et de leurs intérêts, au sommet de laquelle Staline érigea sa dictature personnelle, pour dérober dans une courte période, considérée du point de vue historique, à la classe ouvrière les droits les plus importants qu'elle avait conquis pendant la Révolution d'Octobre.

Qu'est-ce qui a forcé les éléments antibureaucratiques, fidèles au léninisme, du parti bolchevik à appeler leurs partisans à une manifestation de rue le 7 novembre 1927 sous leur propre drapeau et en venir ainsi à une épreuve de force ouverte avec l'appareil du parti déjà extraordinairement fort et brutal ? La raison principal était qu'à ce moment l'Opposition se trouvait déjà privée de presque toutes les possibilités légales de lutter pour son point de vue, comme cela aurait dû lui revenir d'après les statuts du parti. La direction du parti, et avant tout — comme cela fut établi plus tard — Staline, dans la

plupart des cas, sans informer de ses mesures les autres membres du Bureau Politique, avait utilisé la déclaration de l'Opposition du 16 octobre (dans laquelle elle renonçait à poursuivre la lutte fractionnelle) pour déclencher une terreur sans scrupule contre les membres de l'Opposition. Elimination des postes, exclusions, déplacements punitifs, menaces de toutes sortes, représailles administratives anticipant le développement des années à venir, tout cela constituait le « travail préparatoire » du 15e Congrès du Parti communiste russe où devait avoir lieu le « règlement général » avec l'Opposition. Il ne pouvait plus être question d'une élémentaire liberté de discussion, tout centralisme démocratique étant devenu une farce.

Si, dans cette situation l'Opposition appela à des manifestations indépendantes, ce fut principalement pour protester contre les méthodes de violence tout à fait non-communistes. Il s'agissait du droit sacré à la démocratie ouvrière de la Révolution d'Octobre, pour lequel devait combattre par tous les moyens tout ouvrier fidèle à Lenine et à la Révolution d'Octobre.

De longues années après cette démonstration non seulement ses participants et les ouvriers sympathisants à l'Opposition la décrivirent, mais aussi des témoins oculaires objectifs, et certains qui, à l'époque avaient pris part contre elle dans les rangs de l'appareil d'Etat et du parti stalinien mais qui, plus tard, furent eux-mêmes saisis dans le broyeur de la fureur de la répression insatiable de l'appareil ; quand ils commencèrent à comprendre qu'ils devaient avant tout servir les intérêts du prolétariat, ils s'efforcèrent de décrire véritablement les événements et il devint clair que les méthodes les plus désespérées durent être employées pour donner l'illusion d'un « isolement de l'Opposition ». Ni les avertissements officiels contre la participation à la manifestation de l'Opposition ni les mesures les plus inconsidérées d'isolement et de matraquage employées par la milice et les fonctionnaires du Guépéou en civil ne purent suffire. On eut recours à la corruption, aux calomnies, au mensonge. Mais cela ne suffit pas à chasser les ouvriers qui se regroupaient à nouveau autour des tribunes érigées pour entendre Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Evdokimov, Radek et autres dirigeants connus du temps de la lutte contre le tsarisme et de la Révolution d'Octobre, et qui ne se dispersaient qu'après avoir chanté avec une résolution solennelle la dernière parole de « l'Internationale ».

Quelle était la signification de la démonstration ? Ce que beaucoup d'ouvriers comprenaient alors consciemment, que la plupart ressentaient instinctivement, c'est qu'il s'agissait de la possibilité d'une immixtion directe des masses ouvrières dans la politique, du droit aux manifestations de rue comme partie intégrante de la démocratie ouvrière qui, selon la définition de Lenine, était un synonyme de la dictature du prolétariat érigée contre l'ennemi de classe. Si la masse se trouve écartée, quelqu'en soit le prétexte, les décisions du parti se transforment en chose d'une petite oligarchie de l'appareil du parti, tandis qu'il ne reste aux ouvriers que le droit d'approuver en silence qui se transforme bientôt en obligation d'applaudir d'autant plus bruyamment que cela est totalement dépourvu de sincérité.

⁂

La suite directe des manifestations dans les rues de Moscou et de Leningrad le 7 novembre 1927 fut une nouvelle vague de représailles, une chasse effrénée qui alla croissant davantage jusqu'à l'ouverture du 15e Congrès et qui trouva son point culminant dans l'exclusion des dirigeants et des membres les plus actifs de l'Opposition. Mais ce ne fut que le prélude à la campagne de destruction qui dura plus de dix ans et dans laquelle des centaines de milliers de communistes de Russie furent détruits.

Les opinions furent partagées sur la nécessité tactique et l'utilité de la manifestation du 10e anniversaire non seulement dans les semaines et mois qui la suivirent, mais aussi dans les années ultérieures, lorsqu'on reconsidéra les épisodes de la grande lutte pour le léninisme. Entre autre, certains défendaient l'idée que l'on n'aurait pas dû donner un prétexte aux forces les plus réactionnaires dans le parti.

Aujourd'hui, 30 ans après, on peut apprécier cette démonstration d'une manière objective, dans une perspective historique. Car aujourd'hui, où le déroulement et les décisions du 20e Congrès du P. C. de l'Union soviétique ont mis à nu la tragédie de ce développement historique qui y est caractérisé comme une « déviation des règles de la vie du parti établies par Lénine », la solution des tâches que les manifestants voyaient devant eux est plus actuelle que jamais : les ouvriers et les communistes de Russie ne trouveront la clef d'un avenir meilleur que dans le développement d'une véritable démocratie ouvrière — comme contenu réel de la dictature du prolétariat — par un contrôle effectif des masses sur l'appareil d'Etat, par le droit à de libres manifestations de rue et à la liberté de la presse, comme condition préalable à un correct fonctionnement de la vie publique dans un Etat ouvrier.

Et c'est précisément à ces tâches que l'on peut rappeler les ouvriers de l'Union soviétique ainsi que les ouvriers du monde entier, par le souvenir de l'héroïque manifestation du 7 novembre 1927.

P. RICHARDS.

DOCUMENTS

Déclaration du Secrétariat International

sur le limogeage du maréchal Joukov

La crise de la direction politique de la bureaucratie soviétique connaît, depuis la mort de Staline, des rebondissements fréquents, qui se sont particulièrement accélérés ces derniers temps. C'est là la manifestation d'une instabilité plus grande que jamais du régime politique bureaucratique, incapable de surmonter les contradictions fondamentales qui le rongent.

La nouvelle crise actuelle qui se manifeste par le limogeage du maréchal Joukov n'est certainement pas encore la « dernière » qui soit destinée à stabiliser le régime d'une manière analogue par exemple à celle qu'il a connue dans les dernières années du règne de Staline. Ni les conditions interbureaucratiques, ni les rapports entre la bureaucratie dans son ensemble et les masses soviétiques et internationales ne permettent d'envisager une telle « stabilisation » comme possible. Khrouchtchev — représentant de la bureaucratie politique du Parti — est actuellement pris entre l'hostilité de la bureaucratie économique, des dirigeants administratifs et techniques de l'économie, et de la bureaucratie militaire des maréchaux, généraux et hauts officiers de l'armée. D'autre part, il a à faire face à la pression montante des masses soviétiques, avides de plus de bien-être et de plus de libertés.

Khrouchtchev s'est mis à centraliser tout le pouvoir entre ses mains, en se basant sur la force essentielle de l'appareil politique du Parti. Sur cette voie, il a eu à éliminer la résistance d'hommes comme Malenkov, Molotov, Kaganovitch, Sabourov, Pervoukine, représentants de la haute bureaucratie administrative de l'Etat et de l'économie, et des techniciens. Il n'a gagné — provisoirement — la bataille contre eux qu'en profitant essentiellement des dissensions de ses adversaires et de l'appui qui lui fut octroyé par l'armée en la personne de Joukov.

Cependant, sa victoire sur cette couche importante de la bureaucratie ne saurait être achevée sans l'accomplissement d'une manière réussie de la « décentralisation », au moyen de laquelle, entre autre, Khrouchtchev cherche à établir le contrôle du Parti sur les dirigeants administratifs et techniques de l'économie. Cette entreprise, qui est en cours en U.R.S.S., est loin d'avoir produit les résultats escomptés par son initiateur. Dans la phase actuelle, elle n'a en réalité fait qu'attiser à l'extrême la résistance des couches bureaucratiques lésées par cette opération de Khrouchtchev.

Au même moment, ce dernier devait faire face à l'avance rapide prise par l'armée cherchant à se constituer en force autonome, en dehors du contrôle de l'appareil bureaucratique du Parti. Cette avance de l'armée, sur laquelle venait se greffer la résistance toujours opiniâtre de couches de la haute société administrative de l'Etat et de l'économie, risquait de produire à très courte échéance la chute de Khrouchtchev et sa perte. Profitant de l'absence à l'étranger de Joukov, Khrouchtchev s'est décidé à gagner de vitesse les forces adverses.

Mais, du coup, il se trouve maintenant en conflit ouvert aussi bien avec la haute bureaucratie administrative qu'avec celle de l'armée. Le sommet auquel il accède est ainsi celui d'un volcan.

Pour s'y maintenir, il a besoin soit de faire appel à l'appui des larges masses, soit de recourir à un régime de terreur et à des purges sanglantes, à l'exemple de Staline. Faire appel aux masses signifierait mener la « déstalinisation » à sa conclusion essentielle,

à savoir restaurer la véritable démocratie soviétique. Khrouchtchev, représentant lui-même la couche bureaucratique la plus parasitaire, est naturellement incapable de se suicider.

En réalité, c'est lui qui, depuis un certain temps déjà, a voulu arrêter la « déstalinisation », faire marche arrière et circonscrire la soi-disant « libéralisation » du régime dans un cadre très strict, compatible avec le contrôle bureaucratique de son parti monolithique sur l'ensemble de la vie soviétique et du mouvement communiste international.

D'autre part, faire appel à la terreur et aux purges exigerait un rapport de force avec les masses totalement différent de celui qui existe actuellement en U.R.S.S. La terreur de Staline a pu s'exercer sur un fond de misère économique et de défaites, de fatigue et de démoralisation du prolétariat aussi bien en U.R.S.S. qu'internationalement. L'ascendant que prit alors la police, instrument de Staline, aussi bien sur le Parti que sur l'armée et toutes les couches de la bureaucratie et du peuple soviétique se basait sur le caractère arriéré de l'U.R.S.S. et le déclin des forces révolutionnaires en U. R. S. S. et dans le monde.

La situation actuelle est fondamentalement différente. L'U.R.S.S. n'est plus celle des années 1930 mais celle du Spoutnik, et le monde n'est plus celui qui a connu la victoire du fascisme allemand et l'approche de la guerre impérialiste, mais celui de la Révolution coloniale montante d'un bout à l'autre des positions impérialistes, et de la révolution politique dans les Etats ouvriers dominés encore par le Kremlin.

Khrouchtchev sera forcé de tenter de maîtriser la situation en combinant, comme par le passé, concessions et répressions. Son régime est d'ores et déjà un bonapartisme basé sur la bureaucratie politique du Parti. Mais ce Parti, isolé déjà par rapport aux masses ouvrières et paysannes du pays, est isolé également actuellement de l'appui des couches décisives de la bureaucratie administrative de l'Etat et de l'économie, techniciens, officiers supérieurs de l'armée.

Dans ces conditions, la crise de la direction politique de la bureaucratie soviétique s'achemine rapidement vers de nouvelles explosions. Cette crise ne se prolonge en réalité que parce que les masses soviétiques n'ont pu intervenir efficacement. Leur manque d'une direction marxiste révolutionnaire, ainsi que la crainte de voir l'impérialisme profiter de la crise, sont les principales causes de leur attitude.

Mais, d'autre part, le maintien et l'exacerbation de la crise aux sommets de la bureaucratie ne peuvent que favoriser une prise de conscience politique rapide des masses et activer leur intervention agissante. Quand celle-ci se produira, la bureaucratie aura juste le temps d'entendre sonner le glas de sa chute dans le fracas de ses forces s'entrechoquant et se décomposant rapidement.

La IV^e^ Internationale appelle les masses soviétiques à former une nouvelle direction marxiste révolutionnaire qui reprendra le programme de Lénine et de Trotsky et restaurera la démocratie soviétique en U.R.S.S. et dans tous les pays ouvriers.

Elle appelle les membres des partis communistes de par le monde à intervenir dans la crise, en exigeant de leurs directions une ample information démocratique sur les événements du P. C. de l'U.R.S.S., et le droit pour les tendances et personnes éliminées par Khrouchtchev de faire connaître elles-mêmes leurs véritables positions. Sinon ils deviendraient complices des nouveaux crimes et déshonneurs du mouvement ouvrier, que la direction du Kremlin aux abois est capable de commettre avant qu'elle ne disparaisse.

LE SECRETARIAT INTERNATIONAL
DE LA IV^e^ INTERNATIONALE.

LES LIVRES

Lettre polonaise sur la misère intellectuelle en France

de Dionys MASCOLO (1)

L'auteur, ex-membre du P.C. français, ayant rompu avec le parti lors de l'affaire Rajk, se livre à une critique lucide de la situation des intellectuels français, de « gauche » et de « droite ». Il insiste plus particulièrement sur ceux de la « gauche » qui vont des membres du P.C. français aux « sympathisants » ou ex-sympathisants à la Sartre.

Médiocrité, conformisme, légèreté, sont, selon l'auteur, les caractéristiques de la « misère intellectuelle en France », conséquence elle-même des occasions révolutionnaires manquées avant tout par la faute de la direction pseudo-révolutionnaire, stalinienne, du P.C.F. Il attaque la forme particulière que prend ce qu'il appelle la « bêtise » intellectuelle française : « **un scepticisme de boutiquier, qui n'a rien de commun avec le grand scepticisme, une logique de bureaucrate, qui n'a rien de commun avec la grande passion logique, une critique de « gens d'esprit » infiniment éloignée de la grande contestation comique. C'est la bêtise au niveau le plus élevé, la vraie, celle d'une masse « cultivée », avertie, qui se croit à l'opposé de l'ignorance, une bêtise « d'élite ».**

La réflexion critique profonde, et plus encore ensuite l'action conséquente font défaut à cette « élite » qui ne s'anime que par une « attitude de curiosité pour les choses vitales », mais sans « l'attachement passionné pour elles ».

C'est surtout l'exemple caractéristique de Sartre, coryphée des intellectuels « sympathisants » de « gauche » qui inspire la verve critique acerbe de l'auteur.

Pour les « intellectuels » propres au P. C. français, « il y a peu de chose à dire » car « aucun d'eux n'a même tenté sérieusement d'être un idéologue communiste » et tous ont fini par devenir en réalité « des fonctionnaires préposés aux tâches culturelles ».

Mais que dire de la pléiade des « sympathisants » de « gauche » à la Sartre, d'une productivité toujours « sincère » autant que « hâtive et hasardeuse » ?

Le cas de Sartre lui-même illustre au mieux les caractéristiques de toute cette catégorie. « **En fait, théoricien de l'engagement depuis dix ans, Sartre et ses amis n'ont jamais été capables de s'engager dans une véritable action révolutionnaire, ni d'éviter en même temps de donner des gages, et au pire moment, à l'orthodoxie pseudo-révolutionnaire du parti stalinien. Ils restaient donc à l'extérieur du parti tout en le déclarant « seul révolutionnaire ».**

Sartre a pu ainsi passer d'une attiture anticommuniste de principe à des positions politiques staliniennes, sans changer d'erreur. **Dans les deux cas il a confondu radicalement le projet révolutionnaire avec le stalinisme, tantôt pour le condamner et ensuite pour l'approuver, et sans donner aucunement les raisons d'un tel changement d'attitude.** »

L'auteur insiste sur la manière dont Sartre a ensuite rompu avec le P.C. et les propos à la fois confusionnistes et scandaleux qu'il a tenus — à côté de remarques ingénieuses et fort correctes — concernant le rapport Khrouchtchev et les événements de Pologne et de Hongrie.

« Qu'en conclure » ? se demande Mascolo. Que « le pire sous-produit du stalinisme ce sont les « sympathisants ». Ils risquent d'être les derniers déstalinisés, bien après les staliniens endurcis ». Que la « désartrisation risque d'être plus longue et plus douloureuse que la déstalinisation ».

Mascolo fait appel à « la révolte » des vrais intellectuels, c'est-à-dire de ceux « dont la vocation ne fait qu'un avec la conviction que la pensée n'est pas une spécialité, encore moins une fonction, mais qu'elle est une force dans le monde, que cette force est le bien de tous, et que la recherche de la vérité est son but ». Donc, si nous le comprenons bien, à la formation d'un type d'intellectuel qui allie la réflexion profonde à l'attachement passionné et l'action conséquente, l'engagement réel pour les buts

(1) Les Editions de Minuit, Paris.

de la réflexion, le penseur-militant communiste, le vrai intellectuel de notre époque.

Plusieurs des passages de la « Lettre polonaise » de D. Mascolo ne manqueront pas d'aller droit au cœur de ses lecteurs marxistes révolutionnaires, des communistes que nous sommes. Et ces lecteurs souhaiteront que D. Mascolo se montre conséquent avec l'esprit qui anime d'un bout à l'autre sa « lettre » remarquable (2), ne reste pas encore un autre « intellectuel » de la « diaspora » mais se situe, s'engage dans le mouvement politique communiste et œuvre, à sa façon, à la reconstruction d'une avant-garde marxiste révolutionnaire militante.

M. P.

(2) Indépendamment des quelques résidus d'éducation politique stalinienne qui lui restent, comme par exemple sa nostalgie du « Front populaire » et de la « Libération ».

Mémorandum au Comité Central

d'Imre NAGY

Ce document adressé par Imre Nagy au Comité central du Parti des travailleurs hongrois, écrit avant la révolution de 1956, a été publié en français sous un titre stupide « Un communisme qui n'oublie pas l'homme » (1) qui, ainsi que le contenu de la préface, atteste que le présentateur, F. Fejto, identifie tout simplement le marxisme, le leninisme, avec le stalinisme.

Quant au document même d'Imre Nagy, il est très explicatif à la fois du déclenchement de la révolution hongroise et de sa plus grande faiblesse, l'absence d'une direction.

Il ne doit pas être exagéré de dire que, de toutes les démocraties populaires, la Hongrie avait connu l'équipe dirigeante la plus bornée, la plus brutale, la plus abjecte. Pour Rakosi, les masses travailleuses vivaient « sur un trop grand pied », il fallait provoquer un chômage artificiel, afin de maintenir la discipline et d'accroître la productivité. Après avoir contraint Rajk à se souiller, il lui reprocha après coup d'avoir « avoué » et ainsi de l'avoir induit en erreur ! Rakosi était un stalinien de la première heure ; il se repose aujourd'hui en U.R.S.S. au lieu de répondre de ses crimes devant un tribunal populaire et c'est Imre Nagy dont la tête est menacée.

Rakosi voulut bâtir le « socialisme » en Hongrie à toute vitesse, le socialisme étant pour lui une copie de l'industrialisation soviétique, sans tenir compte des ressources propres de la Hongrie. Dès le printemps de 1953, une crise se manifesta dans le pays, et le Comité Central de juin 1953, à la suite d'interventions de minoritaires, dont Imre Nagy, condamna la politique antérieurement suivie et en adopta une autre beaucoup plus souple. Imre Nagy devint président du Conseil ; il exposa un programme comportant une augmentation de la production des biens de consommation, une amélioration du niveau de vie des masses, une politique libérale envers les campagnes, l'arrêt des arrestations arbitraires, etc...

Mais au secrétariat du parti il resta Rakosi, dirigeant de l'appareil, qui sabota systématiquement ce tournant politique. La résolution du C.C. de juin 1953 ne fut jamais publiée. L'appareil emboita le pas à Rakosi. Une lutte fractionnelle fut menée par lui contre Nagy qui aboutit à son renvoi (C.C. de mars 1955) et à sa condamnation (C.C. d'avril 1955).

Le document qui vient d'être publié fut écrit après cette session d'avril 1955, soit plus d'un an avant la révolution de 1956 ; il avait pour objet de répondre aux attaques calomnieuses que Rakosi et les siens déversaient contre Nagy, de défendre la politique que celui-ci avait voulu mener mais qui fut sabotée, enfin de crier casse-cou en face de l'orientation suivie par Rakosi, disant qu'il était tout juste temps de s'arrêter sur cette voie et qu'il fallait s'engager sur une autre voie que Nagy expose dans son memorandum.

C'est un document écrit d'une manière avant tout pédagogique, et c'est à peine si en quelques endroits on y trouve un ton polémique frappant. Toutefois, la critique du régime de Rakosi est impitoyable, et celui-ci apparaît tel qu'il était, sans scrupule, odieux, fidèle copie de son maître Staline.

Les avertissements de Nagy se sont particulièrement vérifiés. Quant à la politique qu'il préconisait, elle était pratiquement dictée en très grande mesure par les fautes et les crimes qui étaient commis par la dictature de Rakosi : il fallait battre en retraite. On peut discuter sur les détails, mais pas sur l'orientation qui s'imposait de détendre la situation en cherchant à rétablir des rapports normaux avec les masses.

Mais comment le faire ? Toutes les limites de Nagy se révèlent de façon extraordinaire dans son memorandum. Il fait une démonstration éclatante de la félonie de Rakosi, du régime antidémocratique du parti, de la lâcheté et de la corruption qui sévissaient et allaient

(1) Plon, éditeur.

croissant dans l'appareil ; ceci dit, loin d'organiser la lutte contre cela de manière adéquate, il se défend d'avoir fait du travail fractionnel — il n'en a vraiment pas fait — et il s'adresse aux hommes mêmes qui sont responsables de la situation ou qui sont les hommes-liges de Rakosi, à ce Comité Central pour changer la situation.

Comment expliquer cette attitude d'un homme politique, d'un dirigeant de parti ? A vrai dire, Imre Nagy apparaît comme un spécialiste des questions agraires dans les sommets du Parti hongrois que la force des choses a contraint à occuper des positions dirigeantes dans le parti et dans l'Etat, sans qu'il soit vraiment un chef politique. Cela aura des aspects et des conséquences tragiques dans les journées d'octobre-novembre 1956, quand les masses — tenant compte de son opposition à la dictature de Rakosi et de sa tentative de 1953-1955 — descendent dans la rue et exigent qu'il revienne au pouvoir ; au lieu de prendre la tête des travailleurs et des étudiants, il commence par se dérober (il faut que le C.C. prenne une décision déclare-t-il), puis il est constamment ballotté par les événements déchaînés.

Mais, à son manque de caractère de chef politique vient s'ajouter une erreur politique monumentale. Il dénonce le « bonapartisme » du régime Rakosi, mais l'explique... par des erreurs de jugement et non par l'existence d'une couche sociale bureaucratique, avec des intérêts différents des masses laborieuses. Il ne fait pas la moindre tentative dans ce sens, même en ce qui concerne l'Union soviétique où pourtant il a vécu des années comme directeur de kolkhoz.

« **La raison essentielle des graves erreurs commises dans les questions fondamentales du socialisme est une carence de connaissances marxistes.** » (p. 78).

« **Quand le travail théorique est inexistant, quand les discussions idéologiques ne peuvent se dérouler ni les opinions s'affronter, on peut faire une politique au jour le jour sans tenir compte de l'enseignement marxiste-leniniste, on peut donner libre cours à la manie du pouvoir, opprimer ou écarter les cadres doués. Là où le travail théorique est insuffisant, l'absence de principes envahit tout, provoquant erreurs et fautes en cascades.** » (p. 207).

Ainsi, tout en donnant une description souvent impeccable du système bureaucratique, Imre Nagy ne sort pas d'une explication d'ordre idéologique — une insuffisance de travail théorique — d'où sa tendance pédagogique vaine auprès de la direction Rakosi et de cet appareil qui ont des appétits matériels et non des besoins théoriques. On comprend donc tout ce qui a manqué à la révolution antibureaucratique hongroise de 1956: les ouvriers avaient créé des conseils, ceux-ci s'étaient fédérés, ils voulaient un Etat basé sur des conseils démocratiques, avec pluralité de partis ouvriers ; mais la direction révolutionnaire a fait défaut.

Dans le document d'Imre Nagy, on trouve des détails intéressants sur les rapports entre les dirigeants hongrois et les dirigeants soviétiques. Ceux-ci jouent incontestablement un rôle dirigeant ; ainsi il y eut des entretiens à Moscou avant les différentes sessions du Comité central du Parti des travailleurs hongrois où furent prises les décisions les plus importantes qui furent formellement ratifiées ensuite par ce Comité central. Cependant, il semble que les dirigeants soviétiques ne purent rien à l'égard de Rakosi. Est-ce parce que Imre Nagy n'avait pas la force matérielle de pousser sa lutte à fond ou est-ce parce que Rakosi avait des défenseurs au sein de la direction soviétique qui devant lui apparaissait homogène ou est-ce par suite d'une combinaison de ces deux facteurs ? Quoiqu'il en soit, déjà il y avait eu du chemin parcouru depuis le temps de Staline où de telles choses avaient même été réglées par télégramme.

P. F.

Livres que nous commenterons ultérieurement :

P. NAVILLE. — De l'aliénation du travail à la jouissance (Librairie Rivière, éditeur).

H. DENIS. — Valeur et capitalisme (Editions Sociales).

Le pamphlet du pauvre (Editions Sociales).

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

CEYLAN

Une vague gréviste

Une vague de grèves a terminé l'année 1957 à Ceylan avec plusieurs succès des travailleurs sur le gouvernement.

On sait que Ceylan avait été rendue indépendante, en même temps que l'Inde, il y a une dizaine d'années, par décision du gouvernement britannique. Le pouvoir avait alors été assuré par le parti de la bourgeoisie compradore, l'U.N.P. Le développement du mouvement des masses, mécontentes de la gestion de l'U.N.P., avait abouti en août 1953 à un **hartal** (arrêt global de toute activité) qui eut des répercussions politiques profondes, dont une scission dans l'U.N.P. et la formation d'un nouveau parti bourgeois, le S.L.F.P., lequel organisa pour les élections générales du printemps 1956 une sorte de Front populaire. Ces élections virent l'effondrement de l'U.N.P., la victoire du M.E.P. (le Front populaire dirigé par Bandaranaike), mais aussi la victoire en seconde position de notre section ceylanaise, le L.S.S.P., qui devint l'opposition officielle au Parlement.

Ainsi se forma un nouveau gouvernement, porté au pouvoir par une très large poussée des masses, mais en même temps se trouvait un important courant de travailleurs tournant leur confiance et leurs aspirations vers un parti révolutionnaire qui se fixait pour tâches d'empêcher que les désillusions inévitables dans la nouvelle équipe gouvernementale ne se fassent au profit de la réaction et de conduire les masses à la lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan.

A peine arrivé au pouvoir, Bandaranaike chercha à détourner les masses des aspirations qu'il avait nourries par démagogie avant les élections, en procédant à une diversion sur une question de langue. Jusqu'alors l'anglais avait été la langue officielle ; il fit décider que désormais ce serait le cinghalais, mais ce faisant, il heurtait une forte minorité de langue tamile, composée socialement de travailleurs. Cette décision attisa les tendances communalistes les plus arriérées et faillit mener Ceylan à une situation dangereuse. Les droits de la minorité tamile, l'égalité des différentes races, furent défendus avec vigueur par le L.S.S.P. qui, en ces circonstances, eut à subir l'assaut de courants réactionnaires. Mais la vigueur de l'action de nos camarades obligea le gouvernement à battre en retraite et à rechercher une solution plus démocratique sur cette question.

Ces événements avaient gêné mais non totalement éliminé les revendications des travailleurs en ce qui concerne leur standard de vie. Finalement ces problèmes reprirent le dessus, d'autant plus que 19 mois de gestion du nouveau gouvernement n'avaient rien apporté sinon une détérioration des conditions d'existence.

Dès l'été de 1957, la tension s'éleva chez les travailleurs de l'Etat. Ceux-ci avaient, depuis la défaite de la grève générale de 1947, un certain nombre de revendications essentielles, outre les revendications de salaires. Leurs syndicats n'avaient pas le droit de s'associer aux autres syndicats ouvriers, les travailleurs de l'Etat connaissaient des restrictions quant à leurs droits politiques.

Après une préparation minutieuse, la Fédération des syndicats des travailleurs de l'Etat donna l'ordre de grève pour le 19 novembre à minuit. La réponse des travailleurs à cet appel entraîna une dislocation complète de la vie du pays. Plus de 85.000 travailleurs firent grève : les cheminots, les travaux publics, les entreprises électriques, les services portuaires, des travailleurs du bâtiment, des fermes étatiques, des stations agricoles... Cela eut ses répercussions par ailleurs : le courrier intérieur fut presque complètement stoppé, des écoles fermèrent, les journaux du soir ne purent paraître, les trams et les trolleys circulèrent de façon réduite.

Le gouvernement essaya de recourir aux bons offices de syndicats soutenant le gouvernement, notamment ceux dirigés par les staliniens. Mais leur influence fut insignifiante.

Face à cette situation, le gouvernement se réunit en séance extraordinaire. Le Premier Ministre y convoqua notre camarade N.M. Perera, ancien maire de Colombo, président de la Fédération du Travail ceylanaise. Perera exposa les responsabilités du gouvernement dans le

mouvement ainsi que les revendications des grévistes. Il refusa d'entrer en négociations avec le gouvernement au nom de la Fédération des Travailleurs de l'Etat, mais offrit d'organiser une entrevue d'une délégation de cette Fédération avec le gouvernement, ce qui fut accepté par le Premier Ministre. Après diverses entrevues, un accord provisoire se fit, les travailleurs de l'Etat obtenant des concessions substantielles, et le travail reprit le 22 novembre à 6 heures du matin. Les deux journées de grève furent payées.

Puis les travailleurs du port de Colombo entrèrent en lutte. Depuis des mois les revendications déposées n'avaient pas reçu de réponse. Une commission officielle (que le syndicat boycotte) se réunissant le 26 novembre, les travailleurs du port débrayèrent à l'appel de leur syndicat et assiégèrent l'immeuble où se réunissait la commission non seulement ce jour là, mais également le lendemain jusque dans l'après-midi, quand la direction du port transmit les décisions de la commission, comportant la journée de 8 heures et la semaine de 45 heures, ainsi que des augmentations de salaires et d'autres avantages secondaires. Le syndicat décida alors d'arrêter la grève pour étudier les propositions ainsi faites.

Mais la situation rebondit aussitôt pour deux raisons. D'une part, à l'étude la nouvelle structure des salaires s'avérait (par suite de la mise en vigueur des 8 heures par jour et de la limitation des heures supplémentaires) aboutir à une réduction de l'enveloppe de paye de certaines catégories de travailleurs. D'autre part, le secrétaire du syndicat fut attaqué et blessé par des hommes de main de Philip Gunawardene, dont l'autorité était jadis grande sur le port de Colombo et qui est actuellement ministre du gouvernement Bandaranaike.

Aussi la grève reprit le 29 novembre et, malgré toutes sortes de menaces et de tentatives de désagrégation du mouvement, les grévistes obtinrent après six jours de lutte des augmentations réelles de salaires ainsi que la continuation de la mise au point de la structure totale des salaires dans un délai de deux mois. La grève se termina donc victorieusement le 4 décembre.

Le seul échec subi par les travailleurs dans cette période a été celui des employés et ouvriers de la municipalité de Colombo. Leurs 12 syndicats lancèrent la grève le 29 novembre, pour une augmentation de salaires en attendant la révision globale des traitements, pour être assurés des mêmes bénéfices que les travailleurs de l'Etat, et pour une amélioration des services de pension. Tandis que les deux dernières revendications furent accordées, la revendication principale se heurta au refus du gouvernement, qui devait donner ou non la permission à la municipalité. Le 2 décembre encore, toute la municipalité — c'est-à-dire aussi les élus pro-gouvernementaux (y compris les staliniens) soutenaient les grévistes. Mais dès que le gouvernement recourut à des mesures de force, employant la troupe et des chômeurs, les élus du M.E.P. et du P.C. ceylanais persuadèrent quelques syndicats de « suspendre » la grève pour deux semaines. Ceci rencontra la résistance des grévistes, certains délégués furent dénoncés, mais la grève en fut cependant affaiblie et il fallut l'arrêter sans que satisfaction ait été obtenue.

Et maintenant ce sont les travailleurs des plantations qui déposent leurs revendications. La session annuelle de leur syndicat eut en décembre un succès considérable et donna lieu à plusieurs manifestations.

La poussée gréviste a fait réfléchir quelques politiciens bourgeois qui demandent maintenant au gouvernement de prendre des mesures pour abaisser le prix du riz à 20 cents alors que peu de temps auparavant ils dénonçaient le L.S.S.P. pour « sabotage » parce qu'il avait mis en avant la revendication du riz à 25 cents.

Mais ce qui est extrêmement important dans ces mouvements qui viennent de se produire, c'est, d'une part, qu'ils traduisent une nouvelle étape de l'expérience des travailleurs ceylanais à l'égard du gouvernement du M.E.P. et, d'autre part, qu'ils ont renforcé l'autorité du L.S.S.P. dans la masse des travailleurs.

Le gouvernement du M.E.P. s'est conduit sans différence notable par rapport au gouvernement précédent de l'U.N.P. Il a défendu l'ordre bourgeois, il n'a pas hésité à employer les moyens de répression les plus rigoureux dans certains cas. Dans cette situation l'appui que lui ont donné les dirigeants du P.C. ceylanais et aussi le groupe Philip et les opportunistes qui avaient rompu avec le L.S.S.P. en 1953, au lieu de le servir, a au contraire contribué à affaiblir considérablement ces organisations dans les secteurs ouvriers où ils disposaient encore d'influence.

Par contre, les principaux dirigeants de ces luttes étaient des militants membres ou sympathisants du L.S.S.P. Ce sont les syndicats influencés par celui-ci qui ont dirigé les luttes. Ces grèves ont à la fois fortifié les travailleurs ceylanais dans leur ensemble et leur avant-garde militante plus particulièrement. Aussi comprend-on que le L.S.S.P. en célébrant le 18 décembre son 22e anniversaire écrit avec une assurance plus grande que jamais : « Le parti fut formé dans le but spécifique de parvenir à un gouvernement ouvrier et paysan et, en dépit de tous les obstacles, le parti atteindra son but ».

On ne doit pas oublier que cette poussée gréviste à Ceylan entre plus généralement dans la nouvelle vague révolutionnaire qui se développe dans l'Asie du sud-ouest, et notamment en Indonésie. Bien que Ceylan soit un petit pays auprès de sa voisine, l'Inde, la lutte des travailleurs ceylanais aura aussi ses répercussions dans ce grand pays, où la direction bourgeoise de Nehru commence à se heurter à des difficultés économiques immenses.

CHINE

Nouvelle rectification à la " rectification "

Depuis décembre 1957, nous assistons en Chine à un nouveau tournant de la fameuse campagne de « rectification ». Les excès commis dans la lutte contre « les droitiers » doivent avoir provoqué un sérieux mécontentement dans le pays, aggravé par la situation économique difficile.

La campagne de « rectification » inaugurée par Mao en tant que tentative d'une certaine libéralisation du régime avait vite tourné en son opposé.

Maintenant, le Parti fait une nouvelle tentative de redonner à la campagne son sens initial.

Dans un important éditorial, le **Quotidien du Peuple** du 28 décembre 1957 souligne l'exemple donné par la deuxième session du congrès provincial du P.C. chinois du Chekiang en matière de « contradiction ». Le journal admet franchement que les éléments résolument hostiles au socialisme constituent actuellement une « minorité » dans le pays. Par conséquent, conclut le journal, dans la plupart des cas la lutte entre le socialisme et le capitalisme se manifeste en tant que « contradictions dans les rangs du peuple ». Peu de membres du Parti, affirme le journal, ont compris cette vérité.

Ayant nié le caractère prédominant des « contradictions dans les rangs du peuple », ces membres (la majorité du Parti) ont tendance à les résoudre en tant que « contradictions entre l'ennemi et le peuple ». On comprend ce que cela signifie.

Dans le même numéro du journal est publié le rapport de Chiang Houa, premier secrétaire du Comité provincial du P.C. chinois du Chekiang, qui appuie la ligne de l'éditorial.

La critique essentielle de Chiang Houa est dirigée cette fois non contre la « droite » mais contre la « gauche » du Parti qui a exagéré « l'importance des contradictions entre nous et l'ennemi », qui n'a pas compris que la lutte des classes en Chine ne va pas en s'aggravant de manière rectiligne, mais peut connaître des pauses, et qui a refusé d'employer la méthode de persuasion par la discussion et l'expérience pour traiter les contradictions. Chiang Houa considère cette erreur d'autant plus grave que même les contradictions « entre l'ennemi et nous sont souvent mélangées avec des contradictions dans les rangs du peuple » !

Le 8e Congrès des syndicats

Du 2 au 12 décembre 1957 s'est tenu le 8e congrès pan-chinois des syndicats. Y assistaient les délégués de 16.300.000 membres dont 13 millions d'ouvriers industriels. Mais, de ce dernier chiffre, 32 % seulement étaient des ouvriers industriels de longue date, tous les autres n'étant que des ex-paysans récemment incorporés dans le travail industriel.

Les points saillants du rapport du président des syndicats chinois Lai-Jo-You ont été les suivants :

La principale tâche des syndicats est l'augmentation de la production et de la productivité ; l'institution, décidée depuis le 8e congrès du P.C. chinois, des **Congrès ouvriers** dans les entreprises doit avoir comme tâche principale d'assister et de superviser la gestion individuelle des entreprises, assumée par des personnes directement responsables devant l'Etat, afin d'assurer « la mise en application correcte des plans, de la politique et des directives de l'Etat ».

Lai-Jo-You a critiqué les « camarades » qui ont exprimé des « doutes et manifesté des vacillations concernant la politique et les tâches » des syndicats dans la présente période de transition du capitalisme au socialisme. Il apparaît très clairement de sa critique que ces « camarades » avaient préconisé l'indépendance des syndicats par rapport au Parti (et au gouvernement) et avaient mis en doute que leur principale tâche soit « l'augmentation de la production ».

Lai-Jo-You a exhorté les délégués à propulser une « émulation socialiste » plus active parmi les ouvriers afin de pouvoir d'ici 15 ans rattraper et dépasser la Grande-Bretagne dans la production d'acier et d'autres produits industriels de base.

Selon le rapport de Li-Fou-Choun à ce même congrès sur le bilan du premier plan quinquennal et des objectifs du deuxième, la Chine produira en 1962 douze millions de tonnes d'acier et en 1972 quarante millions.

Le deuxième plan quinquennal prévoit que la production industrielle actuelle sera doublée et il met l'accent sur l'augmentation de la production agricole grâce à une culture plus intensive, facilitée par l'emploi d'engrais, de machines et de travaux d'irrigation.

FRANCE

Au seuil de 1958

Il n'a pas fallu deux ans pour que le « Front républicain » des élections du 2 janvier 1956 soit définitivement enterré. Après la chute du gouvernement Bourgès-Maunoury, les hommes politiques eurent besoin de plus d'un mois pour investir Félix Gaillard, un homme bien nanti financièrement parlant.

C'est sur le projet de loi-cadre pour l'Algérie que se produisit la chute gouvernementale, provoquée par la droite, d'une part pour accentuer encore davantage les dispositions réactionnaires de cette loi, d'autre part pour imposer une politique financière plus féroce envers les masses travailleuses. C'est sur ce dernier point que les difficultés pour monter la nouvelle combinaison gouvernementale furent particulièrement grandes. En effet, la bourgeoisie ne pouvait en cette circonstance se passer de la participation socialiste, par suite de la place du groupe socialiste dans le Parlement actuel et devait l'associer à sa politique pour affaiblir la résistance des masses.

Tandis qu'au lendemain des élections du 2 janvier 1956 la droite se voyait contrainte de voter pour le gouvernement Guy Mollet où elle n'était pas représentée, maintenant dans l'équipe Gaillard les socialistes se trouvent associés aux représentants du M.R.P. et aux indépendants, et ce sont les socialistes qui votent en dépit d'eux-mêmes, de crainte de se trouver dans l'opposition avec les élus du P.C.F.

Sur l'Algérie, la politique de « pacification » se poursuit sous la très socialiste direction de Lacoste. La seule évolution notable, c'est que des hommes comme Mendès-France, Mitterand,... se prononcent maintenant de temps à autre pour la formation d'une Fédération (ils ont des nuances à ce sujet). Deux facteurs leur donnent ce « courage ». Ils sentent que l'opinion publique — si vague que puisse être ce terme — commence à être lasse de cette guerre dont on lui annonce périodiquement le « dernier quart d'heure ». Ils ont vu au Congrès de l'Afrique noire à Bamako que d'autres dangers pointent à l'horizon. Mais les propos de Mendès-France et autres sont encore très timides. L'initiative politique reste entièrement entre les mains des « pacificateurs » bien que des couches décisives du grand capital soient pour la fin de la guerre, car celles-ci ne savent pas comment y parvenir ; et il faut comprendre que le tournant ne pourra être pris par le capitalisme français sur la question algérienne tant qu'il ne subira pas un désastre majeur, un « Dien Bien Phu » militaire ou financier... Les dirigeants actuels de la politique française spéculent en premier lieu sur l'idée que les Etats-Unis, quels que soient leurs désaccords sur l'Algérie, ne peuvent pas abandonner ouvertement la France en Afrique du Nord.

A la récente conférence de l'OTAN, les dirigeants américains se sont abstenus de faire une déclaration explicite reconnaissant à la France le droit de mener sa politique en Afrique du Nord. Aussi Gaillard a-t-il mené un chantage. Nous voulons des fusées, des rampes de lancement, disait-il, ajoutant également, les Etats-Unis ne peuvent nous abandonner, si on nous refaisait le coup des armes à la Tunisie, alors il pourrait y avoir des difficultés à l'OTAN. Le gouvernement américain est certainement très peu sensible à de tels propos, il sait qu'aucun gouvernement bourgeois français n'a la moindre envie ni la capacité de rompre l'alliance atlantique.

Le gouvernement Gaillard, dès sa formation, a pris des mesures économiques et fiscales pour réduire la consommation des masses (hausses des prix, des impôts, maintien des salaires ou augmentations insignifiantes). Des investissements sont stoppés. Il s'agit de procéder à d'importants emprunts à l'étranger et le directeur du Fonds Monétaire International est venu à Paris pour étudier la situation économique de la France et dicter les conditions **politiques** auxquelles des prêts seront accordés, l'emploi des fonds prêtés étant contrôlé. De ce fait le Parlement a été obligé de voter le budget sans qu'il y ait eu une discussion à son sujet : la question de confiance a été posée dès le début, ce qui était un truc de procédure parlementaire pour réduire la discussion à quelques courtes interventions avant le vote.

A présent le gouvernement s'efforce de faire voter une réforme de la Constitution destinée à empêcher la chute d'un gouvernement une fois établi, et à faire du Parlement une assemblée-croupion. Les marchandages se poursuivent des socialistes aux indépendants sur ce sujet comme sur une nouvelle loi électorale, en vue d'une dissolution éventuelle de l'Assemblée nationale. Dans ces marchandages, les principes de la démocratie bourgeoise elle-même sont assez malmenés.

Mais tout ce jeu sordide, comme toutes les manœuvres et contre-manœuvres parlementaires qui se sont poursuivies pendant et depuis la crise ministérielle, se déroule de la façon la plus cynique, blasée même, parce qu'il s'opère en vase clos, en dehors de toute intervention des masses.

Il y eut, dès le mois de septembre et pendant tout le dernier trimestre de 1957, des grèves nombreuses pour des augmentations de salaires. On assista à des journées nationales de catégories (métaux, cheminots, fonctionnaires,...). Quelques grandes luttes se produisirent en province (Nantes, Saint-Nazaire, Lyon...). Mais toutes les directions syndicales se sont abstenues de répondre au désir qui grandissait dans la classe ouvrière d'une

lutte d'ensemble, d'une préparation de la grève générale. Autour des fêtes du nouvel an, les mouvements se sont ralentis. Il est probable que nous verrons en 1958 des luttes contre un abaissement du niveau de vie. Mais ces luttes seront-elles assez fortes pour faire tourner les directions syndicales ou les déborder, c'est là l'inconnue de la situation.

Un facteur nouveau commence à poindre, le ralentissement de l'activité économique. Sauf dans certains cas encore limités on ne peut dire qu'il y ait du chômage. Mais le patronat croit que la situation se présente plus favorablement pour lui dans ses rapports avec la classe ouvrière. A diverses grèves ou à diverses « grèves tournantes », des patrons ont répondu par un lock-out. Généralement celui-ci ne durait pas longtemps (2 ou 3 jours), mais les syndicats devaient renoncer aux grèves tournantes et, surtout, après la reprise du travail, les patrons se livrent à des renvois individuels plus particulièrement de militants, de délégués ouvriers.

Dans le Parti socialiste, l'opposition — une opposition timorée, brimée — avait marqué quelques points au moment où Guy Mollet fit accepter la collaboration gouvernementale avec la droite, mais depuis elle a perdu du terrain et même certaines positions anciennes, en raison de sa couardise politique. Elle n'osa pas demander le retrait des ministres socialistes. Et Guy Mollet eut beau jeu de lui dire : vous ne savez pas ce que vous voulez.

Quant à la direction du P.C.F., elle est à peine sortie de sa somnolence pendant la crise gouvernementale, pour proposer aux socialistes et à tous les « républicains » c'est-à-dire jusqu'au centre d'Edgar Faure, un « compromis à gauche ». Elle avait même peur de faire peur en employant le terme de « Front populaire ». Cela n'était pas fait pour stimuler les masses, et d'ailleurs la direction Thorez n'y songeait pas.

Son emprise sur son propre parti s'est beaucoup affaiblie. Cela s'est vu le 17 octobre. En effet, afin de reprendre en main les militants mécontents de l'inaction en face de la guerre d'Algérie, le C.C. avait décidé en septembre une journée d'action contre cette guerre pour le 17 octobre. Ce genre d'activité ne pouvait pas entraîner de larges masses, mais la direction espérait qu'elle stimulerait du moins les militants à une multitude de manifestations grandes et petites, donnant à chacun une certaine satisfaction d'avoir fait quelque chose. Cela correspond d'ailleurs à certaines traditions dans le P.C.F. Or, rarement journée fut aussi plate. Et cela fut d'autant plus sensible que la veille, la grève de 24 heures des travailleurs de l'électricité avait presque totalement interrompue l'activité économique du pays.

Une telle politique développe un lourd malaise dans le P.C.F. l'absentéisme aux réunions grandit. Cela crée un climat dans lequel les idées oppositionnelles peuvent pénétrer plus aisément. Mais l'opposition qui s'était créée en 1956 sous la forme de deux bulletins qui avaient fusionné au printemps de 1957 a connu une certaine crise. Ayant une faible base ouvrière, composée pour beaucoup d'éléments intellectuels, une partie d'entre eux a perdu tout espoir dans une lutte oppositionnelle. Officiellement ils ont dit que l'élimination de Molotov-Kaganovitch-etc. attestait que la « déstalinisation » était assurée de triompher sans qu'il faille nécessairement recourir à un travail fractionnel. Il n'est pas impossible que certains se retirent de l'activité politique militante. Mais, une autre partie des opposants s'est déclarée décidée à poursuivre la lutte pour redresser le parti. Si ces éléments se montrent conséquents, s'ils se battent sur quelques points sensibles pour les militants, et surtout pour les militants ouvriers de leur parti, la crise qu'ils ont traversée pourra n'être qu'une étape sur la voie de la progression.

En conclusion, la situation politique en France connaît un creux, une stagnation plus profonde que tout ce qu'on a vu à plusieurs reprises depuis 1947-1948. Cette situation présente des dangers sérieux et favorisent à l'extrême les machinations de la bourgeoisie ; mais celle-ci n'a aucun moyen de donner une solution à la situation, elle est surtout engluée dans la guerre d'Algérie ; aussi la situation peut-elle très rapidement évoluer, passer d'un creux très accentué à une période de crise, de tension sociale élevée. La perspective probable est celle d'une succession de périodes d'apathie et de fébrilité intense. Et il importe que les militants révolutionnaires, loin d'être déconcertés par ces soubresauts, sachent au contraire les exploiter, en passant de périodes de luttes agitées à des périodes de consolidation politique et vice-versa.

P.F.

CHILI

La candidature Allende

Une assemblée, dite « Convention Populaire », réunissant des délégués du Parti communiste, du Parti socialiste, des organisations syndicales, ainsi que des organismes populaires tels que les Comités de quartiers ouvriers et autres, a désigné le dirigeant socialiste Salvador Allende comme candidat aux élections présidentielles. Du même coup, la candidature Allende est apparue le pôle d'attraction pour la classe ouvrière chilienne tout entière et pour d'autres couches d'exploités.

Cette « Convention populaire » doit ses jours à une décision prise par le récent congrès d'unification socialiste. Elle était

née sous le signe de la politique hardie de ce congrès et avait pour mission d'élire un candidat à la présidence issu des rangs ouvriers.

Plus de 3.000 délégués, venus de tous les coins du pays et représentant en majorité le mouvement ouvrier organisé, assistèrent à la Convention. D'autre part, il est à signaler qu'à l'Assemblée sont venus de nombreux délégués de groupements qui avaient jadis soutenu Ibanez, mais qui cette fois-ci étaient décidés à voter pour la désignation d'un candidat ayant une politique et un programme ouvriers.

Les débats à la Convention ont été des plus passionnés. Cependant, tant la direction du P.C. que celle du P.S. se mirent à manœuvrer pour faire passer un candidat bourgeois (en l'occurrence Guillermo Pedregal, ancien ministre d'Ibanez) à la place d'un représentant ouvrier. Mais l'énorme pression des militants communistes et socialistes, des délégués des groupes indépendants, jointe à l'activité déployée par la gauche socialiste et les groupes de jeunes communistes — qui mènent d'ailleurs un travail oppositionnel à l'intérieur du P.C. — déjouèrent toutes les manœuvres des bureaucrates, et ce fut le socialiste Salvador Allende que l'Assemblée a élu presque à l'unanimité. Son élection produisit une telle joie que les travaux de la Convention furent suivis d'une grande fête populaire, où l'on voyait, pour la première fois depuis longtemps, des militants communistes et des militants socialistes chanter ensemble **l'Internationale.** C'est ainsi qu'ils exprimaient la volonté des milliers et des milliers de militants du P.C. et du P.S. et, en définitive, celle des masses chiliennes dans leur ensemble.

La réunion de la Convention populaire, avec son choix d'un candidat socialiste, a ouvert de nouvelles perspectives au développement des luttes des masses. Des conditions sont créées pour de grandes mobilisations de masses autour d'un programme socialiste révolutionnaire, c'est-à-dire ayant des buts de classe. Le défilé de plus de 50.000 personnes le 12 décembre pour soutenir la candidature Allende en témoigne.

La presse bourgeoise et pro-impérialiste a commenté avec une très grande inquiétude ce défilé et averti du danger qu'il annonce pour « le pays ». Par le nombre des manifestants, par sa composition hautement prolétarienne et par son enthousiasme débordant, ce défilé — qui rappelle les grandes mobilisations ibanistes de jadis — a constitué une des plus grandes manifestations politiques de masse des dernières années. Et ceci malgré les discours prudents des organisateurs, y compris d'Allende lui-même qui, voulant refroidir les esprits, tint à dire que son gouvernement éventuel ne serait pas un gouvernement socialiste mais démocratique.

En dépit du caractère limité et déformé que les directions aussi bien du P.C. que du P.S. veulent donner à la candidature Allende, celle-ci constitue déjà le centre de ralliement des masses dans leur lutte anti-impérialiste et anticapitaliste, lutte qui se livrera cette fois-ci sur un plan politique plus élevé qu'aux temps du mouvement ibaniste parce qu'elle aura une direction ouvrière, un programme socialiste et des objectifs plus décisifs. La radicalisation actuelle des masses se reflète déjà tant dans la base du P.C. que du P.S. Les militants des deux partis mènent ensemble une activité et veulent donner à la mobilisation des masses un caractère révolutionnaire à l'encontre des manœuvres opportunistes de leurs directions (1).

A la base du P.C. le mécontentement s'accroît envers la politique conciliatrice de la direction. Des groupes d'opposition apparaissent. La direction s'est alors lancée dans une opération à l'intérieur du Parti. Celle-ci consiste à convoquer des réunions pour la « vigilance révolutionnaire », où la direction s'attaque à l'influence « pernicieuse » des trotskystes et des reinosistes (2), et lance des appels pour la combattre. Cependant, dans sa tentative de se rendre plus persuasive envers les militants, la direction du P.C. se voit obligée d'argumenter politiquement contre la politique trotskyste, présentée comme « sectaire », « anti-unitaire », etc., etc.

Cependant, ce qui, de toute évidence, a exercé le plus d'influence sur la base du Parti communiste, c'est le récent congrès d'unification socialiste, c'est-à-dire les résolutions adoptées à ce congrès, qui ont eu un grand retentissement dans la classe ouvrière du pays.

Or, la direction actuelle du Parti socialiste a toujours une attitude hésitante sinon craintive envers la politique adoptée au congrès et elle résiste à l'appliquer. La direction n'a rien publié jusqu'ici qui puisse être considéré comme une application des résolutions du congrès, et si elle a consenti à la candidature d'Allende, ce fut sous la forte pression de la base du Parti.

Cependant, le P.S. a grossi ses rangs et peut encore augmenter ses effectifs et son influence au cours des mobilisations de masses que le soutien de la candidature Allende va déclencher. C'est à la gauche du P.S. qu'est dévolue la tâche d'imposer une application correcte des résolutions approuvées par le congrès d'unification socialiste et de faire en sorte que la mobilisation de masses pour le soutien de la candidature Allende atteignant un haut niveau révolutionnaire, aboutisse à la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan, exigé par la crise économique, sociale et politique que connaît le Chili.

La mobilisation des masses qui se dessine déjà autour de la candidature Allende sera stimulée d'une part par les progrès de la révolution coloniale et plus particulièrement des luttes ouvrières en Argentine et en Bolivie, et d'autre part

(1) Des « Comités pour la candidature Allende » se sont formés un peu partout dans le pays, notamment dans les agglomérations ouvrières. Ils ont un grand écho et sont chaudement soutenus.

(2) Il s'agit d'un groupe d'exclus du PC.

par l'incapacité du gouvernement et de la bourgeoisie en général à résoudre la grave crise économique illustrée par une inflation débridée et un chômage consécutif à la paralysie de nombreuses branches industrielles. C'est une situation qui tend à s'aggraver par suite de la baisse de prix du cuivre et par la récession des Etats-Unis. Les perspectives économiques du pays sont sombres en ce qui concerne une réactivisation dans les mines, d'autant plus que l'instabilité du pays n'attirera certainement pas vers lui des prêts des banques nord-américaines.

La candidature Allende est concurrencée par celle d'un représentant des sociaux-chrétiens, Frei. En possession d'un langage démagogique, Frei préconise qu'il faut satisfaire les besoins des masses travailleuses, rendre « humain » le capitalisme, etc. Le défilé de ces derniers jours pour soutenir sa candidature (40.000 personnes environ) prouve que Frei est suivi par un large secteur de la petite bourgeoisie, tandis que la classe ouvrière dans son ensemble se rallie autour de la candidature d'Allende. Cependant, si la direction ouvrière se montre capable d'appliquer un programme ouvrier, si elle sait offrir aux masses des solutions socialistes, elle provoquera dans les masses qui suivent aujourd'hui Frei des remous, et nombre de secteurs petits bourgeois, populaires et des femmes attirés aujourd'hui par Frei se tourneront vers Allende.

La désignation des candidats au poste présidentiel du pays ouvre une nouvelle étape de la lutte des classes et révolutionnaire au Chili. Derrière la candidature d'Allende est en train de se constituer une puissante mobilisation révolutionnaire des masses qui tâchera de jeter bas le pouvoir de la bourgeoisie et de l'impérialisme pour constituer un gouvernement ouvrier et paysan. Dans de telles conditions, les courants et tendances pour la formation d'un grand parti marxiste révolutionnaire de masse se développeront.

Le 24 décembre 1957.

Emilio PRATTI

SYRIE

Tiraillements entre le P. C. et le Baath

(Lettres d'un correspondant)

La crise turco-syrienne semble avoir pris fin malgré le maintien des concentrations turques à la frontière ; celles-ci ressortissent à la guerre des nerfs, car il est peu probable que les Etats-Unis puissent se lancer dans une aventure pareille aux risques incalculables, quoiqu'il n'y a aucune possibilité de coup d'Etat en Syrie qui aurait arrangé à peu de frais les choses pour l'impérialisme américain. D'ailleurs, il n'est pas question pour le Kremlin d'opérer un processus révolutionnaire, mais de se constituer une clientèle dans le cadre de la coexistence pacifique, clientèle bourgeoise et féodale, dont le concours est nécessaire pour équilibrer le bloc adverse dans la course à la puissance entre la bureaucratie soviétique et le capitalisme occidental.

Nasser, qui semblait refuser de contracter un prêt auprès de l'U.R.S.S., semble avoir changé d'avis à l'occasion de la visite de son ministre de la Défense à Moscou et se dispose à s'aligner sur la Syrie dans ce domaine.

Sur un plan plus local, une campagne puissante est menée par Le Caire contre le Roi de Jordanie et son régime dans l'espoir de le renverser, d'autant plus que la masse de la nation lui est hostile, à l'exception des Bédouins, seul soutien de son trône. Une campagne du même genre est menée au Liban, mais se heurte au caractère confessionnel de la politique intérieure libanaise, ce qui fausse le problème. Des mesures draconiennes de police sont prises par les autorités pour arrêter le mouvement.

Fait curieux à remarquer en Syrie : le P.C. s'allie aux féodaux pour combattre les socialistes du Baath, qui veulent appliquer leurs réformes petites bourgeoises pour ne pas inquiéter les possédants alliés de l'U.R.S.S., paralysant toute lutte de classes.

(21 novembre 1957)

La crise turco-syrienne semble s'être apaisée, du moins en apparence, car les Etats impérialistes saisiraient la moindre occasion qui se présenterait de réaliser un coup d'Etat en Syrie, si cela était possible. Le recours à une agression turque ou israélienne se heurterait non seulement à l'U.R.S.S., mais serait contrée par la solidarité inter-arabe.

Sur le plan intérieur syrien des tiraillements se sont fait jour entre communistes et socialistes baathistes ; d'une part, la rivalité des deux partis pour s'assurer le contrôle de l'appareil de l'Etat, a provoqué l'ajournement des élections municipales au détriment des communistes, d'autre part, ces derniers s'allient aux formations bourgeoises contre le Baath, en pratiquant une politique d'opportunisme outrancier, qui consiste à refuser d'appuyer la moindre revendication ou action ouvrière, même dans le cadre petit bourgeois du réformisme socialiste baathiste, pour ne pas inquiéter la bourgeoisie nationaliste anti-impérialiste et risquer de la voir se détourner de l'amitié avec la bureaucratie soviétique qui lui vaut de fructueuses affaires et une importante aide économique. Le Vice-Président du Conseil syrien, Kaled Azem, grand bourgeois milliardaire, initiateur de cette politique, est en visite à Moscou à la tête d'une délégation gouvernementale, pour poursuivre les négociations,

après la ratification de l'accord économique. Tout cela entrant dans les plans de la bureaucratie soviétique de constitution d'une clientèle à elle, d'Etats nationaux bourgeois en dehors du bloc des Etats ouvriers, ce qui s'explique par son incapacité d'envisager un processus révolutionnaire.

Il faut s'attendre à ce que l'impérialisme américain essaie de jouer de la rivalité P.C.-Baath, pour renverser le régime actuel.

Sur un plan parallèle, les milieux dirigeants des pays arabes favorables à l'impérialisme ont chargé la Turquie, membre de l'O.T.A.N., de proposer le retour au plan de partage de la Palestine de l'O.N.U. de 1947, à la réunion du conseil de l'O.T.A.N. ces jours-ci. En effet, la raison principale de l'opposition acharnée des nationalistes arabes aux projets d'alliances et autres prônés par les Occidentaux, est l'appui accordé tour à tour par l'Angleterre et les Etats-Unis au plan sioniste de constitution d'un Etat juif en Palestine. Il s'agit donc pour ces milieux dirigeants pro-occidentaux, d'obtenir de l'impérialisme le retour à un projet plus favorable pour les Arabes que le **statu quo** ; leur chance de succès est minime : d'une part, Damas et le Caire, appuyés par le Kremlin, refusent tout compromis proposé par les Occidentaux, car ils visent à extirper toute influence occidentale en Moyen-Orient ; d'autre part, les U.S.A. ne peuvent mécontenter l'importante communauté juive américaine, et la France, de même, appuie à fond Israël à cause de l'affaire algérienne. Seule l'Angleterre partage l'opinion de ses alliés de Bagdad.

(16 décembre 1957)

EGYPTE

La Conférence du Caire et l'Algérie

Nous reproduisons ci-dessous le texte intégral de la résolution sur l'Algérie votée à l'unanimité par les représentants de 49 pays afro-asiatiques à la Conférence du Caire. Nous appuyons la formation de **Comités pour la Libération de l'Algérie** et demandons à toutes les organisations de la IV^e^ Internationale de donner une suite pratique à toutes les recommandations progressives de cette résolution, y compris de faire partout du 1^er^ mars 1958 une journée de solidarité active envers la Révolution algérienne.

La Conférence des peuples afro-asiatiques tenue au Caire :

Considérant le droit légitime du peuple algérien à son indépendance et à sa souveraineté nationales,

Considérant que les gouvernements français qui se sont succédé mènent une véritable guerre coloniale visant à l'extermination du peuple algérien,

Considérant que cette guerre a même soulevé l'indignation et les protestations d'un important secteur de l'opinion publique française,

Considérant que cette guerre cause des pertes humaines et matérielles considérables entraînant l'exode de centaines de milliers de réfugiés en Tunisie et au Maroc et rend un nombre encore plus grand sans abri dans leur propre pays ; que ces souffrances demandent une aide immédiate,

Considérant le refus systématique de la France d'engager aucune négociation sérieuse, qui s'est encore récemment manifesté par le refus d'accepter l'offre de bons offices des chefs d'Etat de Tunisie et du Maroc, en dépit de la recommandation de l'O.N.U.,

Considérant que cette guerre au peuple algérien est une menace à la sécurité du peuple africain et à la paix internationale,

1. Condamne la guerre coloniale menée en Algérie et les atrocités commises par les forces impérialistes françaises contre le peuple algérien qui lutte pour son indépendance ;

2. Affirme son soutien à la lutte héroïque du peuple algérien ;

3. Demande que :

a) L'indépendance du peuple algérien soit reconnue sans délai ;

b) Des négociations s'engagent immédiatement sur la base de l'indépendance, entre le gouvernement français et le Front de Libération Nationale qui représente le peuple algérien ;

c) Les 5 dirigeants et tous les autres nationalistes algériens qui sont en prison ou dans des camps de concentration soient immédiatement libérés ;

4. Proteste contre l'emploi de l'armée française et africaine et lui demande de refuser de combattre ses frères ;

5. Fait appel aux peuples du monde entier, et plus particulièrement à ceux d'Afrique et d'Asie, pour faire tout ce qui est possible comme protestations, manifestations et autres moyens d'action appropriés, afin de mobiliser l'opinion publique contre la génocide et de faire respecter par la France les droits de l'homme et la Convention de Genève sur les lois de la guerre.

En conséquence :

a) Le 1^er^ mars 1958 sera observé comme Journée de solidarité pour l'Algérie dans toute l'Afrique et dans toute l'Asie par la tenue de manifestations, meetings de masse, collectes, etc.

b) Il est recommandé de former des comités pour la libération de l'Algérie et d'appeler tous les peuples d'Asie et d'Afrique à aider le peuple algérien au moyen d'argent, de vêtements, de médi-

caments, d'aliments et de toutes autres formes d'aide matérielle ;

c) Un secours sera assuré à tous les réfugiés algériens qui ont besoin d'aide.

6. Appelle tous les gouvernements, en particulier ceux d'Asie et d'Afrique, à :

a) Insister pour l'indépendance de l'Algérie dans toutes les organisations internationales ;

b) Employer tous les moyens appropriés pour obliger le gouvernement français à cesser les hostilités en Algérie ;

c) Trouver les moyens adéquats pour faire stopper toute aide d'autres gouvernements à la France.

ETATS-UNIS

Elections Municipales de New-York et San Francisco

Aux élections municipales de New-York, Joyce Cowley, candidat du Socialist Workers Party a obtenu 13.915 voix, au lieu de moins de 4.000 voix aux élections municipales de 1953. La campagne de Joyce Cowley fut appuyée par differentes personnalités de gauche non trotskystes, comme Vincent Hallinan, ancien candidat progressiste à la présidence des Etats-Unis, et les rédacteurs de l'hebdomadaire **National Guardian.**

A San Francisco, Frank Barbaria, candidat au conseil municipal, a obtenu 17.082 voix, soit 8 % du total. Ce résultat aussi est dû en grande partie à l'appui que diverses personnalités indépendantes de gauche ont accordé à la candidature du S.W.P., qui était le seul parti ouvrier participant aux élections sur une plateforme d'action politique indépendante de la classe ouvrière.

Howard Fast rompt avec le stalinisme

Le grand romancier américain Howard Fast, lauréat du Prix Staline et principal écrivain qui était resté fidèle au stalinisme dans le passé, a rompu avec le P.C. après l'écrasement de la révolution hongroise. Il vient de publier les raisons de cette rupture dans une brochure intitulée « L'Ecrivain et le Commissaire ».

Il y raconte notamment qu'entre la publication d'une violente attaque contre le stalinisme dans l'organe du P.C. américain « Daily Worker » en juin 1956 et son départ du P.C. en février 1957 il reçut la visite de diplomates et de journalistes de pays des « démocraties populaires », y compris des personnalité haut placées.

« Ils ont présenté devant mes yeux déjà torturés une telle image de terreur, d'injustice et de cauchemar pur et simple, que le discours « secret » de Khrouchtchev apparut une esquisse fort modérée d'une situation d'ensemble qu'on ne pourrait jamais décrire dans tous les détails. Certains parlaient froidement, d'autres avec passion, d'autres encore avec haine. Certains pleuraient pendant qu'ils parlaient. D'aucuns évoquèrent l'agonie de camarades qu'il avaient aimés et qui furent assassinés par la police secrète soviétique, de camarades frappés et torturés et d'autres encore auxquels on avait enlevé tout sens de leurs qualités d'hommes ».

Howard Fast reproduit la description vivante que ces communistes d'Europe orientale lui ont faite de la vie des grands bureaucrates de ces pays, ainsi que de la vie misérable de leur peuple. Il concluant en affirmant sa confiance dans le socialisme et dans l'essor de l'économie soviétique et chinoise, auquel les bureaucrates des partis staliniens n'ont imposé que des freins.

La crise du P. C. américain

Le P.C. américain continue de subir une crise très grave. John Gates, rédacteur en chef du quotidien communiste « Daily Worker » subit des attaques violentes d'une fraction stalinienne dirigée par William Z. Foster, qui l'accuse d'être un « révisionniste de droite ». Foster publia une longue attaque contre Gates et Bittelman (collaborateur du secrétaire-général du P.C. américain, Eugène Dennis) dans la revue soviétique « Communiste ». La revue du P.C. américain « Political Affairs » a reproduit une version modifiée de cette polémique.

L'indignation de Foster et de ses accolytes a été renforcée par le fait qu'à la majorité d'une voix, le Comité National du P.C. des Etats-Unis s'est refusé d'adopter la déclaration des douze P.C. publiée au lendemain des fêtes du 40e anniversaire de la Révolution d'Octobre.

Poursuivant ses intrigues, Foster avait demandé qu'on supprime le quotidien « Daily Worker » ! Cette proposition avait d'abord été rejetée avec indignation par Gates et ses amis, qui avaient même menacé de poursuivre la publication du « Daily Worker » comme organe indépendant si le Comité National du P.C. décidait sa suppression. Aux dernières nouvelles, cependant, Gates a dû s'incliner, surtout à cause de la situation financière mauvaise de ce journal qui n'avait cessé de perdre des lecteurs.

Le Congrès syndical d'Atlantic-City

La Centrale Syndicale AFL-CIO a tenu son congrès du 5 au 12 décembre à Atlantic City. Trois syndicats, celui des Teamsters (transporteurs), celui des Travailleurs de la boulangerie et de la confiserie, et celui des Travailleurs de la blanchisserie furent exclus de la confédération, parce qu'ils avaient refusé de s'incliner devant la décision de remplacer leurs dirigeants accusés de corruption criminelle par une commission d'enquête du Congrès, c'est-à-dire le Parlement de Washington.

Cette accusation est sans aucun doute fondée ; en fait, les militants syndicalistes ont dénoncé depuis longtemps la collusion entre des milieux syndicaux corrompus et le patronat. Cet aspect de la corruption a cependant été soigneusement caché par la commission d'enquête du Congrès. Par ailleurs, ses décisions constituaient une intervention inadmissible dans la vie intérieure des syndicats. On aurait pu exiger au même titre que le Congrès examine la corruption à l'intérieur des entreprises, dans les relations commerciales, à l'intérieur des sociétés par actions, etc.

Aussi le devoir des dirigeants de l'AFL-CIO aurait-il dû consister à refuser tout droit de regard du parlement dans les affaires syndicales, et à faire un appel aux militants de base pour que ceux-ci nettoient leur propre maison. Mais, comme ces dirigeants sont eux-mêmes des bureaucrates qui craignent les initiatives de la base, ils ont préféré se plier aux ukases parlementaires, ouvrant ainsi la porte à une véritable « chasse aux sorcières » renouvelée dans les syndicats.

La plupart des abonnements qui arrivaient à expiration à la fin de 1957 ont été renouvelés. Il reste toutefois quelques retardataires. Nous espérons qu'ils se rattraperont rapidement.

Tous nos abonnés ont reçu le n° spécial de 120 pages paru en décembre 1957 qui contenait le manifeste, les résolutions et les rapports du 5e Congrès Mondial.

Ces documents sont en cours de publication en anglais, en allemand, en espagnol, et — en tout ou partie — également en plusieurs autres langues (italien, grec, hollandais, japonais, vietnamien...)

« Quatrième Internationale » a avant tout besoin d'un nombre croissant d'abonnés. Envoyez-nous votre abonnement et des listes d'abonnés possibles à prospecter.

En supplément à « *Quatrième Internationale* » vient de paraître

MICHEL PABLO

DICTATURE DU PROLÉTARIAT DÉMOCRATIE, SOCIALISME

(Problèmes économiques et politiques des régimes de transition, à la lumière des expériences depuis Octobre 1917)

Un livre de 144 pages : 400 francs.

NOTRE NUMERO SPECIAL :

LE 5e CONGRÈS MONDIAL DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

200 francs

ABONNEMENTS :

FRANCE : Un an (4 numéros) .. .. **700 frs**

Abonnement de soutien .. .. **1.000 frs**

ETRANGER : Un an .. .. **l'équivalent de 2 dollars**
(plus frais postaux pour envoi par avion)

Tous paiements à notre compte postal :
Pierre FRANK, 64, rue de Richelieu - C.C.P. 12648-46 Paris.

« Quatrième Internationale » paraît régulièrement quatre fois par an, sans compter ses numéros spéciaux ou ses suppléments.

Autres publications de la IVe Internationale :

EN ANGLAIS
FOURTH INTERNATIONAL
THE SAMASAMAJIST (Ceylan)

EN ALLEMAND
DIE INTERNATIONALE

EN ESPAGNOL
MARXISTA REVISTA LATINO AMERICANA
DE INTERNATIONAL (Hollandais)
BANDIERA ROSSA (Italien)

A notre service de librairie

L. TROTSKY. — ECRITS 1928-1940, tome I .. .. 1.000 frs
pour l'étranger l'équivalent de 3 dollars

LES BOLCHEVIKS CONTRE STALINE
La brochure : **400 francs**

M. PABLO

LA GUERRE QUI VIENT
(Capitalisme ou socialisme)
La brochure : **200 francs**

E. GERMAIN

LES PROBLEMES ECONOMIQUES DE L'U.R.S.S.
(la société soviétique vue dans le miroir du dernier article de Staline)
La brochure : **80 francs**

Le Directeur-Gérant : Pierre FRANK
Diffusé par les N.M.P.P.

Société Parisienne d'Impression, 4, rue Saulnier - Paris (9e)

Imprimé en France
Prix : 200 francs